

# Économie de l'élevage



DOSSIER PRÉVISIONS  
EN EUROPE

**BOVINS LAIT  
EN 2020**

Novembre 2015  
N° 462  
18 €



Confédération  
Nationale de l'Élevage  
**CNE**



France,  
Allemagne,  
Danemark,  
Pays-Bas,  
Royaume-Uni,  
Irlande,  
Pologne.

**LAIT EN EUROPE DU NORD.**  
Forces, faiblesses et potentiels en 2020

## LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

**RÉDACTEURS :** Sébastien BOUYSSIÈRE, Jean-Marc CHAUMET, Philippe CHOTTEAU, Germain MILET, Mélanie RICHARD, Christophe PERROT, Gérard YOU.

Les études publiées dans le cadre des Dossiers Économie de l'Élevage bénéficient du financement du Ministère de l'Agriculture (Casdar) et du Fonds National de l'Élevage.

Ce dossier particulier a bénéficié du soutien financier du Cniel et de FranceAgriMer.



Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)  
Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret - Marie-Catherine Leclerc  
Crédits photos : ©Sébastien Bouyssièrre / Institut de l'Élevage - ©Caroline Monniot / Institut de l'Élevage -  
©Anne Mottet / Institut de l'Élevage - ©fotos4people \_ Fotolia - ©Fotolia-wil tilroe-otte\_21079621\_M. -  
©Fotolia-Naj\_87832858\_M - ©Fotolia-Fotolyse\_14886503\_M - ©Holstein\_heifer -  
©Fotolia-microstocker\_87153570\_M - ©Christophe Perrot / Institut de l'Élevage - DR Institut de l'Élevage -

Directeur de la publication : Martial Marguet  
Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0015501066  
Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : [technipel@idele.fr](mailto:technipel@idele.fr) - Tél. : 01 40 04 51 71  
Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>



FranceAgriMer

# Lait en Europe du Nord Forces, faiblesses et potentiels en 2020

Nul doute que l'Europe du Nord recèle un énorme potentiel de croissance de sa production laitière. Il s'est déjà exprimé de façon spectaculaire peu avant la fin des quotas laitiers et encore davantage depuis avril 2015, mais au prix d'une déstabilisation des marchés des produits. La production a littéralement explosé en Irlande et aux Pays-Bas, a progressé plus régulièrement en Allemagne, au Danemark et en Pologne, et s'est même réveillée au Royaume-Uni.

Ces pays se sont préparés de longue date à l'après quotas. Leurs éleveurs ont modernisé leur outil de production et investi dans des capacités de logement supplémentaires. Malgré le prix du lait dégradé en 2015, ils poursuivent leur stratégie de croissance et de dilution de leurs charges de structure, avec l'appui de coopératives robustes et offensives. Celles-ci ont rationalisé leurs outils, accru leurs capacités de transformation et étendu leur maillage commercial pour conquérir de nouveaux débouchés et pousser leurs avantages sur le marché européen de plus en plus concurrentiel.

Les sept pays étudiés dans ce *Dossier Économie de l'Élevage* sont l'objet d'un examen attentif en termes de forces, de faiblesses, mais aussi de menaces et d'opportunités. Le diagnostic montre que la France possède de nombreux atouts surtout au stade de la production, notamment un des plus forts potentiels, avec l'Allemagne et la Pologne. Elle bénéficie de conditions agro-climatiques très favorables pour produire des fourrages et de l'herbe. Elle dispose d'un foncier relativement abondant et bon marché. Et elle abrite également une diversité de systèmes de production et de fabrications qui peuvent être des atouts en termes de compétitivité « hors prix », notamment dans les régions à handicap naturel. De plus, la production laitière ne présente pas de handicap de compétitivité « prix » par rapport à l'Allemagne, même si les élevages sont moins productifs car souvent moins grands et moins spécialisés. En revanche, le constat est moins net au stade de la transformation, malgré la présence de quelques firmes laitières privées puissantes, dont l'internationalisation ne contribue que marginalement à l'essor de la production laitière française.

Certes offensifs, les pays d'Europe du Nord, Pays-Bas en tête, seront tôt ou tard confrontés à des limites physiques -contraintes environnementales majeures- qui freineront voire stopperont leur expansion laitière. Dans l'immédiat, leur croissance débridée alimente la crise de surproduction qui exacerbe la compétition intra-communautaire entre les bassins. L'Europe laitière est désormais engagée dans une course folle qui peut mener de nombreux éleveurs dans le décor. Sans une intervention publique forte, ce « cercle vicieux » risque de provoquer un mouvement désordonné de cessations laitières touchant les éleveurs les plus exposés financièrement (récents investisseurs, agriculteurs en début de carrière), mais aussi les plus mobiles (diversifiés, disposant d'alternatives), en particulier s'ils sont performants économiquement, sans compter les arrêts anticipés (éleveurs âgés, peu performants techniquement, isolés...). Un tel scénario n'épargnera aucun bassin, mais frappera surtout les moins denses situés au sud et à l'est de l'UE, et les zones de montagne sans démarcation efficace. Il entrainera ensuite un ralentissement voire un arrêt de la croissance de la production européenne, suivi d'une possible reprise avec le redressement des marchés.

Nos prévisions de collecte à l'horizon 2020 doivent se lire comme une estimation du potentiel laitier des pays étudiés. Ce potentiel s'exprimera plus ou moins en fonction de l'évolution de l'économie laitière d'ici là. Nous l'estimons à 160 millions de tonnes de lait en 2020, soit une hausse de +9% /2014 de la collecte européenne. Autrement dit, une croissance de même ampleur qu'entre 2007 et 2014.

## SOMMAIRE

**3/** LES EXPLOITATIONS FRANÇAISES SONT-ELLES  
COMPÉTITIVES ?

**10/** ALLEMAGNE  
Prête à encore accroître sa production de 10% d'ici 2020

**18/** DANEMARK  
L'avenir de la filière laitière danoise dépend de ses financeurs

**22/** PAYS-BAS  
Augmentation de la production laitière qui dépendra des réglementations  
environnementales

**28/** ROYAUME-UNI  
Une filière sans cohésion face à la volatilité

**34/** IRLANDE  
La production laitière augmentera-t-elle de 50% à l'horizon 2020 ?

**40/** POLOGNE  
Une filière à fort potentiel de développement

**46/** QUELLE COLLECTE EUROPÉENNE EN 2020 ?

1

# LES EXPLOITATIONS FRANÇAISES SONT-ELLES COMPÉTITIVES ?



## Analyse micro-économique comparée au niveau européen

2<sup>ème</sup> pays européen pour la production laitière, la France possède probablement un des plus forts potentiels laitiers de l'UE avec l'Allemagne et la Pologne. La combinaison de potentiels fourragers élevés en herbe et en maïs ensilage, la première superficie agricole d'Europe et un coût du foncier souvent bien moindre qu'ailleurs, des savoir-faire reconnus dans la production et la transformation laitières avec une industrie puissante et innovante... Elle affiche cependant des facteurs potentiellement limitants. Le rythme de diminution du nombre d'exploitations est désormais plus rapide que dans bien des pays d'Europe du Nord. La filière aura besoin de chefs d'exploitation et doit affronter les questions liées à l'attractivité du métier, aux conditions notamment financières d'installation, au niveau de formation des futurs chefs d'exploitation. Le faible poids de la main-d'œuvre salariée, notamment dans les grandes exploitations, pourrait se transformer en handicap dans la poursuite des gains de productivité du travail. Les aides publiques à la modernisation et la lisibilité du contexte post-quotas (liberté de l'offre versus contractualisation et encadrement) sont parfois moins favorables aux investissements que dans les autres pays. Enfin le faible degré de spécialisation des exploitations laitières françaises, l'augmentation des surfaces en terres labourables par actif, la concurrence entre productions agricoles au sein des exploitations sont autant de facteurs qui renforcent l'exigence d'une gestion de la forte volatilité de la rentabilité d'une production laitière exigeante en travail et en capitaux.

Le 1<sup>er</sup> avril 2015, la France a terminé le temps des quotas laitiers avec une douzième campagne consécutive en sous-réalisation. Contrairement aux pays voisins du nord de l'UE qui ont fait évoluer régulièrement leurs livraisons (de +15% à +20%, suivant les pays, entre 2005/2006 et 2014/2015) au rythme, et parfois même au-delà, des augmentations de référence, la France (+9%) a alterné des phases d'augmentation rapide avec des replis d'origines variées : mesures nationales destinées à limiter la production en 2009 ; variation de la qualité des fourrages en 2012 ; forte réactivité de l'offre aux variations des prix du lait et des intrants. A partir d'avril 2015, le rebond de la collecte dans les pays d'Europe du Nord « libérés » des quotas a creusé davantage l'écart.

Comment expliquer ces évolutions divergentes ? Peuvent-elles remettre en cause la position de la France qui est un des principaux pays exportateurs de produits laitiers sur les marchés européens et internationaux ? En un mot, la France est-elle compétitive par rapport à ses concurrents européens voire mondiaux ?

La compétitivité est habituellement définie comme la capacité à conquérir ou à conserver des parts de marché en affrontant la concurrence aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'export. La compétitivité « prix » consiste à réduire les coûts de production, de collecte et de transformation pour vendre au meilleur prix. La compétitivité « hors prix » augmente la valeur des produits commercialisés par le développement d'innovations et la différenciation du produit fini.

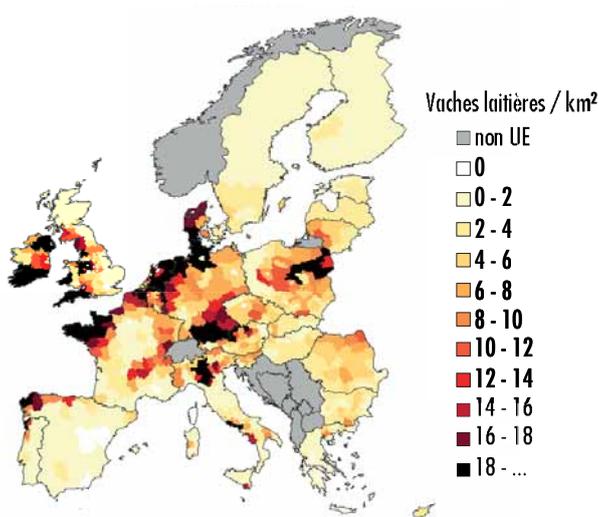
### Compétitivité « hors prix »

Situées dans une mosaïque de territoires laitiers contrastés, les exploitations françaises sont particulièrement diverses. Environ 15% de la production nationale bénéficie d'une différenciation « d'origine » : 9,6% de la collecte laitière sont transformés sous Appellation d'Origine Protégée, 2,2% relèvent de l'agriculture biologique, quelques pourcents mettent en avant leur origine montagnarde ou régionale spécifique. La transformation laitière française est, quant à elle, caractérisée par la présence de puissants groupes internationalisés fabriquant des produits laitiers variés sous des marques souvent mondialement connues (différenciation dite « retardée » au niveau de la transformation).

A contrario, les produits laitiers en AOP sont rares ou inexistant en Europe du Nord. Cependant, la production en agriculture biologique y a un poids relatif comparable à la France sauf au Danemark où elle pèse près de 10% de la production et constitue un axe de la stratégie d'exportation.

La compétitivité hors prix de la filière laitière française s'appuie donc sur des atouts spécifiques et historiques qui devraient pouvoir être développés à l'avenir pour augmenter ses parts de marché sur le marché national et développer les exportations (de fromages AOP notamment). Elle repose sur une grande variété de produits, et pour partie sur une forte diversité d'exploitations garantes de la typicité de certains produits. Cette diversité est aussi souvent vue comme un gage d'adaptation à un univers incertain et non plus comme un obstacle à la rationalisation des filières comme aux débuts de la PAC (cf Plan Mansholt).

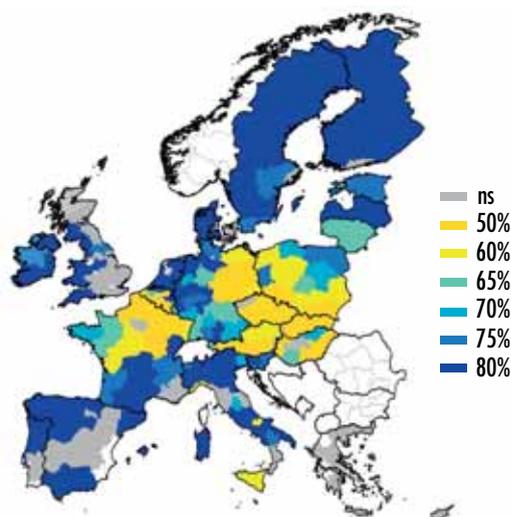
VACHES LAITIÈRES PAR KM<sup>2</sup>



Source : EUROSTAT FSS 2010 - traitement RMT Économie filières animales

% PRODUIT BRUT LAIT / PRODUIT TOTAL HORS AIDES

MÉDIANE PAR ZONE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES  
(PONDÉRATION PAR LES VOLUMES DE LAIT PRODUITS PAR EXPLOITATION)



Source : RICA UE 2011 (DG AGR) - traitement Institut de l'Élevage  
Fonds de carte GISCO - Eurostat (Commission européenne) ©EuroGeographics

**Compétitivité « prix »**

Néanmoins, l'essentiel de la production laitière française reste confrontée à des enjeux liés à la compétitivité « prix » tant sur le marché européen que sur les marchés tiers. D'après le CNIEL, l'équivalent de 12,8% du lait français a été exporté sur les pays tiers en 2014 contre 8,8% en 2008.

Les exploitations laitières françaises ont longtemps été protégées de la volatilité des marchés par un prix du lait d'une grande stabilité, une politique laitière ambitieuse en matière de maintien de la production sur tout le territoire et, dans les zones les plus laitières, par le contrôle des structures. Elles étaient de ce fait parmi les moins préparées d'Europe à gérer la volatilité des prix et à raisonner leurs choix stratégiques par rapport à la possibilité d'accéder à des :

- économies de gamme : se spécialiser ou optimiser la complémentarité des productions ?
- économies d'échelle : produire plus et à quel coût ?
- économies d'agglomération liées au renforcement des relations amont-aval-services en zone dense qui autorise l'accès à des intrants et équipements moins chers, à des services de meilleure qualité et des coûts de collecte réduits.

**Economies de gamme ou spécialisation ?**

Hormis en montagne et en Bretagne, les exploitations laitières françaises sont rarement spécialisées, bien moins que dans les bassins d'Europe du Nord. 38% l'étaient lors du recensement 2010 d'après notre définition typologique. Une autre façon plus objective de représenter les différences

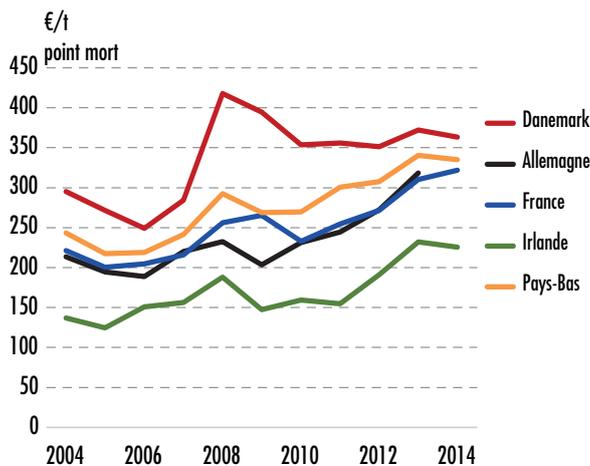
consiste à cartographier le pourcentage de lait dans le produit (hors aides) des exploitations laitières. Il faut regarder vers l'Europe orientale pour retrouver des pourcentages aussi faibles que dans la moitié nord de la France qui réunit les principaux bassins laitiers français hors montagne. Ceux dans lesquels l'essentiel de la croissance laitière récente a été réalisée.

Contrairement à la spécialisation territoriale observable depuis 2006, il n'y a pas de spécialisation des fermes laitières françaises à l'échelle des exploitations. La mixité lait-viande est fréquente (40%) voire dominante dans de nombreuses régions et près d'une vache laitière sur 4 est élevée dans une exploitation de polyculture-élevage. Les exploitations laitières françaises disposent de surfaces (plus de 100 ha en moyenne en 2010) et de capacités d'arbitrage entre productions qui pourraient expliquer une évolution différente de la production nationale par rapport aux bassins les plus spécialisés (Pays-Bas, Irlande...), notamment quand la rentabilité relative de la production laitière se dégrade (2012/2013, 2015).

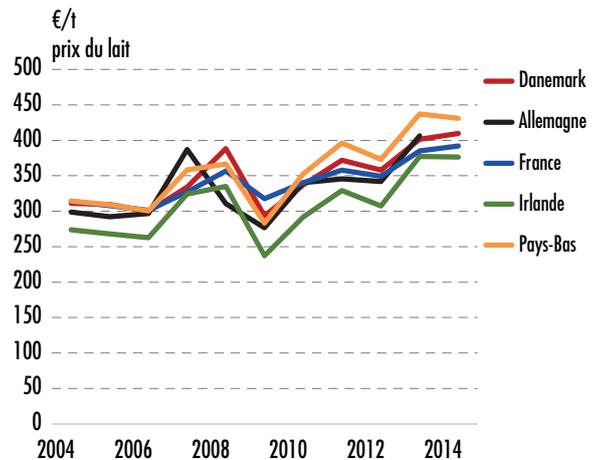
Mais ces exploitations mixtes culture-élevage valorisent peu la complémentarité potentielle de ces productions. En recherchant une productivité élevée des surfaces, des animaux, du travail, elles achètent davantage d'aliments/tonne de lait et n'obtiennent pas un meilleur coût de mécanisation en cultivant à la fois des fourrages et des cultures de vente mais utilisent mieux, ou plus intensivement, le facteur travail ce qui conduit le plus souvent à des revenus supérieurs à ceux dégagés dans les exploitations spécialisées lait, sauf quand la conjoncture céréalière est dégradée.

## EVOLUTION DU POINT MORT ET DU PRIX DU LAIT DANS LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES SPÉCIALISÉES DE QUELQUES PAYS D'EUROPE DU NORD.

Point mort\* : révélateur des « modèles »



Prix du lait : des écarts moindres que sur les coûts



\*Point mort : prix du lait à partir duquel est rémunérée la main-d'œuvre familiale

Source : DG AGRI RICA UE jusqu'en 2012 puis estimations - traitement Institut de l'Élevage, exploitations laitières spécialisées (def Idele)

### Pas de handicap de compétitivité pour la production laitière française par rapport à l'Allemagne

Pour les seules exploitations spécialisées, l'analyse du RICA européen montre qu'en prix de revient du lait hors travail familial (= point mort : prix du lait à partir duquel, toutes charges payées, on commence à rémunérer la main-d'œuvre familiale), la France est bien au milieu de l'Europe. Les niveaux sont plus élevés qu'en Irlande, plus faibles qu'aux Pays-Bas et au Danemark, mais tout proches des valeurs constatées en Allemagne. L'exception est en 2009 où une politique de maîtrise des volumes spécifiquement française s'était traduite par une concentration des charges fixes et une perte de compétitivité de la filière française (importations de lait de consommation et emmental premiers prix).

Dans tous les pays analysés, la hausse du point mort, de l'ordre de 100 €/t, a été très importante durant la période de sortie progressive des quotas. C'est le cas en France ou en Allemagne, où il est passé de 200 à 300 € entre 2006 et 2014, du fait de la hausse du coût des intrants, des investissements pour développer la capacité de production (avec davantage de mécanisation notamment), mais aussi de la baisse des aides directes par tonne de lait. C'est le cas en Irlande (de 150 à près de 250 €/t) où la croissance laitière se fait au prix d'aliments supplémentaires et de quelques dépenses

d'investissements en s'éloignant quelque peu du modèle *low cost* très pâturant qui a fait sa réputation. Pour les mêmes raisons auxquelles on peut ajouter une forte hausse du prix du foncier et de l'endettement des exploitations, cette forte hausse du point mort est d'ailleurs aussi observée en Nouvelle-Zélande.

### Mais de moindres niveaux de productivité et de rémunération du travail

Néanmoins, si la production laitière française ne souffre pas de handicap de compétitivité par rapport à l'Allemagne, la rémunération des actifs français est inférieure surtout lorsqu'on zoome sur les zones les plus engagées dans la compétition européenne (Ouest de la France et Allemagne du Nord). Entre ces deux zones, elle varie du simple au double sur la période 2007-2012 (cf. tableau ci-dessous). Et l'équation est assez simple : prix du lait, point mort et rémunération du travail par tonne sont presque égaux, mais le volume de lait ramené à la main-d'œuvre non salariée est 2,2 fois supérieur en Allemagne du Nord et la productivité du travail en volume, salariés compris, supérieure de 75%. Ces niveaux de revenu plutôt élevés obtenus dans certains pays d'Europe du Nord à la veille de la crise laitière depuis la fin 2014 sont certainement un avantage même si la volatilité des

### RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL ET COMPOSANTES DANS LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES SPÉCIALISÉES DE QUELQUES PAYS D'EUROPE DU NORD (MOYENNES 2007-2012).

Pays/région	Prix du lait (€/t)	Point mort (€/t)	Revenu d'exploitation familial (€/t)	pour mémoire Production laitière par UTA totale (kg/UTA)	Production laitière par UTA non salariée (kg/UTA)	Revenu d'exploitation familial / UTA non salariée (€/UTA)
Allemagne du Nord	325 €	230 €	64 €	346 000	443 000	41 200 €
Bretagne, Pays de Loire	323 €	223 €	60 €	197 000	205 000	20 300 €
Irlande	304 €	166 €	103 €	222 000	262 000	36 100 €
Pays-Bas	355 €	280 €	49 €	380 000	413 000	30 700 €
Danemark	347 €	360 €	-11 €	502 000	980 000	-13 600 €

Source : DG AGRI RICA UE, Exploitations laitières spécialisées (définition Idele) - traitement Institut de l'Élevage

## LES EXPLOITATIONS FRANÇAISES SONT-ELLES COMPÉTITIVES ?

prix a plus d'impact sur le revenu du travail dans les pays à forte productivité du travail. Les pays les plus productifs ont accumulé avant crise une capacité de résistance. Quant au Danemark, on entrevoit dans le résultat moyen négatif sur la période en raison du surendettement des exploitations (consécutif à la bulle foncière et à la substitution capital-travail poussée à l'extrême), le rôle du secteur financier dans le soutien à bout de bras des exploitations laitières.

Cet écart aux dépens des exploitations françaises masque cependant un changement de diagnostic sur les rythmes de progression de la productivité du travail. Alors qu'elle progressait moitié moins vite dans l'Ouest de la France qu'en Europe du Nord jusqu'en 2005, elle avance désormais au même rythme. Cependant les écarts continuent de s'accroître en volume de lait par actif.

Ces écarts de productivité et de rémunération du travail en exploitation laitière sont beaucoup moins forts quand on considère la totalité des exploitations laitières françaises et allemandes (spécialisées ou non, toutes régions confondues). Sur la période 2007-2012, le niveau moyen de rémunération de la main-d'œuvre familiale n'était supérieur que de 21% en Allemagne (27 300€/UTA). Cela traduit la plus forte hétérogénéité des tailles d'exploitation et des niveaux de rémunération entre exploitations et entre régions allemandes (Nord/Sud/Est).

### Un positionnement décevant en matière de prix du lait

En revanche, le constat ne change pas en matière de prix du lait en élargissant le périmètre de sélection des exploitations. D'après le RICA, tous éléments confondus (complément de fin de campagne compris) et tous types d'exploitation confondus, le prix du lait à la ferme n'a pas été plus élevé en France sur 2007-2012 (326 €/t) qu'en Allemagne (329 €/t). Ce constat peut paraître décevant compte tenu de la variété et de la qualité de la gamme des produits laitiers français. La valeur ajoutée qui leur est associée est en partie consacrée à la rémunération d'un nombre d'actifs beaucoup plus important en France dans la transformation laitière (56 000 emplois contre 37 000 en Allemagne, pour un volume de lait inférieur). Un partage différent de cette valeur ajoutée entre acteurs de la filière est également probable : 70% de la collecte est transformée par des coopératives en Allemagne, contre

55% par des groupes privés, dont des leaders internationaux, en France. Enfin le coût de collecte est supérieur en France car notre pays est plus vaste et plus hétérogène en densité laitière et en accessibilité. Il en est probablement de même pour la transformation (notamment dans les fromageries de moindre dimension).

Dans les autres pays d'Europe du Nord, les prix du lait sont plus élevés aux Pays-Bas (354 €/t sur 2007-2012) et au Danemark (346 €/t), deux pays dominés par des coopératives en situation de monopole, au savoir-faire commercial reconnu de longue date pour l'exportation. Ces prix élevés traduisent également des taux (TB et TP) plus élevés et la part de lait bio au Danemark (10%). Le prix du lait a été moins élevé en Irlande (301 €/t) et plus volatil car il est davantage connecté au marché international des poudres et ingrédients laitiers.

### Une autonomie qui coûte cher ou est mal rémunérée par le marché

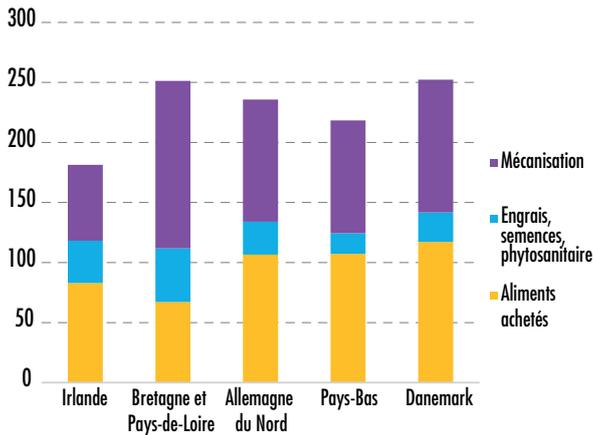
Si le point mort français traduit une compétitivité correcte au niveau européen, il faut noter sa composition particulière, potentielle source de progrès. Compte tenu de la surface disponible par exploitation (environ 100 ha de SAU par exploitation ayant du lait, tous types confondus, soit le double de celle des Pays-Bas par exemple), la marge de manœuvre en matière de spécialisation ou d'autonomie alimentaire est importante. Tendanciellement les exploitations françaises sont moins spécialisées et plus autonomes pour l'alimentation du troupeau laitier. C'est particulièrement net en comparant l'Ouest de la France avec ses compétiteurs. Peu de zones produisent aujourd'hui du lait avec 170 g. de concentré par litre. C'est aussi le cas de l'Irlande, alors qu'ailleurs les valeurs repères sont doubles (340 g de concentré par litre). Cela se traduit par des différences très fortes d'achats d'aliments dans le coût alimentaire. Mais contrairement à l'Irlande où la ration de base est de l'herbe directement pâturée par les vaches, la culture, la récolte et la distribution de fourrages cultivés (maïs ensilage et prairies temporaires) semblent assez coûteuses dans les systèmes français par tonne de lait. Notamment à cause d'une production laitière par hectare plus faible. Par rapport à l'Allemagne, ce sont les charges de mécanisation ramenées par litre qui sont plus élevées, pas les charges de mécanisation par hectare.

#### CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL EN VOLUME, PAR ACTIF AFFECTÉ À LA PRODUCTION LAITIÈRE, DANS LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES DE QUELQUES PAYS D'EUROPE DU NORD.

Zone	Production laitière par UTA_lait (en kg, en 2012)	Évolution 2005-2012	
		(en %)	(en kg par UTA_lait)
France Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie)	231 000	+35%	+60 000
Allemagne du Nord	355 000	+32%	+87 000
Irlande	221 000	+29%	+50 000
Pays-Bas	418 000	+29%	+94 000
Danemark	526 000	+26%	+110 000

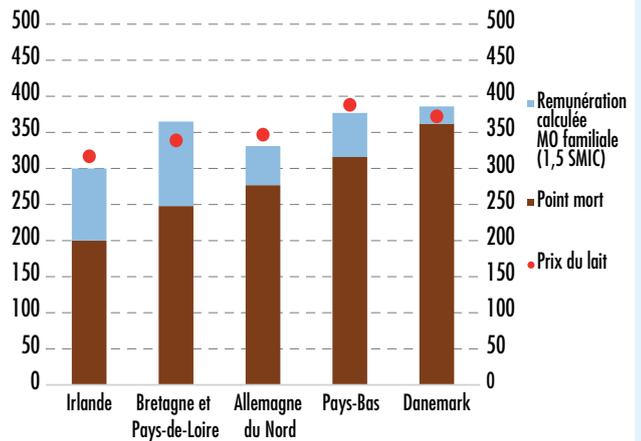
Source: DG AGRI RICA UE, Exploitations laitières spécialisées et polyculture-élevage sans viande (définition Idele) - traitement Institut de l'Élevage

## COMPOSITION DU COÛT ALIMENTAIRE (2012, EXPLOITATIONS LAITIÈRES SPÉCIALISÉES, €/TONNE)



Source : DG AGRI RICA UE, Exploitations laitières spécialisées (définition Idele) - traitement Institut de l'Élevage

## PRIX DE REVIENT ET PRIX DU LAIT (2012, EXPLOITATIONS LAITIÈRES SPÉCIALISÉES, €/1000 L)



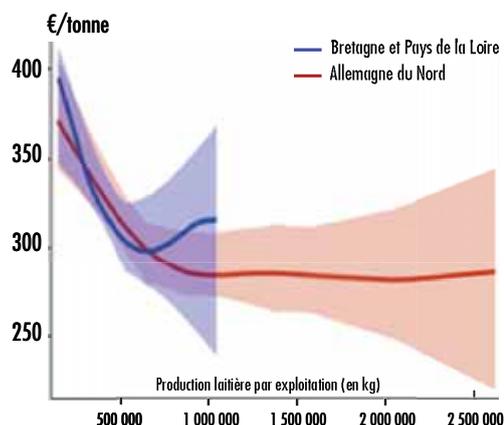
## La fin des quotas laitiers a permis des économies de taille comparables en UE

Avant la sortie progressive des quotas, aucune économie de taille (improprement appelée économie d'échelle) n'était observée dans la situation française. Au début des années 2000, les déséconomies de taille étaient même significatives. Les investissements en capacité stimulés par les programmes d'aides publiques pour la mise aux normes environnementales étaient, faute de quotas disponibles, sous-utilisés dans les grandes exploitations des zones les plus laitières et compétitives. Depuis 2007, à la faveur de la redistribution des augmentations de quotas nationaux et à un début de mobilité des références laitières, la situation française converge vers celle constatée ailleurs en UE. La décroissance du prix de revient (point mort + rémunération de la main-d'œuvre familiale) en fonction de la taille est, en particulier, très proche entre la France de l'Ouest et l'Allemagne du Nord. À dimension égale, il n'y a donc pas d'écart dans le prix de revient du lait entre ces deux zones jusqu'à 700 000 kg de lait. Au-delà de ce volume, le prix de revient réaugmente en France (plus d'achats d'aliments par kg de lait sans réduction des frais de mécanisation, fonctionnements récents moins maîtrisés) alors qu'il se stabilise en Allemagne (au-delà de 1 million de kg).

Le cas des **Pays-Bas** est différent dans la mesure où les économistes du LEI (Wageningen) montrent que le prix de revient continue à diminuer au moins jusqu'à 2 millions de kg. La raison en est que la densité laitière continue à croître (20 000 voire 30 000 kg/ha) dans des exploitations de taille très moyenne en surface dont les charges fixes sont diluées et les aliments achetés par tonne de lait sont de toutes façons importants quelle que soit la taille de l'atelier.

Les deux autres pays sont dans des situations très différentes. Les déséconomies d'échelle (de taille) sont pour l'instant assez nettes au **Danemark** : le prix de revient est plus élevé et la rémunération du travail plus faible dans les plus grandes exploitations. Les dérives constatées sur les coûts de production moyens sont amplifiées dans les plus grandes exploitations de ce pays : substitution capital travail encore plus poussée, financée avec un endettement encore plus fort, amplifié par une croissance qui s'est poursuivie même avec des prix du foncier très élevés. Cependant, la variabilité est forte entre ces grandes exploitations. Une partie d'entre elles cherche à diluer les charges fixes qui les écrasent pour faire baisser leur point mort avec des volumes supplémentaires libérés de la contrainte des quotas. Mais les risques financiers sont considérables si le prix n'est pas suffisant en raison de l'effet levier des volumes produits.

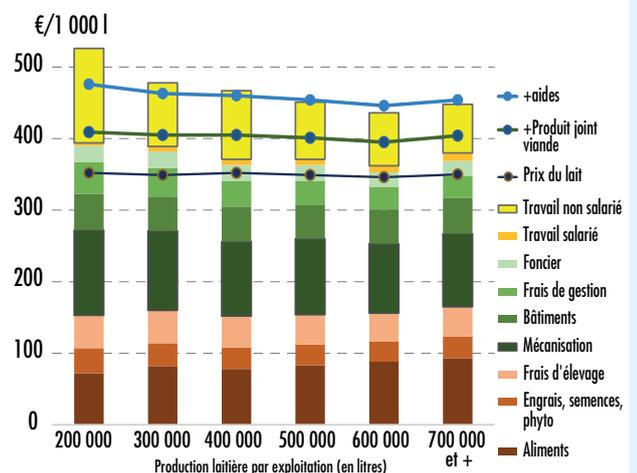
## ÉVOLUTION DU PRIX DE REVIENT DU LAIT\* AVEC LE VOLUME DE LAIT PRODUIT



\* avec rémunération calculée MO familiale (1,5 SMIC)

Source : DG AGRI RICA UE |2011 - traitement Institut de l'Élevage, exploitations laitières spécialisées (def Idele)

## ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DU COÛT DE PRODUCTION ET DES PRODUITS/1000 L DE LAIT EN FRANCE EN FONCTION DE LA TAILLE DE L'ATELIER LAIT



Source : Agreste RICA France 2011. Toutes exploitations laitières de plaine - traitement Institut de l'Élevage

## LES EXPLOITATIONS FRANÇAISES SONT-ELLES COMPÉTITIVES ?

Pour l'Irlande, il est classique de constater qu'il n'y a pas d'économies de taille pour une année donnée dans un système *low cost* pâturant avec peu de charges fixes. La progression des prix de revient dans le temps suggère que la croissance des exploitations rend difficile le maintien d'un système aussi économe même si la hausse de la productivité du travail compense le phénomène jusqu'à une certaine taille.

Le jeu de ces économies de taille permet désormais aux plus grandes exploitations laitières françaises de mieux rémunérer la main-d'œuvre familiale alors que ce n'était pas le cas en 2006. Néanmoins, la variabilité entre exploitations est très importante. Un quart seulement de la variabilité de la rémunération par actif est expliqué par la taille de l'atelier. Et il est tout à fait possible de dégager avec 50 vaches le revenu moyen par UTA atteint dans les étables de 100 vaches : c'était le cas de près d'une exploitation sur quatre en 2011.

### La production laitière se redéplace sur le territoire depuis 2006.

Contrôlée jusqu'en 2005 par une politique laitière française très stricte qui a recherché et réussi à stabiliser la production laitière dans chaque territoire, l'expression des économies d'agglomération et des avantages comparatifs dans les différentes productions agricoles est en train de modifier profondément la carte laitière nationale.

De 2007 à 2014, les bassins laitiers les plus denses de l'Ouest, du Nord, de l'Est et de certaines zones de montagne (Doubs, Haute-Loire, Aveyron...) ont vu leur collecte progresser autant qu'en Europe du Nord (+15 à 20%). A l'inverse, dans certaines zones de polyculture-élevage, les livraisons de lait ont chuté de plus de 20%, fragilisées par le haut niveau du prix des céréales de 2007 à 2012 (sauf en 2009) et la perte de « l'ambiance laitière ». Alors que le premier type de zone a retrouvé en 2014 son niveau de livraisons atteint il y a 30 ans à la veille de l'instauration des quotas laitiers, le deuxième type de zone est 40% en dessous. Comme souvent, la moyenne de ces évolutions à l'échelle nationale est donc trompeuse.

Ce phénomène de concentration de la production laitière dans les zones déjà les plus denses s'observe aussi en Europe (cf. *Dossier Économie de l'Élevage n°460*). Il revient moins cher de produire, de collecter et de transformer du lait en zone dense. Pour la production laitière, l'avantage est procuré par un moindre coût, une

meilleure disponibilité, voire une meilleure qualité des intrants, des équipements et des services spécifiques (alimentation, traite, santé animale, bâtiment,...).

En théorie, cet avantage devrait buter tôt ou tard sur des contraintes environnementales. Force est de constater qu'elles semblent encore aujourd'hui inopérantes pour freiner le développement vertigineux de la production aux Pays-Bas : +28% de 2005 à 2015. Le cheptel laitier y est en augmentation depuis quelques années, alors même que c'est la zone d'Europe la plus dense en productions animales, avec le surplus azoté le plus élevé et nombre de captages qui dépassent 100 mg de nitrates par litre d'eau dans les sols sableux au Sud et à l'Est du pays (par chance les taux de nitrates baissent en se rapprochant de la mer grâce à l'action dénitrifiante des sols tourbeux).

### La concentration de la production laitière et la spécialisation territoriale sont-elles inéluctables ?

Pour la France laitière, choisir la diversité n'est pas une option mais plutôt une évidence. Toutes les possibilités sont ouvertes dans les **bassins laitiers les plus denses** : spécialisation et densification de la production dans les limites des contraintes environnementales, systèmes plus économes et autonomes de moindre dimension recherchant une meilleure valorisation du produit (AB...) et la valeur ajoutée par litre dans des zones au potentiel herbager reconnu...

L'issue de la recomposition en cours dans les **zones de polyculture-élevage** semble aujourd'hui la plus incertaine. Mais celles-ci ne manquent pas d'options : îlots de résistance de la production autour d'usines de transformation, projets entrepreneuriaux individuels développant de grands ateliers facilement accessibles pour la collecte, intégration des productions animales et végétales et agro-écologie, ... Transformateurs fermiers en zone périurbaine ou touristique, ...

Enfin poursuite d'un accompagnement spécifique de la production en **zone de montagne** (près du quart des exploitations) qui a bénéficié (par deux fois en 2008 et 2014) d'arbitrages nationaux favorables en matière de politiques publiques. Néanmoins les massifs qui combinent cet accompagnement spécifique avec des stratégies d'acteurs collectives qui cherchent à gérer et conforter la différenciation de leurs productions abordent l'avenir avec bien plus d'atouts que les zones où elles font défaut (Montagnes de l'Est versus Massif-Central).



**CARACTÉRISTIQUES MOYENNES DES EXPLOITATIONS LAITIÈRES SPÉCIALISÉES EN 2012**

	Bretagne et Pays de la Loire	Allemagne du Nord	Irlande	Pays-Bas	Danemark
<b>Nombre d'exploitations (échantillon)</b>	110	404	158	305	337
<b>Nombre d'exploitations extrapolé</b>	8 388	9 113	7 809	15 520	3 283
<b>Unités de travail agricole (UTA) totales</b>	1,7	1,9	1,6	1,7	2,5
<b>UTA salariées / UTA totales (%)</b>	5%	25%	15%	9%	52%
<b>Superficie agricole utile (SAU en ha)</b>	63	73	52	50	140
<b>SAU en propriété (%)</b>	13%	39%	76%	61%	72%
<b>Surfaces non fourragères (ha)</b>	13	7	1	1	30
<b>Maïs fourrage (ha)</b>	16	17	0	8	39
<b>Maïs Fourrage/SFP (%)</b>	31%	25%	1%	16%	35%
<b>Surfaces en herbe (ha)</b>	34	43	51	42	60
<b>UGB herbivores / ha de SFP</b>	1,5	2,1	1,9	2,4	2,1
<b>Vaches laitières</b>	50	85	66	84	152
<b>Vaches laitières / UGB Bovines (%)</b>	66%	62%	67%	71%	64%
<b>Production laitière par vache laitière (kg/an)</b>	7 300	8 200	5 500	7 900	8 600
<b>Production laitière par exploitation (kg/an)</b>	362 000	702 000	362 000	670 000	1 309 000
<b>Production laitière par ha de SFP (kg/ha)</b>	7 100	10 600	7 100	13 600	11 800
<b>Production laitière par ha de SAU (kg/ha)</b>	5 700	9 600	6 900	13 400	9 300
<b>Production laitière par UTA (kg par an)</b>	213 000	367 000	234 000	398 000	529 000
<b>Produit Lait/Produit brut hors intranconsommation (%)</b>	78%	83%	80%	86%	83%

**DÉCOMPOSITION DU REVENU PAR TONNE DE LAIT ET DU POINT MORT DANS LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES SPÉCIALISÉES EN 2012**

	€/tonne de lait	Bretagne et Pays de la Loire	Allemagne du Nord	Irlande	Pays-Bas	Danemark
<b>= a-b</b>	<b>Revenu d'exploitation familial</b>	<b>88</b>	<b>68</b>	<b>109</b>	<b>68</b>	<b>7</b>
<b>a</b>	<b>Prix du lait payé</b>	<b>329</b>	<b>336</b>	<b>308</b>	<b>373</b>	<b>358</b>
<b>b = c-d-e</b>	<b>Point mort</b>	<b>240</b>	<b>268</b>	<b>199</b>	<b>305</b>	<b>351</b>
<b>c = f+g</b>	<b>Charges totales</b>	<b>398</b>	<b>373</b>	<b>307</b>	<b>406</b>	<b>478</b>
<b>d</b>	<b>Produit hors lait</b>	<b>92</b>	<b>71</b>	<b>73</b>	<b>63</b>	<b>73</b>
	* dont viande	50	47	71	40	46
	* dont végétaux vendus	36	17	0	4	18
<b>e</b>	<b>Aides directes</b>	<b>64</b>	<b>46</b>	<b>54</b>	<b>42</b>	<b>53</b>
<b>f</b>	<b>Charges opérationnelles (hors alim. intraconsommés)</b>	<b>122</b>	<b>169</b>	<b>155</b>	<b>158</b>	<b>178</b>
	* Aliments pour herbivores (hors intraconsommés)	65	103	80	104	114
	**dont concentrés achetés	61	97	73	76	97
	**dont fourrages achetés	4	6	8	28	16
	* Autres frais spécifiques d'élevage	13	35	38	37	36
	* Intrants liés aux surfaces (engrais, phyto, semences)	43	27	34	17	24
<b>g</b>	<b>Charges de structure</b>	<b>276</b>	<b>205</b>	<b>152</b>	<b>248</b>	<b>299</b>
	* Frais mécanisation	135	99	61	91	107
	* Frais bâtiments	31	18	28	35	26
	* Fermage	21	22	11	20	19
	* Salaires payés	6	14	16	6	40
	* Frais financiers	15	14	9	47	73

Définition Idele pour exploitations laitières spécialisées RICA UE : produit lait/produit hors aides et hors intranconsommation >=70% et moins de 5 vaches allaitantes, et moins de 0.2 gros bovins mâles engraisés par vache et <25 veaux de boucherie.

Allemagne du Nord : Basse-Saxe, Schleswig-Holstein et Rhénanie du Nord-Westphalie.

Source : Source : DG AGRRI RICA UE, Exploitations laitières spécialisées (définition IDELE) - traitement Institut de l'Élevage

## 2

## ALLEMAGNE

## Prête à encore accroître sa production de 10% d'ici 2020



Les acteurs de la filière laitière allemande attendaient avec impatience la fin des quotas, tant à l'amont qu'à l'aval. Forte d'exploitations solides avec 3 modèles bien distincts et d'une industrie confiante positionnée sur des produits facilement exportables, elle se prépare à produire 3 millions de tonnes supplémentaires en 2020, dont 2 millions dans les 3 *Länder* du Nord. Néanmoins, des freins d'ordre foncier et réglementaire (environnement, bien-être) pourraient s'avérer limitants à plus long terme.

## CHIFFRES CLÉS LAITIERS DE L'ALLEMAGNE EN 2014

Nb d'exploitations laitières	78 000
Cheptel laitier (1 000 vaches, déc 2014)	4 296
Collecte laitière (millions de tonnes)	31,3
Part de la consommation importée (2013)	38%
Part de la collecte exportée (2013)	45%
Solde commercial (millions de tonnes de lait)	4,0
Solde commercial (millions d'euros)	3 278
Consommation/habitant (kg de lait/an, 2013)	325
Part du 1 <sup>er</sup> collecteur (DMK)	20%
Collecte nationale par les coopératives	70%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après AMI, Eurostat et sources nationales

## La fin des quotas vécue comme une libération

Le bilan fréquemment fait par les Allemands est que, sur 2000-2015, les quotas ont coûté aux éleveurs quelques 3 milliards d'euros en achat sur les bourses d'échange et en pénalités de dépassement. C'est donc avec soulagement qu'ils voient arriver la fin du contingentement.

Entre 2007 et 2014, l'Allemagne a accru sa production de 15% (+4,1 millions de tonnes) jusqu'à 32,4 millions de tonnes, soit en moyenne +2%/an. Elle a tiré parti de l'augmentation progressive du quota décidée dans le cadre du « *soft landing* ». L'optimisme des producteurs face aux nouvelles opportunités l'a même conduite à sensiblement dépasser sa référence à l'issue des 2 dernières campagnes (+1,9% en 2013/14 et +3,5% en 2014/15).

Les éleveurs laitiers se sont donc clairement préparés à l'abolition de quotas laitiers vécus comme une lourde charge financière et une entrave à la croissance du secteur. D'un côté le rendement laitier apparent a progressé de 590 kg/an sur 2007-2014 (+9%) pour atteindre 7 540 kg/vache/an. De l'autre, le cheptel laitier, en repli régulier jusque 2006, a progressé de 208 000 têtes sur la même période (+5%).

## FORCES

- Une importante densité laitière,
- 3 modèles d'exploitation solides : avec des investissements récents dans le Nord, de bonnes performances dans l'Est et une bonne résilience dans le Sud,
- Positionnement sur des produits standard facilement exportables y compris sur pays tiers,
- Consolidation et investissements récents importants dans la transformation,
- Une réforme PAC 2013 sans conséquence majeure pour les exploitations laitières,
- Accès au crédit pour les exploitations projetant des agrandissements.

## FAIBLESSES

- Marché national peu rémunérateur et en contraction,
- Forte concurrence sur les surfaces et prix du foncier élevé,
- Un renforcement des exigences environnementales et bien-être animal pour les nouvelles constructions dans certains *Länder* ou districts,
- Pas d'outil de gestion de la volatilité au niveau des exploitations.

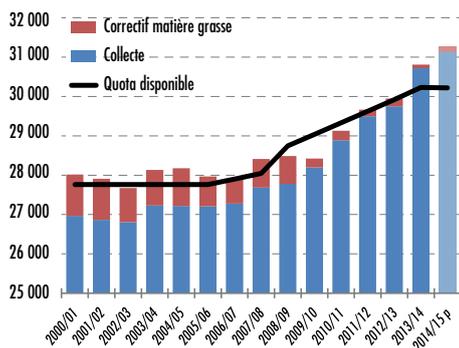
## OPPORTUNITÉS

- Fin du contingentement de la production,
- Développement de la demande mondiale en ingrédients laitiers (y compris fromage ingrédient).

## MENACES

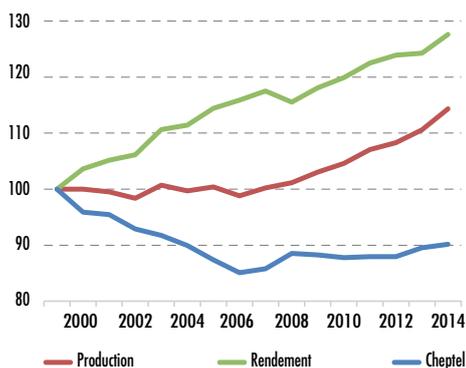
- Attentes sociétales de plus en plus fortes en matière de bien-être animal, d'environnement, oppositions fortes à « l'élevage industriel »,
- Moindre intérêt pour les laitiers de construire un méthaniseur et dégradation de la rentabilité des anciennes installations,
- Gestion coûteuse des déjections en zones denses,
- Bulle sur le marché foncier ?

## COLLECTE ET QUOTA LAITIERS EN ALLEMAGNE (1 000 TONNES)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Commission européenne

## EVOLUTION DE LA PRODUCTION DU CHEPTEL ET DU RENDEMENT LAITIERS (INDICES BASE 100 EN 1999)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI

## PRINCIPAUX TRANSFORMATEURS LAITIERS EN ALLEMAGNE EN 2013

Entreprise	Statut	Collecte (1 000 tonnes)	Chiffre d'affaires (millions €)
DMK	coopérative	6 600	4 400
Hochwald Foods	coopérative	2 161	990
Théo Müller	société privée	2 000	2 900
Arla Foods	coopérative	1 800	1 450
Ammerland	coopérative	1 380	750
Omira Oberland Milchverwertung	coopérative	1 000	640
Zott	société privée	875	400
Rücker	société privée	840	445
Bayerische Milchindustrie	coopérative	830	580
Frischli Milchwerke	société privée	820	400

Source : Molkerei-industrie Spezial

## Des laiteries confiantes...

L'industrie laitière allemande s'est nettement concentrée ces dernières années. En premier lieu avec la création de DMK, leader national, issu de la fusion en 2011 de *Humana Milchunion* and *Nordmilch* et la montée en puissance d'Arla Foods, devenu la 3<sup>ème</sup> entreprise laitière d'Allemagne, via l'intégration de *Hansa milch* (2011) et de la MUH (2012). Le pays dispose ainsi de leaders de taille européenne même si à eux 3, DMK, Muller et Arla Foods ne transforment que le tiers de la collecte allemande. En revanche, l'industrie reste très fragmentée dans le sud du pays.

Les coopératives réalisent autour de 70% de la collecte et de la transformation nationales, l'essentiel de l'industrie est donc piloté par l'amont. La majorité des laiteries allemandes, coopératives comme privées, sont déjà présentes sur les marchés export. Pour une bonne part, elles vendent des commodités produites en masse à des coûts limités. Elles ont en effet été contraintes à massifier leur production et à compresser leurs coûts, notamment par les chaînes de *hard discount*, qui fournissent 40% du marché domestique et sont également des partenaires pour l'exportation. Elles sont ainsi confiantes en leur compétitivité et leur capacité à profiter des nouvelles opportunités de marché.

## ...prêtes à transformer davantage de lait

Les entreprises allemandes ont communiqué sur leur volonté de collecter tout le lait supplémentaire de leurs livreurs sans introduire de distinction de prix. Les contrats coopératifs mais aussi l'essentiel des contrats privés engagent d'ailleurs la laiterie à collecter l'intégralité du lait de ses livreurs et n'encadrent pas les volumes, la majorité du secteur laitier allemand étant fermement opposée à toute nouvelle forme de régulation. En contrepartie, le système allemand de fixation du prix du lait est calé pour les plus grosses entreprises sur leurs résultats réels (recettes - charges) quasiment au mois le mois. Il est donc très réactif et permet aux laiteries de ne pas se mettre durablement en difficulté quand leurs recettes diminuent. Elles sont ainsi plus enclines à une certaine flexibilité sur les volumes.

## Des relations de coopération entre livreurs et transformateurs

### Des contrats commerciaux plutôt souples

La loi allemande n'oblige pas les transformateurs privés à proposer des contrats à leurs livreurs. En pratique, tous les éleveurs disposent d'un contrat mais il ne prédéfinit ni le volume (pas de plafond), ni le prix du lait. La durée des contrats varie en fonction de l'ambiance et de la densité laitières. Dans les zones où la concurrence est vive entre transformateurs, les éleveurs négocient des contrats de courte durée, de un à deux ans au plus, pour rester mobiles. A l'inverse, ils négocient des contrats de plus longue durée dans les régions de moindre densité. Près de la moitié (48%) des contrats commerciaux a une durée inférieure à 2 ans, mais 29% une durée de 2 à 4 ans et 23% une durée de plus de 5 ans. Le prix du lait évolue chaque mois, voire chaque trimestre, après négociation collective. La période de préavis varie : de moins de 6 mois (39% des situations) à plus d'un an (9%), mais le cas le plus fréquent est un délai de 6 à 12 mois (52%). Même si ce n'est pas la règle, il n'est pas rare que les éleveurs changent plusieurs fois de laiteries au cours de leur carrière.

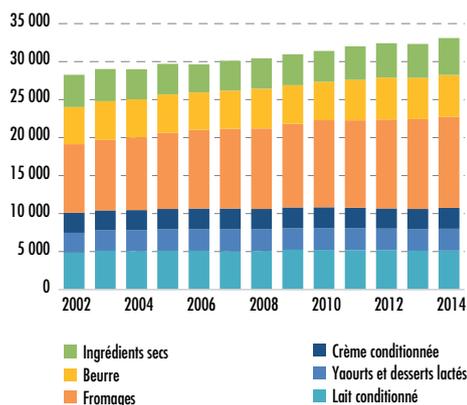
### Des organisations de producteurs très anciennes

La négociation volume et prix se fait via les MEG (*Milcherzeugergemeinschaft*), des organisations de producteurs dont l'existence juridique remonte à 1969 en Bavière, bien avant la reconnaissance des OP en France. Depuis lors, la loi autorise les producteurs de lait à se regrouper en OP (MEG) pour contractualiser de façon collective avec les acheteurs privés transformateurs.

La Bavière compte près de 100 MEG (il suffit de 5 producteurs pour en créer une) et autant d'associations locales de producteurs à statuts divers. 95% des livreurs à des sociétés privées sont organisés en MEG ou structures assimilées. L'éleveur délègue au MEG le soin de négocier les conditions du contrat avec sa laiterie. Le phénomène est peu répandu au Nord où prédominent les coopératives de même qu'à l'Est où les exploitations laitières, de grande taille, négocient en direct avec les laiteries privées. En Bavière, la massification de l'offre a encore été renforcée avec la mise en place en 2006 de Bayern MEG, association qui réunit les 2/3 des MEG du Land et travaille comme un courtier pour les 2,1 milliards de litres de ses adhérents.

## ALLEMAGNE PRÊTE À ENCORE ACCROÎTRE SA PRODUCTION DE 10% D'ICI 2020

### ÉVOLUTION DES FABRICATIONS ALLEMANDES EN ÉQUIVALENT LAIT SELON LA MSU (1000 TONNES)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI, FAM, AFSSA

Pour faire face à la hausse attendue des livraisons et se mettre en position de force pour conquérir des marchés, l'industrie laitière allemande a réalisé de nombreux investissements ces trois dernières années. Ils ont visé à optimiser la transformation (productivité, rendement énergétique, produits avec de bonnes perspectives de marché) et à accroître les capacités de transformation. Ces récents investissements ont ciblé en particulier les fabrications d'ingrédients secs et de fromages ingrédients, destinées surtout à l'exportation.

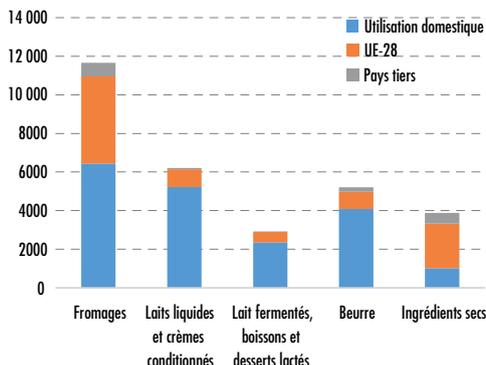
### Hausse des fabrications et des exportations de fromages ingrédients et de poudres

En termes d'utilisation de la matière solide utile (MSU = MG+MP), le surplus de disponibilités entre 2007 et 2013 a été dirigé à plus de 60% vers les fabrications de fromages (+14%). Les fabrications d'emmental, de gouda et de fromages à pâte filée (type mozzarella) ont bondi respectivement de 69%, de 48% et de 49%. La grande majorité (85%) des fabrications supplémentaires de fromages a été exportée, en totalité au sein de l'UE.

En outre, 25% du supplément de collecte a été orienté vers les fabrications d'ingrédients secs qui étaient en perte de vitesse au début des années 2000 (+37% en poudres grasses, +54% en poudre de lait écrémé, +31% en caséine, +9% en poudre de lactosérum). 75% de ces fabrications supplémentaires ont été dirigées vers l'exportation, dont plus de 80% vers les pays tiers.

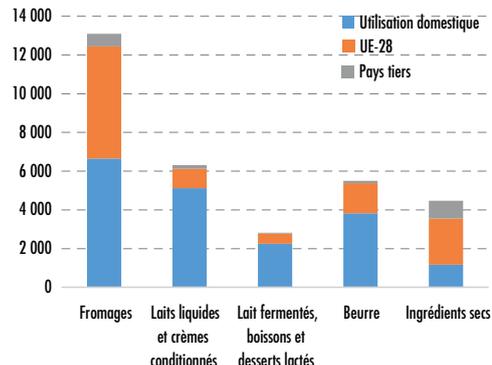
En 2014, les exportations allemandes de produits laitiers ont atteint 9,67 Mds €, 38% de plus qu'en 2007. 40% de ces recettes sont issues des ventes de fromages qui se sont accrues de 42%. 17% des recettes viennent des poudres de lait et laits concentrés et elles ont augmenté de 59%.

### RÉPARTITION ET DESTINATION DES FABRICATIONS ALLEMANDES DE PRODUITS LAITIERS EN 2007 EN ÉQUIVALENT LAIT SELON LA MSU (MILLIONS DE LITRES)



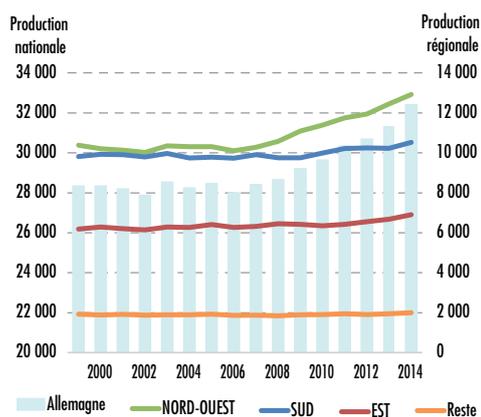
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI, FAM, AFSSA

### RÉPARTITION ET DESTINATION DES FABRICATIONS ALLEMANDES DE PRODUITS LAITIERS EN 2013 EN ÉQUIVALENT LAIT SELON LA MSU (MILLIONS DE LITRES)



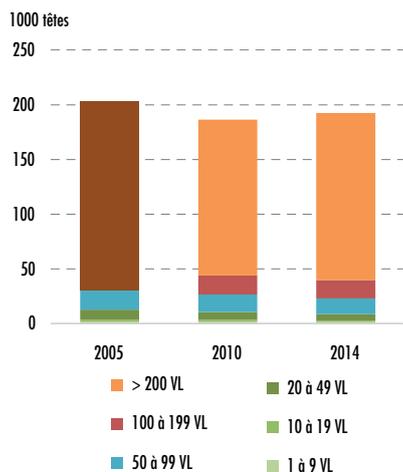
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI, FAM, AFSSA

## ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE DANS LES DIFFÉRENTS BASSINS ALLEMANDS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI

## RÉPARTITION DES VACHES PAR TAILLE DE CHEPTEL - SAXE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après statistisches Bundesamt

## Montée en puissance de la production dans le Nord-Ouest mais persistance de 3 modèles robustes

La production laitière allemande repose sur 3 modèles distincts correspondant aux trois grandes régions du Nord-ouest (Schleswig Holstein, Basse-Saxe et Rhénanie du Nord-Westphalie), du Sud (Bade Wurtemberg et Bavière) et de l'Est (ex RDA) qui font respectivement 40%, 33% et 21% de la production nationale.

Le Nord-ouest est très nettement monté en puissance depuis 2007 : avec un bond de production de 2,65 millions de tonnes sur 2007-2014 (+26%), il concentre les 2/3 de la hausse de production nationale et l'intégralité de la hausse de cheptel. Mais les deux autres grandes régions laitières ne décrochent pas et, bien que plus modestement, leur production a aussi progressé. Elles ont contribué chacune à la hausse nationale à hauteur de 15% : +614 000 t dans le Sud (+6% /2007) et +594 000 t dans l'Est (+9%).

## Des mégafermes performantes à l'Est et une vraie dynamique laitière dans certaines zones

L'Est ne compte que 4 270 exploitations laitières, pour la plupart issues des coopératives de la période collectiviste. Il s'agit de mégafermes souvent diversifiées qui traitent en moyenne 183 vaches (+28 vaches /2007). 92% des vaches sont dans des exploitations de plus de 100 vaches et 43% dans des exploitations de plus de 500 vaches.

Ces exploitations reposent sur le recours à de la main-d'œuvre salariée bon marché avec de bonnes performances techniques. Le rendement apparent (8 870 litres/vache/an) est nettement supérieur à la moyenne nationale, il affichait encore une progression sensible sur 2007-2014 (+100 litres /an) et conserve une marge de progression.

Par ailleurs, le taux de cessation est sensiblement inférieur à la moyenne nationale. Le lait est loin d'être le seul axe de développement pour ces mégafermes mais les gros ateliers laitiers sont courtisés par les entreprises de transformation et on note une véritable dynamique de la production dans certaines zones, notamment en Mecklembourg-Poméranie qui a accru sa production de 14% /2007.

## Bonne résilience au Sud sur fond de 2<sup>nd</sup> pilier et de meilleure valorisation

Les deux Länder du Sud se caractérisent par des exploitations sensiblement plus petites qu'ailleurs. Ils comptent un peu plus de 44 000 exploitations laitières travaillant en moyenne 36 vaches, très majoritairement de race *Fleischschaff*. Ces exploitations ont un rendement laitier inférieur à la moyenne nationale, mais bénéficient d'un produit viande plus conséquent et souvent de revenus diversifiés (y compris non agricoles). Elles se sont agrandies sur la période récente (+7 vaches en moyenne de 2007 à 2014) mais les grandes exploitations restent l'exception. 1 520 exploitations ont plus de 100 vaches et elles ne regroupent que 13% du cheptel régional.

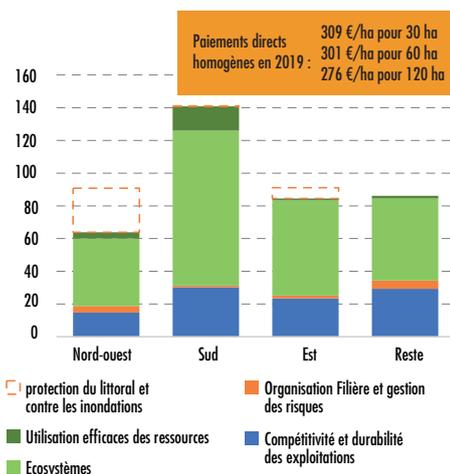
## PRODUCTION, CHEPTEL, EXPLOITATIONS PAR RÉGION

	NORD-OUEST		SUD		EST		Reste		Allemagne	
	2014	Évolution 2007-2014	2014	Évolution 2007-2014	2014	Évolution 2007-2014	2014	Évolution 2007-2014	2014	Évolution 2007-2014
Production (Millions de tonnes)	12 926	292	10 522	661	6 907	454	2 001	132	32 395	828
Cheptel de VL (1000 têtes)	1 664	224	1 565	-20	779	4	287	0	4 296	208
Nb d'exploitations	22 590	-20%	44 047	-27%	4 270	-16%	5 563	178%	76 470	-24%
Nb moyen de VL/expl	74	+24	36	+7	183	+28	52	+14	56	+16
Part des VL dans expl > 100 VL	56%	+17pt*	13%	+8pt	92%	+3pt			46%	+18pt
Rendement apparent (l/ VL)	7 770	+624	6 720	+500	8 870	+706	6 970	+705	7 540	+597

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Statistisches Bundesamt et AMI

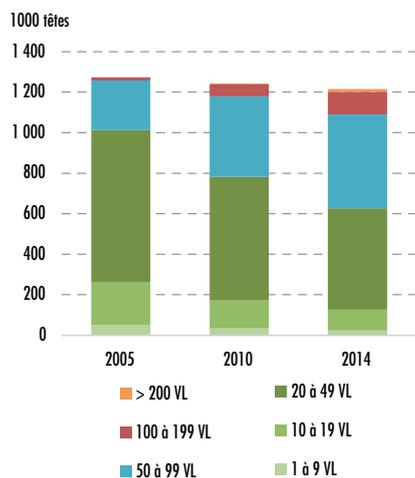
## ALLEMAGNE PRÊTE À ENCORE ACCROÎTRE SA PRODUCTION DE 10% D'ICI 2020

### SOUTIENS PROGRAMMÉS DANS LE CADRE DU PDR 2014-2020 (€/HA SAU/AN)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

### RÉPARTITION DES VACHES PAR TAILLE DE CHEPTEL - BAVIÈRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Statistisches Bundesamt

Elles sont organisées de longue date en groupements de producteurs et jouissent d'un prix du lait globalement supérieur à celui des autres régions (de 5% sur 2007-2013 dont 2% pour le prix du lait standard) car le mix produit est davantage centré sur des produits différenciés, notamment les fromages de spécialité. Le supplément de prix peut être nul (voir négatif) lorsque le prix du lait est tiré par celui des commodités sur le marché mondial (comme en 2007 et 2013/2014) mais le prix payé au Sud est aussi moins impacté à la baisse lors des crises de surproduction mondiale.

Par ailleurs, ces exploitations bénéficient de soutiens du 2<sup>nd</sup> pilier généreux grâce aux financements régionaux (notamment en Bavière). Au-delà des cofinancements exigibles pour la mise en œuvre des mesures du plan de développement rural, la Bavière a ajouté plus d'1,3 Md€ de financement complémentaire sur 2007-2013 et a programmé 926 M€ pour 2014-2020. Sur cette nouvelle programmation, l'ensemble des aides du 2<sup>nd</sup> pilier destinées à l'agriculture<sup>1</sup> devrait s'élever à 140 €/an/ha de SAU dans le Sud contre 85 € dans l'Est et 65 € dans le Nord-Ouest, alors que les paiements directs seront homogènes sur tout le territoire à compter de 2019<sup>2</sup>.

Ainsi, les exploitations laitières du Sud et notamment de Bavière se montrent plutôt résilientes malgré le contexte de libéralisation. Le rythme des cessations nettes sur les 10 dernières années est certes légèrement supérieur à la moyenne nationale, mais il s'est ralenti ces 4 dernières années (-4,4% /an sur 2010-2014) alors qu'il s'est au contraire accentué dans la plupart des grands Länder laitiers. Bien qu'une partie des quotas des Länder du Sud ait été transférée au Nord-Ouest sur la période récente, leur production, qui avait montré des signes de faiblesse, a sensiblement décollé en 2014 (+3,4% /2013). Ces exploitations disposent donc de potentiel de croissance et réagissent positivement à une conjoncture favorable. Les laiteries de la zone, même si elles sont globalement moins bien placées pour profiter de la demande croissante des pays tiers, ont des opportunités de développement sur leurs marchés de qualité. Elles ont plutôt soif de lait, d'autant que les flux de lait en vrac en provenance du Nord se tarissent.

### Agrandissement rapide au Nord-ouest

Dans le Nord-ouest, la production laitière se concentre de plus en plus dans les zones herbagères des bordures de la mer du Nord. Celles-ci ont nettement renforcé leur production laitière ces dernières années, et compensant au-delà la production perdue dans les zones arables toujours davantage colonisées par les grandes cultures.

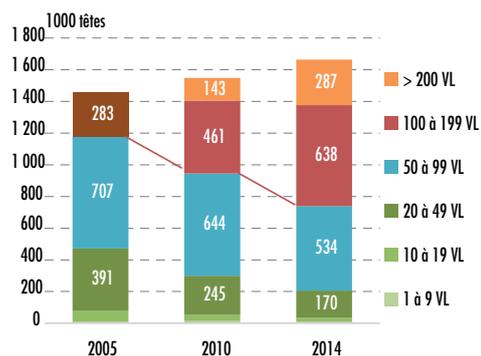
Les 3 Länder regroupent un peu moins de 22 600 exploitations laitières trayant en moyenne 74 vaches, très majoritairement Holstein, dont le rendement moyen (7 770 litres) est légèrement supérieur à la moyenne nationale. Il a progressé d'un peu moins de 90 litres/an en moyenne sur 2007-2014 avec une accélération en fin de période et présente encore de bonnes marges de progrès compte tenu de l'évolution vers des systèmes pilotés de plus en plus finement.

Dans cette région, le dynamisme particulièrement fort de la production laitière sur la dernière décennie est passé par un agrandissement rapide des exploitations via la restructuration, avec un taux de cessation nette de 3,4%/an sur 2005-2010 et 4,4% /an sur 2010-2014. Elle s'est doublée d'une croissance du cheptel de 228 000 têtes sur 2007-2014 (l'équivalent de 10 vaches/exploitation). La taille moyenne des élevages a bondi de 50 vaches en 2007 à 74 en 2014. Le quart des exploitations (5 760) a

<sup>1</sup> Montant affecté au PDR hors développement économique et social, gestion des risques d'inondation et investissements forestiers.

<sup>2</sup> modulo le paiement redistributif sur les 46 premiers ha, favorable aux petites et moyennes exploitations, et le soutien spécifique aux JA.

## RÉPARTITION DES VACHES PAR TAILLE DE CHEPTEL 3 LÄNDER NORD-OUEST



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Statistisches Bundesamt

aujourd'hui plus de 100 vaches et détient 56% du cheptel régional contre 39% en 2010 et 19% en 2005. Les très grandes exploitations restent toutefois rares : moins de 1 000 exploitations ont plus de 200 vaches. Avec l'agrandissement, le système tend à évoluer vers un abandon du pâturage et une gestion en lot selon le stade physiologique. Les exploitations restent familiales, mais elles recourent de plus en plus à de la main-d'œuvre salariée.

L'investissement consiste souvent à doubler, voire plus, la capacité des bâtiments et le cheptel. Il est fréquent que le projet prévoit un dimensionnement plus important pour se réserver la possibilité d'un nouvel agrandissement à court terme. Ces croissances rapides sont facilitées par le système de succession en œuvre dans les *Länder* du Nord. En privilégiant le repreneur sur sa fratrie, il lui permet de ne pas s'endetter lourdement pour la reprise de l'exploitation et donc de disposer de marges de manœuvre pour des investissements de croissance. Les exploitations laitières qui souhaitent s'agrandir n'ont visiblement pas de difficulté à emprunter auprès des banques dès lors qu'elles présentent des résultats économiques et un *business plan* corrects.

Selon les experts allemands, les exploitations spécialisées de 60 à 80 vaches qui n'entrent pas dans une filière de valorisation spécifique doivent s'agrandir pour assurer leur pérennité.

### Des aides à l'investissement plutôt généreuses

Sur la période 2007-2013, les investissements ont également été facilités par un soutien plutôt généreux : l'Allemagne a dépensé plus de 1,5 milliard d'euros pour les aides aux investissements dans les exploitations. Contrairement à la France, elle a fait de choix de soutenir des projets importants, le plafond des investissements éligibles étant fixé à 1 million d'euros. Et sur la période 2007-2013, un peu plus de 21 000 exploitations ont reçu en moyenne 71 000 euros d'aide<sup>3</sup>. Ce soutien a été particulièrement focalisé sur le lait en Basse-Saxe où 2 066 exploitations laitières (20% des exploitations du *Land*) ont reçu des aides à la modernisation pour un montant moyen de 78 000 € (5 fois le montant moyen en Bretagne).

Le montant dédié aux aides à l'investissement, le plafond des investissements éligibles et le nombre d'exploitations ciblées sont globalement reconduits sur 2014-2020. Mais l'obtention du taux maximum de subvention (30 à 40%) est à présent conditionné au respect de normes bien être renforcées par rapport à la réglementation générale (surface de bâtiment/vache, place à l'auge, accès au pâturage...) voire réservée aux exploitations en agriculture biologique. Par ailleurs, certains *Länder* ont introduit de nouvelles conditions d'éligibilité (plafond de chargement, nombre maximum d'animaux par bâtiment) qui pourraient les rendre un peu moins attractives.

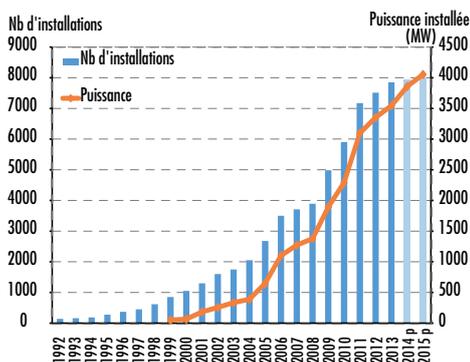
<sup>3</sup> Voir la fiche « Aides aux investissements : un outils de 1er choix en Allemagne » du DEE n°460.



Exploitation laitière en Basse-Saxe

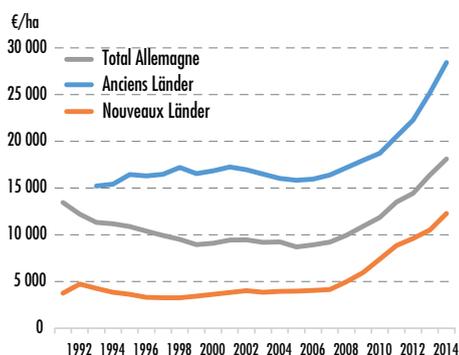
## ALLEMAGNE PRÊTE À ENCORE ACCROÎTRE SA PRODUCTION DE 10% D'ICI 2020

### ÉVOLUTION DES INSTALLATIONS ET DE LA PRODUCTION DE BIOGAZ EN ALLEMAGNE



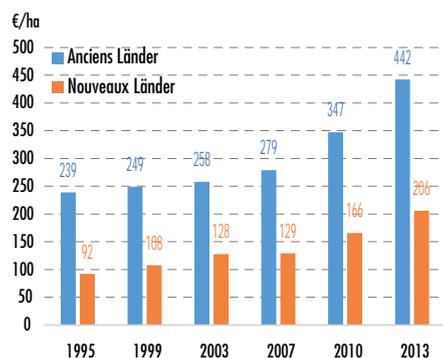
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Fachverband Biogas e.V.

### ÉVOLUTION DU PRIX MOYEN DES TERRES AGRICOLES VENDUES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Statistisches Bundesamt

### PRIX MOYEN DES BAUX LOCATIFS DATANT DE MOINS DE 2 ANS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Statistisches Bundesamt

### Coup de frein sur le développement du biogaz...

Les nouvelles lois allemandes sur les énergies renouvelables (EEG) de 2012 et 2014 ont fortement réduit l'incitation économique à la production de biogaz, notamment à partir de cultures dédiées<sup>4</sup>. Le prix de rachat a chuté et, aujourd'hui, ce sont surtout les très grosses unités portées généralement par des entreprises du secteur énergétique qui peuvent trouver une rentabilité. Le nombre d'installations progresse toujours mais on ne compte plus que quelques dizaines de nouvelles unités créées par an contre plus d'un millier par an entre 2009 et 2011.

Par ailleurs, certaines voix commencent à exprimer des craintes sur la pérennité des installations au-delà de quelques années. Une fois passées les deux années défiscalisées et avec l'arrivée des coûts de maintenance, une proportion importante des méthaniseurs ne serait plus rentable avec les prix accordés pour s'approvisionner en maïs. 1/5 des unités en place pourraient faire faillite dans les 10 prochaines années<sup>5</sup>.

### Mais la pression foncière perdure

Les nombreuses installations de méthanisation construites avant 2012 continuent de bénéficier des prix de rachat attractifs qui leur ont été garantis pour 20 ans et toutes les unités en activité maintiennent une forte tension sur le marché des cultures énergétiques (46% des volumes alimentant les digesteurs). Le maïs fourrage est devenu une culture de vente rentable (45 à 50 €/t récoltée en 2013) et la tension sur ce marché a largement contribué à la flambée du prix des terres agricoles. Depuis 2008, le prix moyen des transactions a bondi de 73% dans l'Ouest et il a été multiplié par 3 à l'Est. Ce profil d'évolution rapide fait penser à une bulle spéculative qui pourrait bien s'effondrer, notamment si la méthanisation entrait en crise. Les ventes ne concernent toutefois que relativement peu de surfaces (0,4% de la SAU à l'Ouest et 1,3% à l'Est) et l'essentiel des surfaces agricoles fait l'objet de contrats locatifs (56% à l'Ouest et 71% à l'Est). Le prix des baux a lui aussi vivement augmenté ces dernières années : le prix des baux négociés dans les 2 dernières années a grimpé de 32% pour les terres cultivées (345 €/ha en 2013) et de 35% pour les prairies (200 €/ha). Dans les Länder du Nord à forte dynamique laitière (et biogaz), les prix négociés en 2012-2013 atteignent 490 à 520 €/ha en moyenne, et peuvent dépasser 1 000 €/ha dans les zones les plus denses.

Cette tension accrue sur le foncier alourdit les charges des exploitations laitières et limite les possibilités d'agrandissement.

<sup>4</sup> Voir la fiche « Énergie et Élevage : l'Allemagne en première ligne » du DEE n°460.

<sup>5</sup> Intervention de Karl Heinz Mann, consultant en gestion agricole au LBB Göttingen : « Entre concurrence et optimisme, qu'est ce qui détermine les perspectives 2024 ? » lors de la conférence « Stratégie 2024, de l'idée au succès » organisée par la société allemande d'agriculture (DLG) les 2 et 3 septembre 2014 à Hanovre.



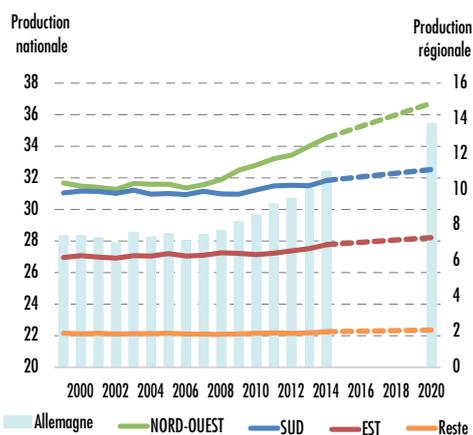
Méthaniseur en Basse-Saxe.

## LES PARTIS POLITIQUES AU POUVOIR DANS LES LÄNDER



Source : <http://www.eode.org/eode-international-elections-monitoring-allemande-triomphe-electoral-de-merkel-et-de-sa-cdu-csu/>

## ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE DANS LES BASSINS ALLEMANDS (MILLIONS DE TONNES)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI, VTI et estimations propres

## Un resserrement des contraintes réglementaires

Face aux difficultés du pays à satisfaire les exigences des Directives européennes, les contraintes environnementales tendent à se durcir. Au niveau de certains *Landkreiss*, les autorisations pour construire des bâtiments supplémentaires seraient à présent conditionnées à la justification préalable d'au moins 0,5 ha/vache laitière. En effet, les plans d'épandage sont d'autant plus durs à boucler que les digestats issus des méthaniseurs sont dorénavant comptabilisés dans les apports d'azote organique (plafonnés à 170 kg/ha). Dans certaines zones, l'exportation de lisier vers les zones de cultures devient nécessaire.

Par ailleurs, dans certains *Landkreiss* du Nord, les exigences environnementales pour les nouveaux investissements, en particulier lorsqu'ils concernent de nouveaux sites, ont été sensiblement renforcées (ex : obligation de bétonner ou bitumer l'ensemble du site et de collecter et épandre les eaux de pluies) ce qui renchérit significativement le coût de l'agrandissement.

Ces réglementations sont mises en œuvre à un niveau infrarégional mais la tendance est à une dissémination de plus en plus large, du moins dans les *Länder* du Nord. La présence des *Grünen* au gouvernement n'y est probablement pas étrangère. Sur les 16 *Länder* nationaux, 8 sont actuellement dirigés par des coalitions intégrant le parti des écologistes<sup>6</sup> qui y détiennent très souvent le portefeuille de l'Agriculture. C'est notamment le cas dans les 3 gros *Länder* laitiers du Nord-ouest.

Enfin, la pression politique et sociétale, si elle s'exerce actuellement surtout sur les exploitations porcines et avicoles, se fait de plus en plus forte. Elle rejette particulièrement « l'élevage industriel » (sans que celui-ci ne soit véritablement défini) et pousse notamment à introduire de nouvelles exigences sur le bien-être animal. Cette pression pourrait se traduire par de nouvelles réglementations en matière d'environnement, de bien-être, d'utilisation d'antibiotiques...

Une réglementation bien-être renforcée pourrait notamment remettre en cause les étables entravées (qui concernaient 67% des exploitations du pays et 27% des places en 2010), fréquentes en particulier en Bavière. Le poids politique et économique de ce *Land* a jusqu'alors empêché toute légifération sur le sujet mais il a en partie ciblé ses aides à la modernisation sur les projets de conversion vers des stabulations libres.

## 3 millions de tonnes de lait supplémentaires d'ici 2020

L'Allemagne dispose d'un indéniable potentiel de croissance de sa production. Avec la perspective de la fin des quotas, les producteurs comme la filière sont en ordre de marche pour exprimer ce potentiel. La plupart des experts allemands prévoient ainsi une poursuite de la hausse de production d'ici à 2020. Il semble également évident qu'elle sera plus marquée dans les *Länder* du Nord.

Toutefois, il y a quelques années, on tendait à considérer la production dans les régions du Sud et de l'Est comme fragile dans le contexte de libéralisation totale de la production. Celles-ci ont montré une bonne réactivité en cas de conjoncture favorable sur la période récente.

Dans l'hypothèse d'un prix du lait autour de 340 €/1 000 litres, avec un cours du blé inférieur à 200 €/t, nous tablons sur une hausse de la production nationale de 3 millions de tonnes entre 2014 et 2020 soit presque +10% ou encore +1,5%/an<sup>7</sup>. La hausse atteindrait +2%/an au Nord-ouest (soit l'hypothèse basse de DMK qui table sur +2 à 3%/an), probablement davantage au Schleswig Holstein, où les contraintes environnementales sont moindres qu'en Basse-Saxe. À l'Est, la hausse pourrait encore atteindre 1,5%/an au Mecklembourg-Poméranie mais serait inférieure à 1% dans les autres *Länder*. Enfin au Sud, la production progresserait d'un peu moins de 1%/an.

<sup>6</sup> Bade Wurtemberg, Basse Saxe, Brême, Hesse, Rhénanie du Nord-Westphalie, Rhénanie-Palatinat, Schleswig-Holstein et Thuringe

<sup>7</sup> Prévisions basées en partie sur les travaux du Von Thünen Institute : « Thünen-Baseline 2013 – 2023 : Agrarökonomische Projektionen für Deutschland ».

# DANEMARK

## L'avenir de la filière laitière danoise dépend de ses financeurs



Le lait est un secteur stratégique au Danemark qui pèse lourd dans l'économie du pays en termes d'emploi et d'exportations. Le secteur laitier, qui avait décidé une transformation radicale des structures de production pour être en position de force à la fin des quotas, programme une hausse de 20% de la production laitière. Mais si l'efficacité productive des exploitations à la très forte productivité du travail est aujourd'hui impressionnante, elle a été réalisée au prix d'un endettement colossal qui met aujourd'hui en péril un grand nombre de producteurs.

### CHIFFRES CLÉS LAITIERS DU DANEMARK EN 2014

Nb d'exploitations laitières (2014)	3 545	
Nombre moyen de vaches par ferme	159	
Cheptel laitier (1000 têtes)	564	
Rendement laitier (kg/vache, 2012/13)	9 138	
Collecte laitière (millions de tonnes, 2013/14)	4,95	
Part de la consommation importée	.fromages	25%
	.yoghurt	20%
Part de la collecte exportée (2013)	67%	
Solde commercial (milliard d'euros, 2013)	1,7	
Part du 1er collecteur (ARLA)	92%	
Collecte nationale par les coopératives (2013)	95,7%	

Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après sources nationales

### Une sortie des quotas anticipée de longue date

Le lait est une activité stratégique et historique au Danemark. Pour être en position de force lors de la fin des quotas le pays a fait le pari d'une modernisation et d'une restructuration des élevages à marche forcée. Pendant dix ans, entre 1998 et 2008, chaque année, 9,5% des élevages ont disparu. Les 40 vaches rouge danoise en étable entravée ont laissé la place à 100, 200, 300, 500 Holstein en stabulation libre ou avec des logettes spacieuses, sans pâturage et dans un cas sur trois avec un robot de traite. La productivité du travail a considérablement augmenté au prix d'investissements très importants. Elle est passée en moyenne de 240 000 litres par UTA en 1998 (un peu plus que la moyenne française actuelle), à 360 000 litres par UTA en 2004 puis 600 000 litres par UTA en 2014.

L'accès au crédit a été dérégulé permettant à un jeune installé d'emprunter jusqu'à 95 % de la valeur de « sa » ferme pour acheter du foncier, des quotas, investir en bâtiment-équipements... Le tout avec des crédits hypothécaires, basés non pas sur la capacité à rembourser mais sur la valeur de l'hypothèque, ce qui a créé une bulle foncière et financière. Les prix du foncier ont atteint jusqu'à 35 000 euros/ha avec parfois des augmentations annuelles de 25%... Après la crise de 2008, ils se sont stabilisés à 20 000 euros/ha suite aux actions des organismes financiers pour éviter une baisse plus importante très périlleuse pour eux (une quinzaine à tout de même fait faillite). Par son ampleur et sa rapidité, cette radicale substitution capital/travail, unique au monde, a conduit à mettre en place un système de production très productif mais très vulnérable.

### FORCES

- Chaîne de valeur contrôlée par les éleveurs coopérateurs (de la coopérative d'approvisionnement DLG à ARLA),
- R&D intégrée dotée d'un système d'information multithématique,
- 3 500 éleveurs bien formés, recherchant le progrès technique,
- Process de production et installations les plus modernes,
- Accès privilégié aux capitaux danois.

### OPPORTUNITÉS

- Valoriser la traçabilité des pratiques en avantages comparatifs commerciaux sur la durabilité (législation environnementale et bien-être),
- Produire 20% de lait en plus (moitié par le cheptel, moitié par le rendement) après la fin des quotas pour diluer les charges fixes,
- Retrouver des marges de manœuvre avec des prix du lait plus élevés.

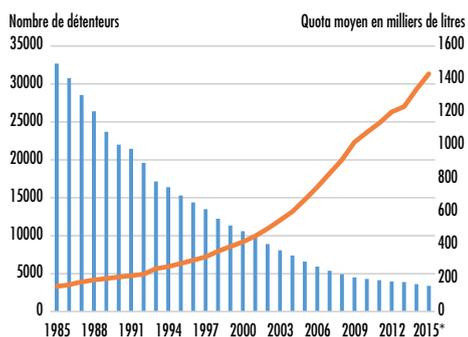
### FAIBLESSES

- Point mort élevé : résultat économique positif seulement si le prix du lait est élevé et les taux d'intérêt bas,
- Dettes très élevées, difficilement remboursables. Perte d'autonomie financière et décisionnelle de certains producteurs au profit des financeurs,
- Éleveurs davantage producteurs agricoles que *business men*,
- R&D trop technique pas assez orientée vers le management.

### MENACES

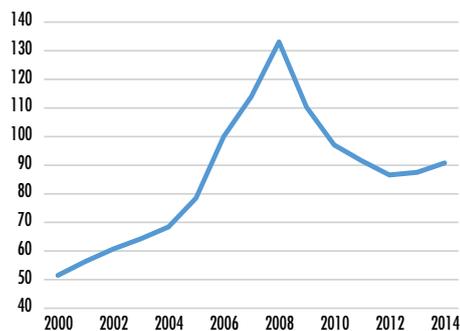
- Forte variabilité des résultats économiques entre exploitations. Les éleveurs en difficulté financière pourraient être mis en faillite ou salariés/intégrés par leurs voisins,
- Manque d'investissements suite au coup d'arrêt brutal intervenu en 2008/2009 (crise financière puis laitière),
- Dilution du pouvoir des Danois au sein d'ARLA au fur et à mesure de son internationalisation,
- Coûts et taxes encore plus élevés,
- Durcissement de la législation environnementale (évolutive et politique).

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉTENTEURS ET DU QUOTA MOYEN AU DANEMARK



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## PRIX DES TERRES AGRICOLES (BASE 100 EN 2006) AU DANEMARK



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Denmark Statistics

## Les effets de la crise de 2008/2009 ne sont toujours pas effacés

Il reste aujourd'hui des exploitations ultra sensibles à la volatilité des prix, avec des coûts de production élevés qui dégagent du revenu quand les taux d'intérêt sont bas, ce qui est le cas aujourd'hui, et les prix du lait élevés, ce qui risque de ne pas être toujours le cas dans les prochaines années. Le point mort (prix du lait correspondant à un revenu agricole nul) est supérieur à 380 euros les 1000 litres. Heureusement, en Europe, Arla est l'une des entreprises qui pratique l'un des prix les plus élevés. Pour les éleveurs-coopérateurs, c'est un atout maître d'autant plus que les bénéfices tirés de la forte expansion internationale ont profité à la maison mère. En matière de revenu, les éleveurs danois espéraient obtenir en 2014, un revenu suffisant pour compenser une partie des pertes abyssales de la période 2008-2010 et les revenus décevants 2011-2013. Mais les prix du lait n'ont pas été élevés assez longtemps. Et les dernières prévisions indiquent que les revenus moyens devraient être nuls pour 2015-2018.

Les éleveurs qui ont investi avant la formation de la bulle foncière devraient pouvoir s'en sortir mais pour les autres, ça risque d'être très difficile. Depuis 2011/12, les banques, qui surveillent les *cash flow* mois par mois dans de nombreuses exploitations, proposent aux éleveurs qui ont trop de difficultés des solutions radicales telles que devenir salariés de leur voisin, ou se spécialiser dans l'élevage de génisses (les contraintes environnementales encourageant certains éleveurs à maximiser leur UGB productifs). Parmi les exploitations lancées dans les années 2000, il y en aurait un tiers dont les résultats seraient bons. Mais il y a eu des faillites et des drames humains. Heureusement, la société danoise est culturellement très solidaire. Les éleveurs en difficulté ont pu bénéficier de groupes de parole et des mesures d'accompagnement qui vont jusqu'aux aides à la reconversion hors agriculture.

## Quelle évolution à moyen terme ?

Bien que les Danois s'en défendent, la crise financière qu'ils ont connue n'est pas sans rappeler la crise des *subprime* étatsunienne. Mais il y a une différence de taille, 87% des prêts sont financés et conservés par des capitaux danois (assurances, caisse de retraite, finance). Aujourd'hui, le Gouvernement va utiliser le second pilier de la Pac pour faire reprendre les investissements dans les fermes, qui se sont arrêtés net après 2008, en aidant davantage les investissements en rénovation (40% de subvention) qu'en construction d'installations neuves (20%). Cependant, fondamentalement, même si Arla paie un prix élevé aux producteurs et que l'efficacité technique du travail est impressionnante, l'avenir de la filière laitière danoise dépend de ses financeurs. La filière projetée pour 2020 une augmentation de 20% de la production laitière (la moitié provenant d'une augmentation du nombre de vaches et le reste du rendement). Elle a pour l'instant toujours réussi à évoluer selon les projections quantitatives décidées collectivement grâce à la cohérence de son organisation (R&D intégrée, coopérative en situation de monopole).

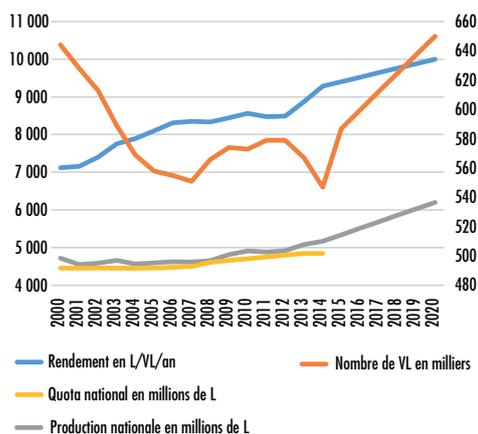
Non sans rappeler le *Food Harvest 2020* irlandais qui fixe des objectifs de développement ambitieux à ses différents sous-secteurs agricoles et agro-alimentaires, le gouvernement danois a publié en 2013 un ambitieux plan de croissance pour l'agroalimentaire (*Vækstplan Fødevarer*) co-construit avec la filière, avec 5 priorités :

- Production alimentaire durable et efficace dans l'utilisation des ressources,
- Réglementation et politique de contrôle orientées vers la recherche de solutions,
- Amélioration quantitative et qualitative des IAA et de leurs exportations,
- R&D agro-alimentaire orientée vers la croissance,
- Amélioration de l'accès au financement.



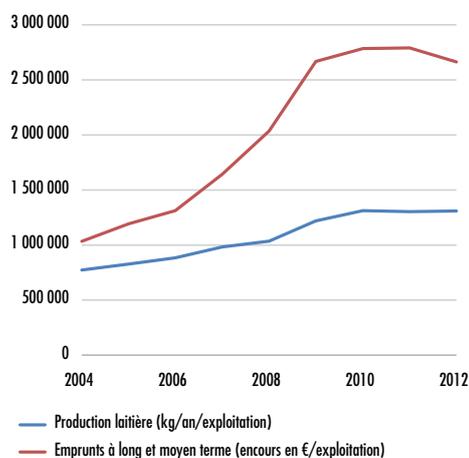
Étable danoise en cours d'agrandissement.

### ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION, DU CHEPTEL ET DU RENDEMENT LAITIÈRE À L'HORIZON 2020



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Videncentret for Landbrug

### UNE CROISSANCE À CRÉDIT AU DANEMARK



Source : DG AGRI RICA UE, Exploitations laitières spécialisées (définition IDELE) du Danemark

Ce plan est décliné par secteur. Les fermes d'élevage bovin (lait et dans une moindre mesure engraissement de veaux) fournissent une contribution importante et positive à la société danoise en termes de recettes d'exportation (19 milliards DKK, dont 17,5 pour les produits laitiers soit 2,3 Mrds €), d'emplois (49 000) notamment dans les zones reculées et de nourriture saine et de qualité pour les consommateurs danois et du reste du monde.

Tous secteurs confondus, le plan a identifié un potentiel important d'exportations supplémentaires de produits alimentaires danois. La condition préalable est la croissance de la production de matières premières agricoles au Danemark. Le secteur bovin a un potentiel pour augmenter les exportations de plus de 4,5 milliards DKK (environ 600 millions d'euros) d'ici 2020 ce qui permettrait de sécuriser 5 500 emplois, principalement dans les zones « périphériques danoises » (le Jutland l'est d'une certaine façon par rapport à Copenhague). Ainsi dès la suppression des quotas, la pleine utilisation du potentiel de développement de la production de lait au Danemark sera recherchée. La production de lait pourrait ainsi croître de 20% entre 2012 et 2020 ce qui se traduirait par des exportations en hausse de 25%.

Le plan de développement met en exergue la nécessité d'éviter toute charge financière supplémentaire liée à la réglementation qui menacerait la réalisation de ces objectifs de croissance des exportations et de préservation de l'emploi. Un accord politique très large a été passé entre différents partis pour changer de « paradigme » en matière de politique environnementale (historiquement ambitieuse et contraignante au Danemark). Il s'agit d'alléger les contraintes ou de différer les objectifs préalablement visés. Cela concerne les règles applicables aux zones tampons, les normes de fertilisation azotées (actuellement très basses pour les cultures et limitantes pour les taux de protéines). Le bien-être animal serait promu avec un nouveau label national plutôt que davantage réglementé, etc. Un effort devra être fait pour réduire les coûts vétérinaires en se rapprochant du protocole de suivi et de contrôle en vigueur aux Pays-Bas apparemment nettement moins coûteux.

### 1 milliard de kg de lait supplémentaire en 2020

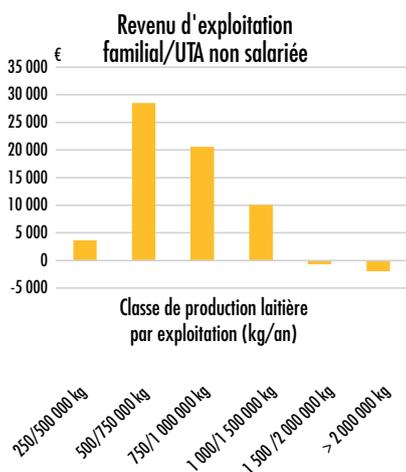
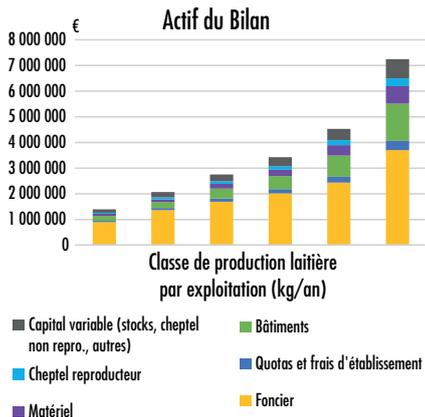
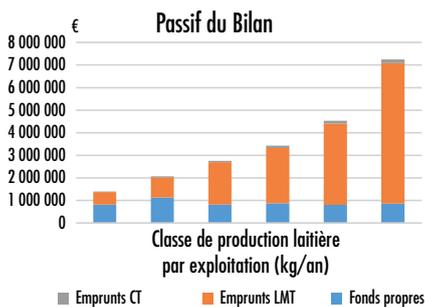
Au niveau européen, le Danemark est le 3ème pays dans lequel la production laitière a bondi dès le 1er avril 2015, date de suppression des quotas. Fin 2015 et en rythme annuel, la collecte a déjà progressé de 8% par rapport à fin 2014, pour moitié explicable par un rebond du cheptel. Une augmentation d'1 milliard de kg de lait en 2020 (pour une production d'un peu plus de 5 milliards en 2014) est un objectif ambitieux, mais visiblement accessible, qui pourrait être atteint pour moitié par une augmentation du nombre de vaches laitières (de 587 500 à 650 000, +11%) et pour moitié par une progression du rendement par vache (de 9 200 à 10 000 kg/vache/an environ soit +9%), deux fois plus rapide qu'entre 2004 et 2012. Le besoin en femelles pourrait être couvert par une réduction de l'exportation de génisses et l'emploi de semences sexées.

La part de la production laitière exportée passerait alors de 67 à 72% puisque la totalité de la production supplémentaire est destinée à l'exportation.

### Une croissance favorable pour l'emploi et le climat

Le développement de la production laitière a été faible ces 10 dernières années, en raison de la politique de quotas de l'UE et le nombre d'emplois directs et indirects a été en baisse constante. Si la production reste constante et que la productivité du travail continue à progresser au rythme de 2003-2010, 8 500 emplois devraient encore disparaître à l'horizon 2020. Selon le plan de développement, l'augmentation de la production de 1 milliard de kg de lait permettra de maintenir 5 500 emplois. Les projections montrent que même avec des gains de productivité limités, l'emploi généré sera inférieur en 2020 à celui de 2010.

## CARACTÉRISTIQUES MOYENNES PAR CLASSE DE TAILLE (2012)



Source : DG AGRI RICA UE, Exploitations laitières spécialisées (définition IDELE) du Danemark

Une augmentation de la production laitière au Danemark est jugée bonne pour l'économie mondiale, mais aussi pour l'environnement et le climat car la position de leader du Danemark pour les émissions de GES par litre de lait (du fait de son fort rendement) signifie que le lait ne peut pas être produit de façon plus respectueuse pour le climat ailleurs. De plus, le Danemark envisage de conforter sa place dans l'agriculture biologique en devenant en 2020 le leader en production d'élevage bovin biologique et en doublant ses exportations de produits laitiers bio par rapport à 2013 (pour partie sur des marchés européens voisins et pour partie vers des destinations plus lointaines).

## L'endettement pèse sur les comptes d'exploitation et freine les investissements

Pour les auteurs du plan de développement, l'augmentation de la taille des exploitations est un signe de la professionnalisation de la production laitière. Une ferme laitière danoise typique aujourd'hui comprend plusieurs employés. Comparativement à d'autres pays, la production danoise de lait est vue comme une des plus efficaces au monde en termes de productivité et d'usage des ressources. Néanmoins, de l'aveu de ces mêmes auteurs, une grande proportion de fermes laitières au Danemark connaissent aujourd'hui des difficultés économiques et financières (cf. ci-dessus et *Dossier Economie de l'élevage* n°460) qui pourraient remettre en question la stratégie de croissance du secteur.

Comme dans tous les bassins laitiers du monde, les performances technico-économiques des exploitations sont variables et des gains d'efficacité semblent accessibles pour améliorer les résultats (marge sur coût alimentaire) des éleveurs les moins performants. Mais ce sont les niveaux d'endettement qui posent le plus de problème. Non seulement ils pèsent lourdement sur les comptes annuels des exploitations (intérêts, voire remboursements) mais encore les taux d'endettement affichés par bon nombre d'exploitations leur interdisent tout nouvel accès au crédit. Les solutions à ce problème persistant, qui fait des financiers les véritables propriétaires de la majorité des fermes laitières danoises, semblent difficiles à trouver.

Vus de l'extérieur les conseils agricoles sont assez déroutants : pour certaines fermes les solutions proposées sont la vente, la fusion avec une exploitation voisine ou l'installation d'un jeune (à condition de modifier de façon substantielle les conditions d'installations (restructurer totalement le bilan pour repartir sur des bases saines)... Mais au-delà d'inviter à la planification, à la prudence dans les investissements et au rééchelonnement des dettes, ils encouragent les éleveurs à décapitaliser en partie les animaux et à vendre le matériel en privilégiant la *leasing*. En outre les éleveurs sont invités à prendre du repos et du recul sur leur situation et à se poser la question du bienfondé de la poursuite de leur activité, notamment via un programme de soutien social.

Le gouvernement danois vient de conclure un accord (mai 2015) avec le secteur financier (banques et établissements hypothécaires) afin d'accroître les efforts pour résoudre ces problèmes. Cet accord prévoit d'intensifier les efforts en matière de réduction/restructuration des dettes pour les exploitations les plus endettées aux mains d'agriculteurs efficaces... ou de changement de « propriétaire » dans les exploitations où l'efficacité n'a pas été suffisamment améliorée. Il insiste sur la nécessité pour les agriculteurs de détenir un capital de base, en particulier pour les jeunes agriculteurs. Afin d'y contribuer, un fonds commun de placement vient d'être créé, le *Capital Agricole Danois* doté de 2 milliards DKK (270 M€) dont 25% de fonds publics et le reste abondé par des investisseurs privés ou institutionnels tels que les fonds de pension. Le *Capital Agricole Danois* pourra injecter des capitaux propres, selon des conditions à définir, dans des entreprises qui visent à poursuivre une activité agricole et notamment dans des fermes d'élevage laitier. Il pourra également réaliser des prêts ou en garantir d'autres, effectuer du portage du capital notamment pour les jeunes agriculteurs, et même acheter des fermes, ou des bâtiments/installations d'élevage, pour les louer. Difficile de faire plus large !

Devant l'urgence de la situation, une exploitation sur sept serait menacée de faillite, les pouvoirs publics ont d'ores et déjà débouqué leur part (25%) mais semblent avoir beaucoup de difficultés à mobiliser les financeurs privés. Les intermédiaires financiers (banques et crédits hypothécaires), déjà très exposés, semblent étonnamment discrets et les financeurs potentiels auxquels s'adresse directement le gouvernement (fonds de pension notamment) réclament des précisions et des experts pour instruire ces dossiers agricoles.



Forte demande de soutien pour affronter la crise (Krisehjælp=crise+help)

4

# PAYS-BAS



## Augmentation de la production laitière qui dépendra des réglementations environnementales

Alors que la production laitière néerlandaise a augmenté de 28% entre 2005 et 2015, une nouvelle augmentation à horizon 2020 est attendue par tous les acteurs de la filière, dont l'ampleur dépendra notamment de la sévérité des réglementations environnementales encore en discussion.

### CHIFFRES CLÉS LAITIERS DES PAYS-BAS EN 2014

Nb d'exploitations laitières	18 600
Cheptel laitier (1 000 vaches, déc.)	1 602
Collecte laitière (millions de tonnes)	12,5
Part de la collecte exportée	60%
Solde commercial (millions de tonnes de lait)	4,4
Solde commercial (milliards d'euros)	4,0
Consommation/habitant (kg de lait/an, 2013)	350
Part du 1er collecteur (FrieslandCampina)	75%
Collecte nationale par les coopératives	90%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### Une augmentation de la production plus rapide que prévue

Alors que l'Université de Wageningen avait tablé sur une progression de la production de 20% entre 2005 et 2020, l'augmentation réalisée entre 2005 et 2014 fut déjà de 2 millions de tonnes, soit exactement +20%. Ainsi en 2014, la production néerlandaise affichait 12,5 millions de tonnes, le même niveau que celui enregistré en 1982, peu avant l'instauration des quotas laitiers. Le dynamisme de la filière s'est notamment traduit par 28 dépassements du quota national au cours de ces 30 dernières années.

Les éleveurs néerlandais ont anticipé la sortie des quotas en procédant à des investissements, en bâtiment, en cheptel et en quotas. De nombreux éleveurs ont construit des étables en 2008-2009 et certains ont commencé à les remplir de vaches avant la fin des quotas. Cette course à l'agrandissement était également motivée par l'idée que les réglementations environnementales ne pourraient que se durcir et que tout acquis serait garanti lors de l'entrée en application des nouvelles règles. Le nombre de vaches avait cessé de baisser dès 2006, avant de progresser jusqu'à 1,6 million de têtes en 2014, surmontant la crise laitière de 2009 qui a freiné la hausse du cheptel.

### FORCES

- Les conditions agro-climatiques (sol, climat,...),
- Le niveau de formation des éleveurs,
- Image positive de la production laitière dans la société,
- Forts investissements dans la R&D, notamment dans le domaine de la durabilité des exploitations (éleveurs, recherche privée, recherche publique,...),
- Elevages bien structurés et économiquement solides,
- Forte densité : faibles coûts de collecte et économies d'agglomération,
- Un secteur aval concentré avec un leader dynamique (FrieslandCampina).

### FAIBLESSES

- Problèmes environnementaux, notamment phosphate,
- Coût du travail et de la terre,
- Forte densité : sensibilité aux maladies animales,
- Forte dépendance aux exportations : vulnérabilité aux restrictions commerciales et aux accords internationaux.

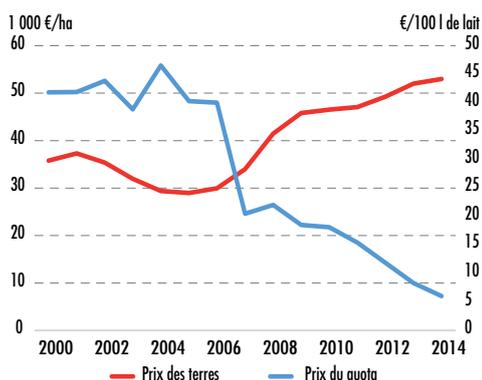
### OPPORTUNITÉS

- Développement de la demande mondiale en ingrédients laitiers et déficit croissant de l'Asie,
- Attractivité du métier d'éleveur laitier,
- Les infrastructures (notamment port de Rotterdam pour les importations d'intrants).

### MENACES

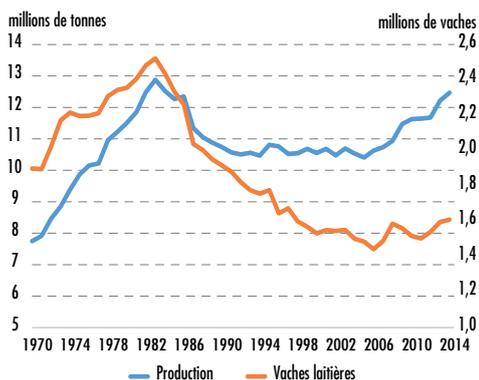
- Pressions de la société civile : obligation de conserver la « licence de production » et l'image positive de l'élevage laitier en se démarquant des autres productions animales,
- La concurrence des autres productions pour la terre et l'épandage de lisier,
- Renouvellement difficile des employés sur les fermes (travail, salaires, précarité...) : apparition d'employés en provenance des pays de l'Est.

## ÉVOLUTIONS COMPARÉES DU PRIX DES TERRES ET DES QUOTAS AUX PAYS-BAS



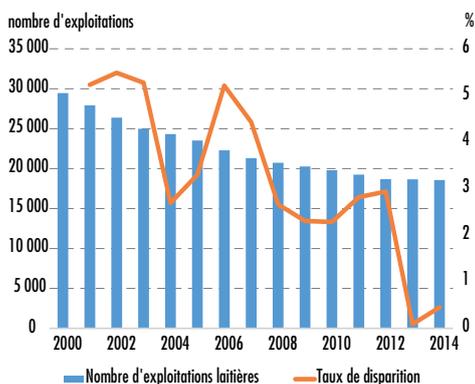
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Agrimatie.nl

## ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL LAITIERS DES PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS LAITIÈRES NÉERLANDAISES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Agrimatie.nl

Les chercheurs du LEI (Université de Wageningen) estiment que le cheptel laitier néerlandais peut encore progresser de 10-15% sans investissement supplémentaire en bâtiments. Certains éleveurs ont déjà décidé d'externaliser l'élevage de génisses pour libérer de l'espace ou d'arrêter la vente de génisses en misant sur l'augmentation du nombre de vaches plus que sur l'augmentation des rendements, déjà élevés (près de 8 000 kg/an/VL). L'automatisation a également diffusé rapidement profitant de ces investissements. En 2014, 19% des exploitations laitières utilisaient des robots de traite, avec en moyenne 1,65 robot par exploitation.

Pour pouvoir produire du lait, les éleveurs néerlandais ont dû se résoudre à acheter du quota dont le prix a commencé à chuter en 2007, date de la confirmation de la sortie des quotas. En 2014, le coût d'achat de 100 litres de quotas n'était plus que de 6 euros en moyenne. Les achats de quotas se sont poursuivis jusqu'à fin 2014, son coût étant alors inférieur aux pénalités de dépassement du quota.

## Foncier toujours plus cher

Mais le prix du quota de lait s'est peu à peu transféré au foncier dont le prix s'est fortement apprécié depuis 2007. Le prix des prairies a poursuivi son augmentation à 52 000 €/ha en 2014 (+25% sur les 3 dernières années), alors que celui des terres arables a reculé de 7% sur les 5 dernières années pour s'établir à 56 000 €/ha. En moyenne, un hectare valait plus de 53 000 € en 2014, une hausse de près de 77% depuis 2006 et un record historique. Cette moyenne cache des écarts relativement importants entre les Provinces du Sud, où le prix peut dépasser les 70 000 €, et celles du Nord, où il dépasse rarement 40 000 €. Les Pays-Bas restent le pays aux terres agricoles les plus chères d'Europe avec une majorité des terres agricoles en faire-valoir direct (60%), le fermage représentant les 2/3 des terres en faire-valoir indirect. Plusieurs facteurs tendent le marché du foncier : sa rareté, la forte densité animale et le dynamisme des productions animales, en premier lieu de la production laitière.

## Cessations laitières peu nombreuses

Cette confiance dans l'avenir a eu plusieurs conséquences sur le secteur laitier. Elle a tout d'abord limité le rythme des cessations laitières, ramené de 5% en 2006 à moins de 3% à partir de 2008 et moins de 1% en 2013 et 2014. Le nombre d'exploitations laitières, 18 600 en 2014, a reculé de 37% depuis 2000.

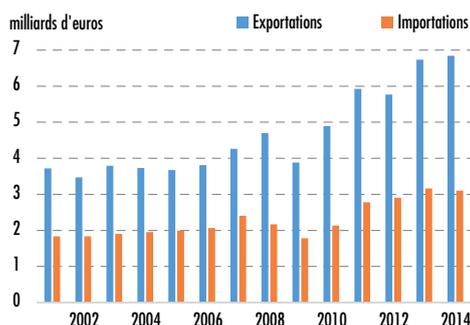
Ensuite, les investissements ont pesé sur l'endettement des exploitations laitières néerlandaises. Les prêts à long terme ont ainsi doublé entre 2001 et 2013 pour atteindre en moyenne près de 900 000 €, soit plus de 10 000 €/vache et 1,35 €/litre de lait produit, même s'il reste très inférieur à celui des exploitations danoises. La solvabilité (capitaux propres/actif total) des exploitations laitières néerlandaises, bien que ramenée aux alentours de 70%, ne semble, pas en danger grâce à la forte appréciation de la valeur du foncier.

Cette hausse de la production a pu être absorbée par un maillon de la transformation concentré et très actif à l'exportation. 22 entreprises ont transformé du lait aux Pays-Bas en 2013, sur 51 sites, dont 29 appartenaient à des coopératives (et 24 au seul FrieslandCampina) et 22 à des entreprises privées.

## Un consensus fort entre filière et pouvoirs publics

La fin des quotas laitiers était attendue avec impatience par les transformateurs néerlandais comme par la majorité des éleveurs afin de profiter de la demande mondiale croissante en produits laitiers. Les industriels misent sur la bonne image des fabrications néerlandaises, en termes de qualité et de sécurité sanitaire. Les entreprises néerlandaises comptent donc sur le grand export comme débouché du lait produit dans le pays. Elles sont soutenues par les autorités nationales qui poussent le développement de ce secteur à l'exportation. Le secteur laitier néerlandais dans son ensemble emploie 45 000 personnes, réalise 9% des exportations agricoles néerlandaises en valeur (6,9 milliards d'euros) et représente près de 8% de l'excédent commercial tous produits confondus. Les fromages représentent la moitié des exportations néerlandaises en valeur, suivis du beurre et des matières grasses (13%) et des poudres grasses (9%).

## ÉVOLUTION DU COMMERCE DE PRODUITS LAITIERS NÉERLANDAIS



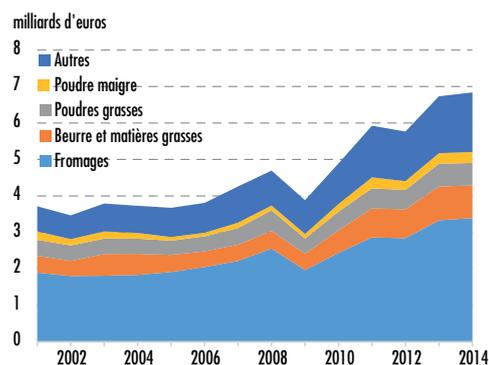
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TradeMap

## PRINCIPAUX TRANSFORMATEURS AUX PAYS-BAS

	Statut	Transformation en 2013 (1000 tonnes de lait)	Chiffre d'affaires en 2014 (millions €)
FrieslandCampina	coopérative	8 300	11 300
Doc Kaas	coopérative	1 000	625
A-Ware	société privée	750	11
Bel Leerdammer	société privée	700	nc
Vreugdenhill	société privée	440	642
De Graafstroom	société privée	390	180
Cono Kaasmakers	coopérative	320	195
Ausnutria-Hyproca	société privée	155	200
Rouveen	coopérative	150	nc

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après RLF et Entreprises

## ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DES EXPORTATIONS NÉERLANDAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TradeMap

## Des industriels et des éleveurs en parfait accord

L'augmentation de la production ne sera donc pas limitée par les industriels. Les coopératives comme les entreprises privées ont décidé d'accepter tout le lait produit par les éleveurs. Au sein des coopératives, les membres n'ont pas à acheter des parts sociales en proportion de leur augmentation de production, cette dernière étant indépendante de leur investissement dans la coopérative. FrieslandCampina n'est pas à la recherche de nouveaux éleveurs, en plus de ses 14 000 exploitations sociétaires. La coopérative a ainsi fortement accru début juin 2015 le droit d'entrée pour tout nouveau membre de 100 € à 150 €/tonne de lait livré.

Seule une petite coopérative (Rouveen) a décidé de mettre en place un système de double-prix, A et B. Le volume dénommé A est calqué sur celui livré en 2014 et payé au prix standard. Tout volume supplémentaire (entrant dans la catégorie B) sera valorisé sur la base du prix du fromage vendu par la coopérative. Cette coopérative, spécialisée dans les fabrications fromagères, est positionnée sur des marchés de niche dont les perspectives de croissance sont limitées à court terme.

Pour pouvoir traiter l'afflux de lait supplémentaire attendu, le maillon aval a fortement investi (voir encadré). FrieslandCampina aurait à elle-seule investi près de 2,5 milliards d'euros depuis 2009 dont 80% aux Pays-Bas. En 2014, elle a réalisé pour 656 millions euros d'investissements et presque autant (600 millions) en 2015. Des voix s'élèvent parmi les éleveurs pour demander une pause dans les investissements et un rééquilibrage des profits des coopératives en faveur de ses sociétaires.

## Quelques investissements récents des industriels néerlandais

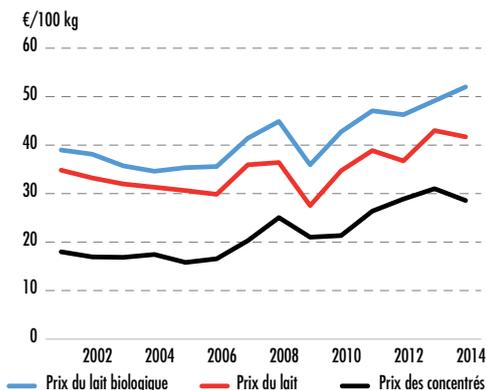
Conscient de la progression à venir de la production laitière et décidés à profiter des opportunités à l'exportation, les transformateurs néerlandais ont anticipé la sortie des quotas en procédant à des investissements importants. Les plus importants sont :

- A-ware-Fonterra : construction d'une fromagerie d'une capacité de 60 000 tonnes.
- Cono : nouvelle fromagerie inaugurée en 2014 qui traite 420 millions de litres de lait.
- Bel : augmentation de la capacité de sa fromagerie de Dalfsen (de 36 000 à 42 000 tonnes).
- Aral Foods : modernisation et augmentation de la capacité de son usine de production de lait frais à Nijkerk
- Ausnutria-Hyproca : construction d'une usine de poudres infantiles (livraison en 2016).
- FrieslandCampina : construction de tours de poudre infantile à Bédum et Lochem, augmentation de la capacité de l'usine de Veghel, de celle de Leeuwarden (lait concentré), de celle de Beilen (lait infantiles), de Lochem (poudres infantiles et ingrédients laitiers).

## Un prix du lait motivant

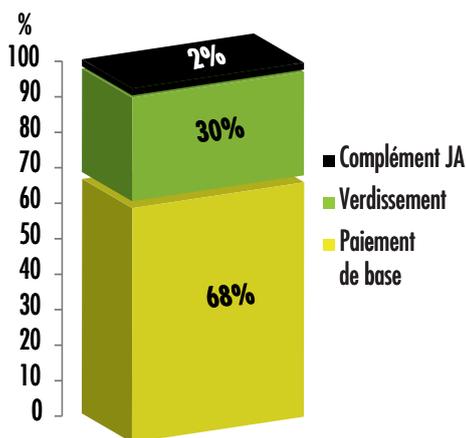
La hausse de la production depuis dix ans a également été encouragée par un prix du lait attractif, notamment pour les livreurs de FrieslandCampina. Le lait est transformé en produits à forte valeur ajoutée, permettant de payer aux producteurs un prix relativement élevé (412€/tonne en 2014 chez FrieslandCampina). En 2013 au niveau national, près de 56% du lait a été transformé en fromages, 13% en poudre de lait, un peu plus de 8% en lait de consommation.

## ÉVOLUTION DES PRIX DU LAIT ET DES CONCENTRÉS



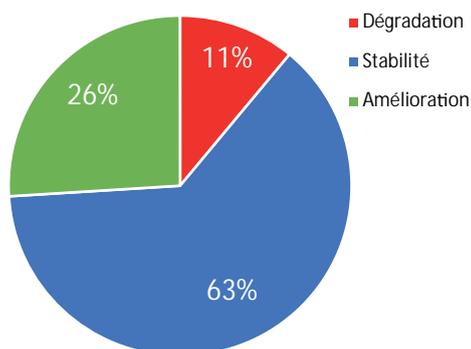
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Agrimatie.nl

## ARCHITECTURE DU 1<sup>ER</sup> PILIER AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage

## ÉVOLUTION DES CONCENTRATIONS EN NITRATES DANS LES EAUX SOUTERRAINES NÉERLANDAISES DE 2004-2007 À 2008-2011



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CE 2013

Pour garder des prix du lait relativement élevés, les coopératives néerlandaises, comme FrieslandCampina, ont orienté leurs investissements dans la nutrition infantile (pour l'export), les fromages et les boissons lactées pour répondre à la demande mondiale à court et moyen termes.

Malgré une baisse prononcée des prix en 2015, la production laitière néerlandaise s'est envolée avec une hausse de 7% sur l'année (et +10% sur le second semestre) confirmant la confiance des éleveurs et leur obligation de rentabiliser leurs investissements.

## Une réforme de la PAC anticipée

Les Pays-Bas ont opté pour une application relativement simple de la réforme de la PAC. La convergence du paiement de base se fera à 100%, sans limitation des pertes. En 2019, tous les agriculteurs recevront ainsi le même paiement de base, 380 €/ha avec le paiement vert, l'un des niveaux les plus élevés en Europe. Aucune aide couplée ne sera accordée, sauf dans des cas très exceptionnels, comme les bovins et les ovins pâturant dans les réserves naturelles, qui ne bénéficiaient pas d'aides dans l'ancienne PAC. Des aides sont en outre spécifiquement orientées vers les jeunes agriculteurs, pour un montant supplémentaire de 50 €/ha perçus sur 90 ha maximum.

La réforme de la PAC et la convergence totale décidée par les Pays-Bas vont réduire les primes perçues par les éleveurs laitiers. Les plus intensifs (>1,85 vache/ha) devraient, à terme, perdre près de 230 €/ha et les moins intensifs (<1,5 vache/ha) juste préserver leur paiement de base. Le secteur agricole néerlandais se préparait de longue date à cette nouvelle réforme de la PAC. La baisse des soutiens publics avait été anticipée par les syndicats agricoles et les différents secteurs étaient prêts. Le changement n'a donc pas été ressenti comme un choc. Les éleveurs néerlandais ont misé sur l'augmentation de la production laitière pour compenser les baisses attendues des soutiens.

## Les contraintes environnementales : après l'azote, le phosphore

Les seules réelles contraintes pouvant freiner rapidement l'augmentation de la production laitière néerlandaise sont liées au respect de normes environnementales.

Les pesticides ne sont pas considérés comme un problème urgent, car les concentrations dans les eaux souterraines sont bien en-dessous des seuils critiques. Ils apparaissent cependant souvent à des concentrations dépassant les seuils critiques dans les eaux de surface.

La contrainte liée aux nitrates a longtemps été la principale limite à l'augmentation de la production laitière, les Pays-Bas décidant de classer tout le territoire national en zone vulnérable. Ils ont obtenu une dérogation permettant aux agriculteurs d'épandre 250 kg d'azote organique par hectare au lieu des 170 kg prévus dans la directive nitrate. La dernière dérogation, qui bénéficie à 95% des éleveurs laitiers, a été acceptée en 2014 et arrivera à échéance fin 2017. Entre 2004-2007 et 2008-2011, le bilan azoté s'est amélioré de 17% en moyenne à 188 kg N/ha, preuve de l'efficacité des mesures prises par la filière néerlandaise. Mais ce recul est principalement dû à la diminution de l'utilisation d'azote sous forme minérale. Les rejets d'azote d'origine agricole vers les eaux de surface sont eux toujours en augmentation.

Le phosphore devient la nouvelle contrainte à laquelle doivent faire face les éleveurs néerlandais. Le plafond national fixé à 172 900 tonnes de phosphate émis a été presque atteint en 2014. Or plus de la moitié des phosphates rejetés est issu des élevages laitiers et 40% des productions porcine et avicole.

Consciente de ces enjeux, la filière a décidé d'anticiper et de participer à l'élaboration des réglementations, plutôt que de les subir. Ainsi, une nouvelle loi (« Croissance responsable de l'élevage laitier ») a été élaborée en collaboration avec le secteur laitier. Votée en décembre 2014, elle entre en application en 2016.



Cette nouvelle loi a rendu obligatoire, pour chaque exploitation laitière, le calcul d'un niveau de production de phosphate en 2013 (basé sur le nombre de vaches laitières et la production de lait) et comparé aux terres de l'exploitation. La différence entre la production et les possibilités de placer le phosphate sur les terres est appelée la « référence phosphate » qui se décline en :

- référence 0 pour les exploitations n'affichant pas de surplus. La croissance de la production peut alors s'effectuer jusqu'à la référence. Les exploitations dans ce cas de figure se situent en grande partie dans le nord du pays.

- surplus de phosphate : cette situation concerne surtout les exploitations localisées dans le Sud. Toute augmentation de production de phosphate obligera l'éleveur soit à trouver des surfaces supplémentaires (accords d'épandage, location ou achat de foncier) soit à investir dans le traitement du lisier pour pouvoir l'exporter.

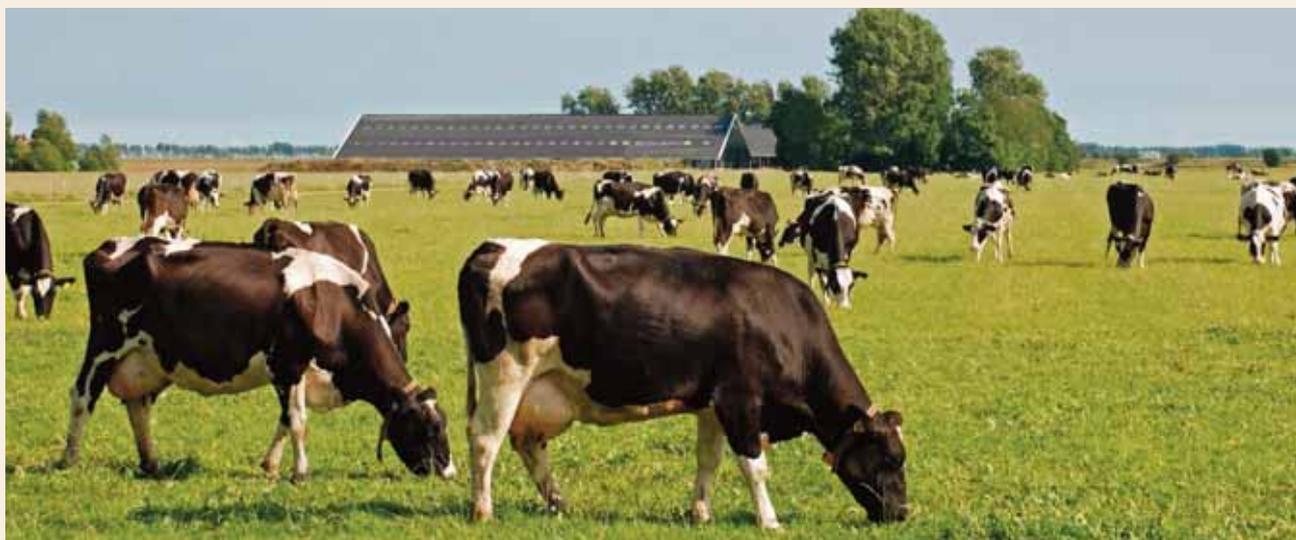
L'idée de cette nouvelle loi est de lier la production laitière au foncier afin de limiter l'intensification. Les contraintes seront plus fortes pour les exploitations présentant des surplus de phosphate importants. 75% des exploitations laitières ont un surplus inférieur à 20 kg/ha, 14% entre 20 et 50kg/ha et 12% supérieur à 50 kg/ha. Pour ces dernières, la transformation du lisier est limitée à 50% de la production supplémentaire, l'autre moitié devant être épandue, obligeant ainsi à investir dans le foncier. Dans les deux cas, des investissements supplémentaires en terre ou en équipement de transformation seront nécessaires et pèseront sur le résultat des exploitations laitières.

### Une filière à la recherche de solutions

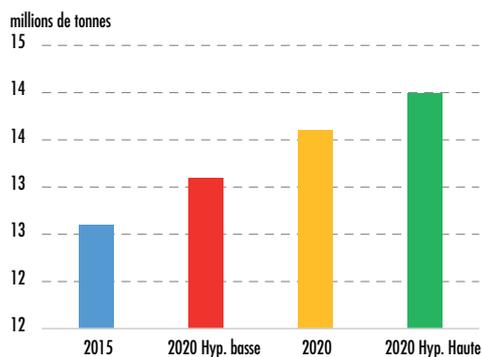
Mais ces mesures risquent de ne pas être suffisantes et le gouvernement néerlandais a demandé aux acteurs de la filière de s'autoréguler et de trouver rapidement des solutions pour limiter la croissance de la production de phosphate.

Pour tenter de limiter la quantité de phosphate produite par les vaches laitières, plusieurs solutions sont envisagées :

- limiter la quantité de phosphore dans les aliments concentrés. Certains gros élevages ont déjà signé des contrats en direct avec des fabricants d'aliments, leur demandant de produire des concentrés à moindre teneur en phosphore.



## HYPOTHÈSES D'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE NÉERLANDAISE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après LEI report 2015-041

- modifier la ration alimentaire des vaches laitières, notamment la proportion concentrés/fourrages, grâce à une meilleure gestion de l'herbe.

- Appliquer une méthode de calcul des flux de phosphate entrants et sortants à l'échelle de l'exploitation. Elle permettrait aux éleveurs de gérer individuellement leurs flux, ce que fait déjà la moitié des éleveurs de manière volontaire. Cette méthode devrait être obligatoire dès 2016.

En outre, ce plafond de production de phosphate est critiqué par certains acteurs. D'une part, il pénalise les exploitations qui ne sont pas en surplus et qui possèdent des marges de progression, notamment dans le nord du pays. D'autre part, le plafond s'applique à la production et non à l'application sur les terres, alors que le lisier peut être exporté.

Les discussions internes au sein de la filière n'ayant pas abouti, des mesures restrictives devraient être prises par le gouvernement néerlandais en 2016. Un plafond de vaches laitières n'est pas exclu.

Le secteur laitier pourrait cependant compter sur un recul des productions porcines et avicoles, ce qui libérerait ainsi des surfaces pour l'épandage des lisiers. Ces deux secteurs concurrents subissent la pression du dynamisme laitier. Les cheptels avicole et porcin étaient les mêmes en 2014 qu'en 2010 et la solvabilité des exploitations est bien inférieure à celles des exploitations laitières (52% pour le porc et 50% pour la volaille). Ces secteurs doivent en outre faire face à une acceptation sociale de plus en plus faible qui n'est sans rapport avec leur image moins positive : forte intensification et opacité qui entoure ces productions totalement en bâtiments.

## Des menaces déjà anticipées

Conscient de cette montée de la demande sociale, le secteur laitier cherche à conserver le soutien de la société civile à travers l'image positive de sa production. Pour cela, les transformateurs laitiers incitent leurs livreurs à faire pâturer les vaches. Initiée en 2002 par la coopérative Cono, la prime au pâturage s'est généralisée. Les autres acteurs ont suivi et en 2012, 63 parties prenantes de la filière ont signé un engagement pour maintenir le pâturage dans 75% des exploitations.

FrieslandCampina vient de doubler la prime, de 5 € à 10 €/tonne de lait pour un pâturage total (6 heures/jour pendant au moins 120 jours/an). La moitié de cette prime est financée par un prix de vente plus élevé du lait étiquetée « pâturage », l'autre moitié par une déduction de 5€/tonne sur la fiche de paie de tous les éleveurs membres de la coopérative. Mais la coopérative accepte, et rémunère, également le pâturage partiel (au moins 25% des vaches pendant au moins 120 jours) des grandes exploitations ne disposant pas assez de terres autour des bâtiments, à hauteur de 4,6€/tonne. Tout éleveur désireux de devenir membre de FrieslandCampina doit d'ailleurs faire pratiquer le pâturage à ses vaches.

Enfin, les gaz à effet de serre constituent une menace qui est revenue en force sur le devant de la scène en juin 2015. Un tribunal a condamné l'Etat néerlandais à réduire, d'ici 2020, les émissions de gaz à effet de serre de 25% par rapport à 1990. Cette décision devrait avoir des répercussions sur l'élevage bovin qui produit 60% des émissions d'ammoniac d'origine agricole dont une part est transformée en protoxyde d'azote ( $\text{NO}_2$ ), un puissant gaz à effet de serre.

## Croissance rapide mais limitée dans le temps

Compte tenu des problèmes environnementaux et des incertitudes pesant sur la sévérité des réglementations environnementales, les chercheurs de LEI envisagent, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de production comprise entre 7 et 17% à horizon 2024 par rapport à 2015, qui se situerait alors entre 14 et 15,3 millions de tonnes. L'hypothèse basse repose sur une limitation du cheptel à 1,6 million de vaches laitières, une augmentation modérée de sa productivité et l'adoption des solutions pour diminuer la production de phosphate par kg de lait. L'hypothèse haute suppose des réglementations environnementales moins contraignantes et donc des coûts moins élevés pour les exploitations laitières. Le niveau de production le plus probable selon les chercheurs du LEI serait de 14,2 millions en 2020 (+11,5%/2015) et de 14,9 millions de tonnes en 2024 (+14%/2015).

Dans tous les cas, les acteurs de la filière s'attendent à une stabilisation de la production à horizon 2025.



5

# ROYAUME-UNI

## Une filière sans cohésion face à la volatilité



Le Royaume-Uni bénéficie d'indéniables atouts pour la production laitière, qui fut souvent mis à l'épreuve par les crises sanitaires et des années de prix parmi les plus bas d'Europe. L'échelon transformation, hier talon d'Achille historique de la filière, devient plus solide sous l'impulsion de nouveaux entrants. Enfin les distributeurs semblent s'impliquer positivement dans la filière. Néanmoins le taux de change de la livre demeure un déterminant majeur sur l'évolution de la production laitière britannique.

### CHIFFRES CLÉS LAITIERS DU ROYAUME-UNI EN 2014

Nb d'exploitations laitières	14 000
Cheptel laitier (1000 têtes, déc.)	1 884
Collecte laitière (millions de tonnes)	14 800
Part de la consommation importée (2013)	32%
Part de la collecte exportée (2013)	18%
Solde commercial (millions de tonnes de lait)	-2,9
Solde commercial (milliards d'euros, 2013)	-1,9
Consommation/habitant (kg de lait/an, 2013)	264
Part du 1er collecteur (Arla)	20%
Collecte nationale par les coopératives	40%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après AHDB, DEFRA, DAIRY.co

Troisième pays laitier européen, avec plus de 14,8 millions de tonnes de lait sur la campagne 2014/15, la production du Royaume-Uni connaît depuis 2 ans un important rebond (+ 1 milliard de litres depuis 2012). Les exploitations laitières dégagent de très bons revenus du fait de leur grande taille, de leurs performances techniques et d'investissements limités. La production se concentre dans le sud-ouest et l'ouest de l'Angleterre, le Pays de Galles, le sud de l'Écosse et l'Irlande du Nord. Elle poursuit sa restructuration : les 14 000 producteurs britanniques livrent en moyenne plus d'un million de litres par point de collecte.

### Un climat propice à la production herbagère

Le Royaume-Uni bénéficie d'un climat très océanique, propice à la production herbagère et fourragère. En revanche, le modèle laitier britannique est en de nombreux points (taille, saisonnalité, conduite d'élevage, restructuration, dynamisme des éleveurs) très différent du modèle irlandais. La saisonnalité de la collecte est très réduite au Royaume-Uni du fait de la demande en laits de consommation et en produits frais dans un pays de 58 millions d'habitants, contrairement à l'Irlande.

### Des structures entrepreneuriales efficaces

Si l'herbe demeure au coeur de la ration, la place du pâturage recule avec la taille des élevages. La ration complète s'impose progressivement dans les très grands ateliers et la distribution d'aliments concentrés est relativement élevée, estimée à 2 000 kg par vache, du même ordre qu'aux Pays-Bas.

#### FORCES

Éléments intrinsèques

- Climat propice à la production herbagère,
- Exploitations techniquement performantes,
- Dynamique retrouvée de renouvellement du troupeau et des équipements,
- Marché captif et rémunérateur des laits liquides.

#### FAIBLESSES

- Attentes sociétales fortes en termes de bien-être animal et de prix,
- Forte disparité des contrats d'achats de lait,
- Faible cohésion des éleveurs,
- Concurrence des grandes cultures,
- Faiblesses des transformateurs historiques.

#### OPPORTUNITÉS

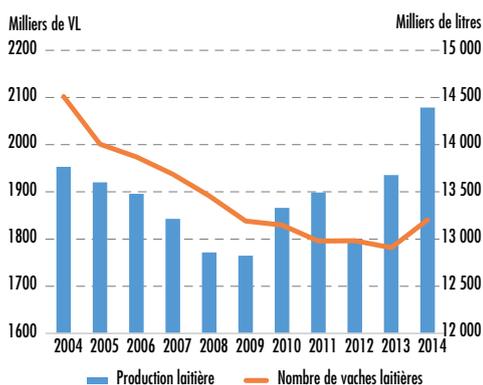
Éléments extrinsèques

- Consolidation du secteur transformation,
- Demande en produits laitiers techniques (santé, minceur...),
- Stabilisation des prix du foncier.

#### MENACES

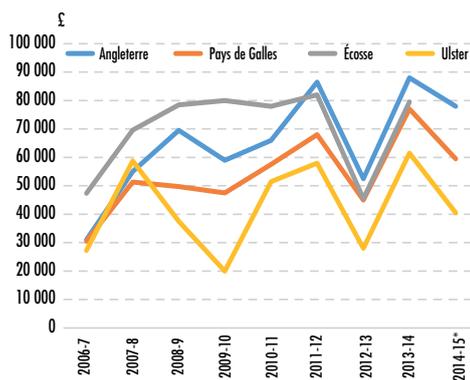
- Réévaluation de la Livre,
- Persistance de la tuberculose,
- Défiance du consommateur vis-à-vis de la filière,
- Politique nationale défavorable à l'élevage en particulier intensif.

## ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL AU ROYAUME-UNI



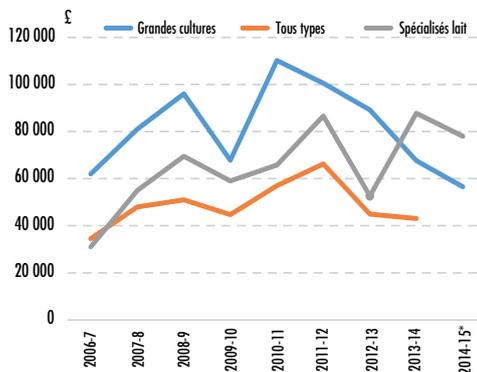
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après DEFRA

## REVENU MOYEN AVANT IMPÔTS DES FERMES LAITIÈRES



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après DEFRA

## REVENU MOYEN DES EXPLOITATIONS ANGLAISES SELON LA PRODUCTION



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après DEFRA

La conduite dominante des élevages est assez proche de celle observée aux Pays-Bas, même s'il existe bien entendu une certaine diversité. Le Milkbench report de l'AHDB (rapport annuel de *benchmarking* des systèmes d'exploitation) classe les exploitations anglaises en 3 groupes : les troupeaux herbagers à production par vache faible (<6 000 l), les troupeaux intensifs à production élevée (>8 500 l) et enfin les troupeaux à conduite intermédiaire, basés sur un maximum de main-d'œuvre familiale. Relativement élevé (1,9 UGB/ha de SFP en moyenne), le chargement animal ne pose pas problème dès lors que l'essentiel (80%) de la SAU est en prairie, depuis que les autorités nationales ont obtenu de Bruxelles une dérogation de 250 unités d'azote organique par hectare.

La main-d'œuvre familiale, en moyenne 2 UTA par exploitation, varie peu selon la taille de l'élevage. Le salariat est systématique dans les fermes produisant plus de 1 million de litres de production où il devient aussi important que l'emploi familial. Les éleveurs anglais bénéficient d'une législation peu contraignante pour les employeurs et d'une main-d'œuvre bon marché, d'autant plus que les cotisations sociales sont relativement faibles tant pour l'employeur que pour l'employé. Malgré la crise, les éleveurs emploient toujours de nombreux travailleurs immigrés, notamment polonais, dans un secteur où la main-d'œuvre locale demeure rare.

Les éleveurs anglais sont avant tout des entrepreneurs qui optimisent les facteurs de production à leur disposition pour dégager le maximum de revenu. Ils investissent à minima, notamment dans les conditions de travail, dès lors qu'ils délèguent à des employés l'exécution des tâches. Ils privilégient les investissements indispensables à la croissance de leur atelier ou rendus inévitables (mises aux normes environnementales...) Ramenés par tonne de lait, les investissements sont parmi les plus faibles. De plus, ils délèguent au maximum les travaux de culture à des sociétés de services afin de limiter les investissements en machinerie agricole. Le choix du salariat explique sans doute la faible substitution du travail par du capital et le plafonnement de la productivité du travail exprimée en tonne de lait par UTA totale.

## 2005-2014 : du déclin au rebond de la production

La production laitière au Royaume-Uni a décliné de -1,5%/an de 2004 à 2009, avant de se stabiliser entre 2010 et 2012 puis de rebondir en 2013 et 2014 (+10% /2012). Le cheptel laitier a connu une évolution comparable : en recul de -2,5% par an sur 2004/10, il s'est ensuite stabilisé puis étoffé en 2014.

La production n'est pas en mesure de couvrir la demande intérieure croissante en produits de grande consommation. Seul le marché captif des laits frais pasteurisés, toujours prédominant, est autosuffisant. Les marchés des fromages (à l'exception du cheddar), des yaourts et même du beurre enregistrent des déficits structurels et croissants. En revanche, les soldes commerciaux des ingrédients laitiers (crèmes, poudres grasses et poudre maigre) sont structurellement excédentaires. Un déséquilibre que certains transformateurs entendent corriger.

## Embellie économique depuis 2008

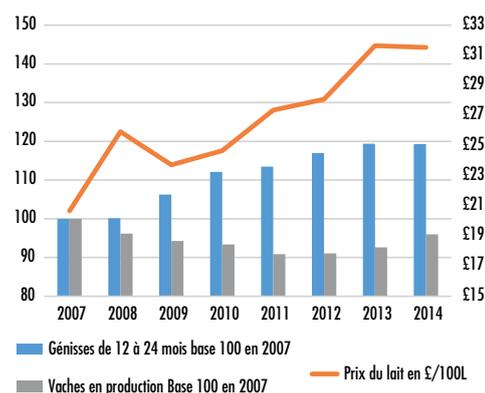
Les résultats économiques des exploitations britanniques se sont globalement améliorés depuis la crise financière. Le résultat moyen des exploitations anglaises avant impôts était de 32 000 £ en moyenne annuelle (soit 44 000 €) entre les campagnes 2003/04 et 2006/07.

Ce résultat a plus que doublé sur la période allant de 2007/08 à 2013/14 pour atteindre en moyenne 68 000 £ (soit 93 000 €) par ferme anglaise et par an. Ce résultat masque toutefois une forte variabilité des revenus d'une année à l'autre et d'une Nation à l'autre. En Irlande du Nord notamment le revenu moyen par exploitation est plus faible. Cet écart de revenu s'explique en partie par la moindre taille des troupeaux en Irlande du Nord (120 VL) par rapport au reste du pays (155 VL). Sur la campagne 2013/14, le revenu moyen des fermes laitières anglaises (87 800 £, soit 120 000 €) dépassait celui des exploitations céréalières et de grandes cultures (67 600 £, soit 92 000 €).

Depuis 2015, la baisse du prix du lait et le redressement de la livre ont de nouveau dégradé les revenus des exploitations laitières, notamment celles dont le lait est transformé en ingrédients laitiers.

## ROYAUME-UNI UNE FILIÈRE SANS COHÉSION FACE À LA VOLATILITÉ

### ÉVOLUTION DU TROUPEAU LAITIER ET DU PRIX DU LAIT AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après DEFRA

### Concentration et restructuration de la production

L'Europe connaît un phénomène global de concentration de ses élevages laitiers dans les zones les plus propices à la production. Le Royaume-Uni n'échappe pas à cette règle et l'on constate une délocalisation de longue date de la production laitière de l'est vers l'ouest de l'Angleterre, l'Irlande du Nord, le Pays de Galles et le sud de l'Écosse.

La concentration des élevages est aussi liée à la concentration géographique des transformateurs qui sont plus nombreux dans les zones où l'élevage laitier est dense. Dans ces zones la concurrence pour l'achat du lait est plus importante et cela se ressent sur les prix du lait et les conditions contractuelles entre transformateurs et éleveurs. Ainsi les éleveurs des plus grandes zones d'élevage reçoivent un prix du lait globalement plus élevé que celui des zones en déprise laitière. Enfin la concentration des élevages permet des économies d'agglomération.

Le rythme moyen de cessation laitière est de 4% par an depuis plus de 10 ans. Il ne devrait pas se ralentir selon plusieurs experts. Cela tient à plusieurs raisons : en premier lieu, les exploitations bénéficient d'une main-d'œuvre salariée bon marché et d'une réglementation souple, qui rendent l'agrandissement relativement aisé. En second lieu, les transformateurs avantagent les plus grands ateliers laitiers en accordant des bonus significatifs en fonction des volumes livrés tous les 2 jours. (ex : Dairy Crest + 10 £/1 000 l pour des livraisons supérieures à 9 000 l (1,650 million de litres par an) et + 19 £/1 000 l au-delà de 26 000 l).

### Dynamique positive de capitalisation et d'investissement

Depuis 2007 le prix du lait n'a cessé de s'apprécier au Royaume-Uni : de 180 £/1 000 l en 2006 (250 €/1 000 l), à 315 £/1 000 l (433€/1 000 l) en 2014. Ce prix du lait plus motivant a redynamisé les éleveurs qui ont depuis fortement étoffé leur troupeau. Selon DEFRA, depuis la première hausse du prix du lait en 2007, le nombre de génisses présentes dans les élevages ne cesse de progresser.

L'augmentation du nombre de génisses est directement corrélée à l'amélioration du prix du lait. Ces génisses supplémentaires ont été introduites dans les troupeaux sans augmentation du nombre de vaches jusqu'en 2012. Le cheptel britannique en production s'est donc rajeuni et les nombreuses génisses qui arrivent en production depuis 2012 génèrent une croissance du cheptel national. La dynamique du troupeau laitier est donc clairement à la hausse.

### Disparité des contrats d'achat du lait

Au Royaume-Uni, les contrats existent de longue date, ils sont antérieurs à la suppression des quotas laitiers. L'ensemble des transformateurs privés et des coopératives ont mis en place des systèmes de contrats aux termes et conditions variés (durée, saisonnalité, composition, préavis...). La majorité des contrats respecte la charte de bonnes pratiques contractuelles (*code of best practice on contractual relationships*) rédigée par le syndicat agricole majoritaire, le NFU (National Farmers Union). Elle prévoit que tout contrat d'achat de lait doit comporter un prix ou un mécanisme de fixation de prix, clair et détaillant autant la fixation du prix de base (formule de calcul, prix A prix B, négociation...) que le mode d'attribution des bonus (saisonnalité, volumes, composition...). Elle prévoit en outre un engagement commun sur les volumes, les modalités de ruptures, la durée du contrat et/ou du préavis avant rupture. En dehors de ce socle les contrats sont extrêmement divers, ils sont classables en 2 catégories : les contrats de niche et les contrats de masse.

### Un prix du lait indexé sur le coût de production

Les contrats calculés au coût de production ont été lancés par Tesco en 2007. Ils ont depuis été adoptés par les principaux distributeurs (Mark&Spencer, Sainsbury, Waitrose...) pour assurer la base de leurs approvisionnements en lait liquide. Il s'agit de contrats à renouvellement tacite pour lesquels le prix payé au producteur est calculé selon le coût de production. Le contrat peut être tri partite et signé entre le producteur, le transformateur et le distributeur, ou bipartite entre le producteur et le distributeur, le transformateurs devenant alors un simple prestataire. Ce type de contrat garantit les approvisionnements des GMS en laits conditionnés, un produit d'appel majeur. En outre, ce type d'agrément permet au distributeur de valoriser une traçabilité accrue de son produit et de formuler des exigences spécifiques aux éleveurs. En septembre 2015, le contrat Dairy-Crest et Mark&Spencer assurait au livreur un prix du lait à 0,335 £/L, alors que la moyenne nationale était de 0,235 £/l.]

Les contrats de niche s'inscrivent dans un segment de marché défini en lien avec un produit fini ou un mode de production. Les contrats spécifiques à un produit fini portent principalement sur la livraison de lait liquide à un distributeur dont le prix du lait est calculé selon le coût de production du lait.

Les contrats spécifiques à un mode de production valorisent principalement la production de lait biologique et la production selon le cahier des charges de Co-Op, une chaîne de supermarchés coopératifs. Ces producteurs sont rémunérés via un prix de base connecté au marché mais complété d'une prime relative au respect d'un cahier des charges.

Les contrats de masse sont des contrats bipartites qui s'articulent autour d'un prix de base généralement appelé « *Liquid milk price* » calculé au mois ou au trimestre, puis corrigé selon des paramètres de qualité du lait, de saisonnalité ou de volume propre à chaque entreprise. Les formules de calcul diffèrent selon les entreprises : elles peuvent être liées au coût de production et/ou à la situation de l'entreprise vis-à-vis de ses concurrents et/ou à la situation du marché. Coopératives comme privés concèdent souvent plusieurs options de contrats laissant le choix aux livreurs.

La multiplicité des contrats à disposition, leur souplesse et l'écart de rémunération entre les débouchés avivent la concurrence entre les éleveurs et entre les distributeurs. Les prix du lait départ ferme à la mi-2015, dans un contexte déprimé du marché du lait, montrent un grand écart entre 180 £/1 000 l et 320 £/1 000 l. Cette situation qui se prolonge, entraîne une importante disparité dans la situation financière des différentes exploitations.

## Deux transformateurs étrangers offensifs

Les cinq premières entreprises laitières collectent 75 à 80% de la collecte nationale. Le secteur de la transformation, historiquement le maillon faible de la filière britannique, connaît une forte période de restructuration sous l'impulsion de deux transformateurs de dimension internationale, Müller et Arla Foods. En 2012, l'absorption de Milk Link dans Arla Foods a créé le n°1 du secteur et, le rachat de Robert Wiseman Dairies par le groupe Müller a créé le n°2. Cette restructuration est accompagnée d'importants investissements permettant la modernisation des outils de transformation et la mise en marché de nouveaux produits.

Arla Foods mise sur le marché intérieur. Elle investit un milliard d'euros dans une usine de conditionnement de lait liquide situé dans la banlieue de Londres. Elle lance de nouveaux produits et développe sa marque pour monter en gamme et créer de la valeur ajoutée.

Müller Wiseman se concentre aussi sur le marché intérieur via l'ultrafrais, son secteur d'origine. Il propose des produits modernes d'inspiration internationale (fromages frais avec incorporation de

### PRINCIPAUX TRANSFORMATEURS LAITIERS AU ROYAUME-UNI EN 2014

Entreprise	Statut	Collecte 2014 (millions litres)	CA en millions £
Arla Foods	coopérative	3 000	2 142
Müller Wiseman	société privée	2 700	1 391
Dairy Crest	société privée	1 900	1 382
First Milk	coopérative	1 600	530
United Dairy Farmers	coopérative	1 200	418
Meadow Foods	société privée	600	339
Glanbia	société mixte	255	300
Lactalis Caledonian cheese	société privée	336	186
Freshways/ Nijar	société privée	200	182
Medina	société privée	nc	200

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après diverses sources



Prairie en Angleterre.

5

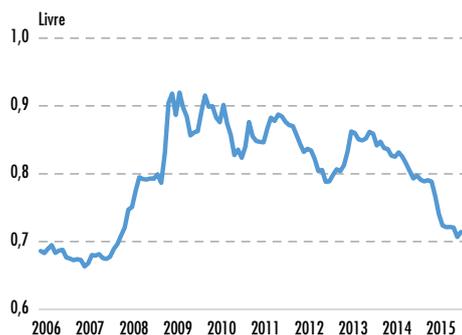
## ROYAUME-UNI UNE FILIÈRE SANS COHÉSION FACE À LA VOLATILITÉ

### CATHEDRAL, LA MARQUE DE FROMAGE LA PLUS PUISSANTE AU ROYAUME-UNI



Source : dairycrest.co.uk

### ÉVOLUTION DE L'EURO EN LIVRE



Source : GEB - Institut de l'élevage, d'après Banque de France

pépites de chocolat) ou plus locale (riz au lait). Müller segmente au maximum son offre en proposant des produits « light », pour enfants, haut de gamme. Le groupe appuie le développement de ses produits via d'importantes campagnes de publicité.

Cette consolidation s'est poursuivie. Le groupe Müller a racheté en décembre 2015 les activités laits liquides et ultra-frais de Dairy Crest pour un montant de 100 millions €. Avec à 600 à 700 livreurs supplémentaires, il devient le 1er collecteur national, entre 3,4 et 3,7 milliards de litres en 2016, juste devant Arla (3 milliards de litres) et étoffe ainsi son portefeuille client sur son cœur de métier. Quelques semaines après l'officialisation de cette reprise, Müller a décroché un nouveau contrat avec Tesco pour la fourniture de laits conditionnés sous marque MDD. De son côté Dairy Crest se recentre sur les fromages et investit dans les ingrédients laitiers.

Les restructurations, accompagnées d'investissements en faveur du marché intérieur, sont perçus positivement par la filière laitière. Ces projets doivent permettre de réduire la dépendance du secteur vis à vis du marché mondial et de restaurer la compétitivité des grands collecteurs. En dehors de ces grands groupes, le paysage laitier britannique demeure émietté : 50 entreprises conditionnent entre 1 000 et 100 000 tonnes de lait par an, à côté des leaders qui vendent plus de 100 000 tonnes chacun. Le pays compte 170 entreprises fromagères parmi lesquelles seules huit fabriquent plus de 10 000 tonnes de fromages par an.

### Réévaluation de la livre

La crise financière de 2008 a boosté l'agriculture et notamment le secteur laitier. La forte dépréciation de la livre, de 25% sur l'euro, entre 2007 et 2009 a amélioré la compétitivité des fabrications britanniques exportées. En outre, les primes PAC sont calculées en euros mais versées en monnaie nationale une dépréciation de la livre sur l'euro entraîne donc une hausse mécanique du montant des primes PAC versées en livres. Ainsi une exploitation anglaise ayant droit à 50 k€ de soutiens PAC touchait 34 k£ en 2007 contre 44 k£ en 2009, du simple fait de la dévaluation de la livre. Enfin avec une livre plus faible, les produits importés sont relativement plus chers, ce qui favorise les produits nationaux dans les supermarchés. Face à ces effets bénéfiques, le renchérissement des importations de matières premières passe au second plan. Cette situation favorable à la production britannique pourrait s'inverser. En 2015 la livre a retrouvé sa haute valeur de 2007. Si la hausse se poursuivait elle aurait inévitablement un impact négatif sur la compétitivité des exploitations britanniques.

### La défiance des consommateurs

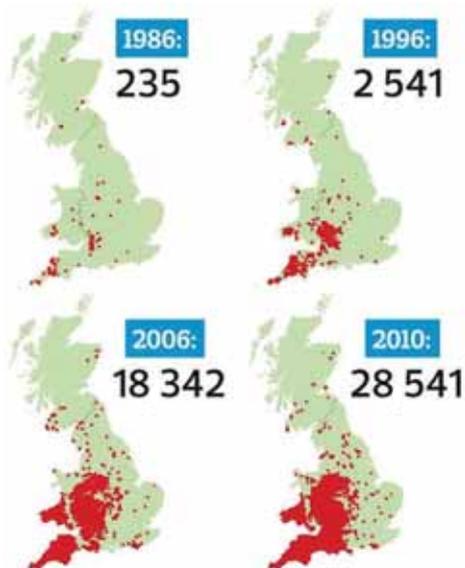
Les consommateurs britanniques, marqués par les crises de l'ESB et de la fièvre aphteuse, demeurent méfiants vis-à-vis des filières agricoles en général et de la filière laitière en particulier. 42% des consommateurs n'ont pas confiance dans la volonté de la filière laitière de leur fournir un lait de la plus grande qualité et 62% jugent que l'information sur l'origine des produits laitiers est insuffisante. Une partie croissante de la population britannique tend donc à se détourner des produits laitiers. Les raisons invoquées sont diverses : écologie, bien-être animal ou encore santé humaine... Ce mouvement est tel que, selon une étude du cabinet Mintel, près de 2% du marché des produits laitiers seraient captés par des substituts au lait de vache, et 11% des Britanniques consommeraient du lait de soja.

Ces tensions se cristallisent actuellement autour de la lutte contre la tuberculose bovine qui se propage principalement dans le sud-ouest de l'Angleterre. Les éleveurs excédés par des campagnes d'abattages massifs d'animaux porteurs de la tuberculose réclament des mesures de lutte fortes. L'une de ces mesures consiste en la destruction des blaireaux

## LOGO RED TRACTOR

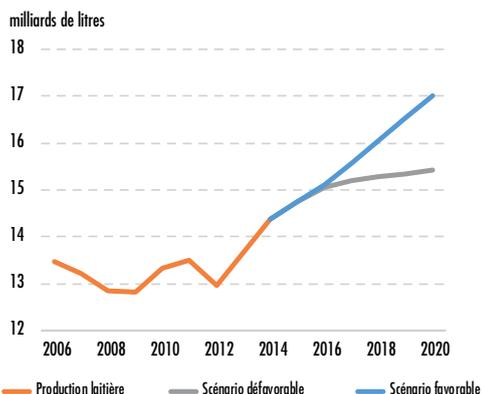


## NOMBRE DE BOVINS TESTÉS POSITIFS À LA TUBERCULOSE BOVINE



Source : DEFRA

## PRÉVISIONS DE LA PRODUCTION LAITIÈRE AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB

dans les zones les plus infectées. Il résulte de ces mesures une vague d'indignation importante de la société civile, sensible à la préservation de la faune sauvage.

Face à ces questions d'image la filière laitière britannique dans son ensemble (syndicats d'éleveurs, syndicats des transformateurs, organismes de recherche...) s'organise pour rassurer les consommateurs sur la production de lait notamment autour du label *Red Tractor*. L'objectif de ce label est d'établir des standards et de les faire respecter par les adhérents, puis d'en assurer la promotion, principalement via un étiquetage clair et complet des produits. En 2015, 65% des clients de supermarchés assuraient connaître le logo du *Red Tractor* et 57% affirmaient en tenir compte dans leurs achats.

Toutefois le marché intérieur reste puissant, 98% des ménages britanniques consomment encore du lait liquide et l'étude de Mintel montre que ceux qui n'en consomment pas se reportent sur des substituts au lait qui gardent des usages très proches. La problématique pour la filière britannique consiste donc plus à rassurer les consommateurs sur la qualité des modes de production, qu'à les convaincre de consommer du lait.

## Quelles évolutions entre 2015 et 2020 ?

La reprise de la production a relancé les investissements dans les élevages et s'est accompagnée d'une forte consolidation du secteur transformation qui doit permettre d'améliorer à long terme la valorisation du lait. De plus les distributeurs semblent avoir pris conscience de l'importance de soutenir les producteurs laitiers. Néanmoins la filière conserve des faiblesses historiques : les producteurs agissent globalement en concurrents et les disparités entre eux se sont accrues via notamment la contractualisation. De plus, certains transformateurs notamment coopératifs restent fragiles. Enfin la réévaluation de la livre et la réforme de la PAC tendent à réduire la rentabilité des exploitations.

Finalement, la période 2008-2014 a été plutôt exceptionnelle pour la filière laitière mais ressemble à une parenthèse qui se referme. Elle lui a permis de se réorganiser sur de meilleures bases pour affronter de nouveau une conjoncture plus difficile dans un contexte plus concurrentiel. La production laitière progressera plus ou moins vite en fonction de sa compétitivité sur les marchés, qui dépendra en partie de l'évolution de la valeur de la livre d'ici à 2020.

### Scénario favorable

Dans un scénario favorable, la livre anglaise se déprécie de nouveau face à l'euro et retombe à 1,2 €, un niveau comparable à celui de la période 2008-2013. Les éleveurs bénéficient d'aides directes plus étoffées en livres et la filière d'une bonne compétitivité prix sur les marchés intérieurs et extérieurs. La production pourrait augmenter à un rythme soutenu de 2 à 4% par an selon la tonicité du marché mondial (soit +2 à +3 milliards de litres en 2020 par rapport à 2014). Le rythme des cessations serait ralenti à -2% par an.

### Scénario défavorable

Dans un scénario défavorable, la livre anglaise s'apprécie à plus de 1,4 €. Elle retrouve son niveau d'avant crise financière de 2008. Les aides directes sont mécaniquement réduites et la filière laitière britannique subit une dégradation de sa compétitivité. Le prix du lait se déprécie et la concurrence entre les transformateurs s'accroît pour la conquête des meilleurs débouchés auprès des distributeurs et pour le développement de produits sur les créneaux de marché porteurs. Il en résulte un accroissement des disparités entre les éleveurs, selon leur collecteur et ses débouchés. La production augmente faiblement : +1% par an en moyenne sur la période 2015-2020, principalement sur 2015-2018, profitant d'un effet d'élan suite à période précédente. Il en résulte une augmentation limitée de la production, de +1 milliard de litres entre 2015 et 2020. Ce scénario est celui envisagé par l'AHDB (+1 milliard sur 2015-2025) et Dairy UK (+1% /an sur 2015-2020). Dans ce cas, le rythme des cessations laitières est plus rapide (-4% /an), dans la tendance de celui des 20 dernières années. De plus la production laitière décline de nouveau dans les régions les moins laitières et progresse à l'ouest et au sud-ouest de l'Angleterre.

Encore n'a-t-on pas testé ici les conséquences d'un possible « Brexit » !

6

# IRLANDE

## La production laitière augmentera-t-elle de 50% à l'horizon 2020 ?



La filière irlandaise attendait avec impatience l'abolition des quotas laitiers. Eleveurs comme transformateurs se sont préparés très tôt à cette échéance. Grâce à de solides atouts, il ne fait guère de doute que la production progressera d'ici 2020, au moins aussi vite que de 2010 à 2015. Cependant, le modèle *low cost* irlandais n'est pas dénué de points faibles qui freineront son expansion.

### CHIFFRES CLÉS LAITIERS DE L'IRLANDE EN 2014

Nb d'exploitations laitières	19 000
Cheptel laitier (1000 têtes, déc 2014)	1 128
Collecte laitière (millions de tonnes)	5,8
Part de la collecte exportée (2014)	88%
Solde commercial (millions de tonnes de lait)	4,4%
Solde commercial (milliards d'euros)	2,258
Consommation/habitant (kg de lait/an, 2013)	350
Part du 1er collecteur (Glanbia)	27%
Collecte nationale par les coopératives	98%

Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat et CSO

### Un indéniable potentiel laitier

Au lendemain de la fin des quotas laitiers, la production irlandaise a exprimé sans délai son potentiel de croissance. La collecte nationale a bondi de +13% /2014 entre avril et décembre 2015, grâce à un cheptel étoffé et des conditions climatiques exceptionnellement favorables, alors que le prix du lait était dégradé. Mais à 265 €/1 000 l le prix du lait de base demeure encore supérieur au coût de production de la plupart des élevages irlandais.

En 2014, la production laitière irlandaise avait déjà retrouvé son niveau (6,0 millions de tonnes de lait) atteint juste avant l'instauration des quotas laitiers en 1984. Lors du « *softlanding* », la production laitière avait progressé plus rapidement (+15%) que le quota national, provoquant ainsi un fort dépassement à l'issue de la dernière campagne laitière (2014/15). Le cheptel laitier national a été stabilisé entre 2005 et 2010 puis a progressé de 100 000 têtes à 1,13 million de vaches laitières fin 2014. Dans le même temps, le rendement laitier du cheptel national a progressé par à-coups de +500 kg de lait/VL en moins de dix ans, à 5 300 kg en 2014 (+10%/2005).

#### FORCES

Éléments intrinsèques

- Climat propice à la production herbagère,
- Système de production à bas coût,
- Un secteur agricole très rentable et attractif,
- Un dispositif de recherche/développement solide,
- Des gains de productivité laitière et des surfaces disponibles pour le lait,
- Un débouché assuré pour les éleveurs,
- Des transformateurs laitiers bien positionnés sur les ingrédients laitiers et les marchés exports.

#### FAIBLESSES

- Forte sensibilité aux aléas climatiques,
- Forte concurrence sur les surfaces et prix du foncier élevé,
- Paysage laitier encore fragmenté,
- Marché national étroit,
- La nouvelle PAC défavorable à l'élevage laitier,
- Les gaz à effet de serre, contrainte majeure pour les l'élevage irlandais.

#### OPPORTUNITÉS

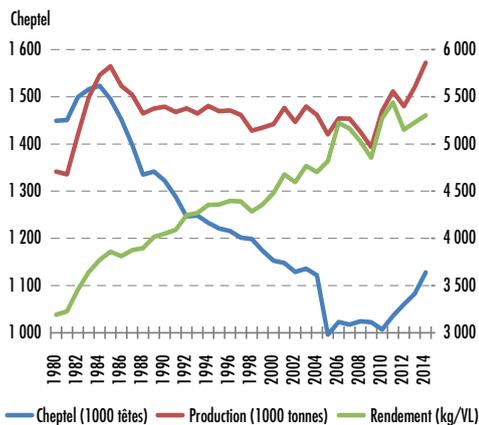
Éléments extrinsèques

- Développement de la demande mondiale en ingrédients laitiers et déficit croissant de l'Asie,
- Le développement international des deux leaders laitiers : Glanbia et Kerry.
- Très bonne image de l'Irlande sur la scène alimentaire mondiale.

#### MENACES

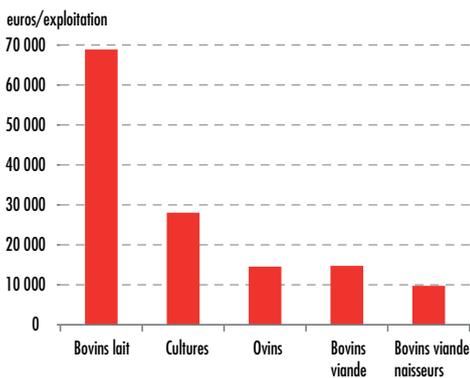
- Attentes sociétales de plus en plus fortes en matière de bien-être animal, d'environnement, oppositions fortes à « l'élevage industriel »,
- La réduction des émissions d'ammoniac,
- Extrême volatilité des marchés laitiers,
- Risques sanitaires.

## ÉVOLUTION DU CHEPTEL, DE LA PRODUCTION ET DU RENDEMENT LAITIERS EN IRLANDE



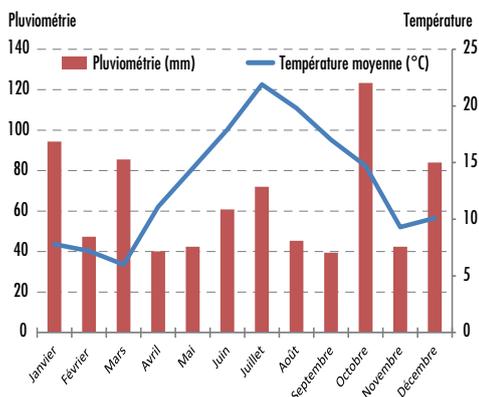
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## REVENU AGRICOLE DES EXPLOITATIONS IRLANDAISES SELON LEUR ORIENTATION EN 2014



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Teagasc

## PLUVIOMÉTRIE ET TEMPÉRATURE À DUBLIN



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après CSO

L'attractivité et le dynamisme du secteur laitier se répercutent sur le rythme des cessations laitières, ralenties depuis 2010. Le nombre d'élevages laitiers a même sensiblement augmenté en 2012 et s'est stabilisé ensuite autour de 19 000 exploitations laitières.

## Un secteur agricole rentable et dynamique

Ce dynamisme tient notamment aux très bons revenus agricoles dégagés par les exploitations laitières, généralement spécialisées. Estimés en moyenne à 68 900 €/exploitation en 2014, ils sont bien supérieurs à ceux des exploitations dans les autres secteurs agricoles.

Les exploitations laitières sont en outre dirigées par des agriculteurs plus jeunes et plus qualifiés que dans les autres secteurs agricoles. Un tiers a moins de 45 ans et plus de la moitié détient une qualification professionnelle (contre 25% et 33% tous secteurs agricoles confondus). De plus la plupart des jeunes ont réalisé des stages à l'étranger, en premier lieu en Nouvelle-Zélande.

## Un climat propice à la production herbagère

En Irlande, les températures sont clémentes toute l'année et la pluviométrie plutôt abondante et bien répartie. Les prairies, qui couvrent plus de 90% de la SAU nationale, produisent de février à fin novembre, jusqu'à 15 tonnes de matière sèche/ha en moyenne dans le Sud où les conditions climatiques sont les plus favorables et où prédomine l'élevage laitier. L'élevage allaitant est plus présent dans le Nord et le Nord-Ouest où les conditions agro-climatiques sont moins favorables.

## Un système low cost

La principale force du modèle laitier irlandais est son faible coût de production. Le « point mort », seuil à partir duquel le prix du lait couvre toutes les charges avant la rémunération du travail, est estimé à 225 €/t de lait en 2013. Après avoir plafonné à 150 €/t sur la période 2005 à 2011, il a cependant bondi de près de 50% en trois ans, sous l'effet d'investissements importants et d'une intensification du modèle laitier.

Cet avantage tient au système de production dominant, qualifié de *low cost*. La production laitière est calée sur la croissance de l'herbe qui est la principale ressource agricole du pays. Les vaches sont mises au pâturage généralement en février, plus ou moins tôt selon les régions.

Les éleveurs tirent parti, grâce à des vêlages groupés à la fin de l'hiver, de la forte croissance printanière des prairies en début de lactation. Les apports d'aliments concentrés sont proches de 1 000 kg/VL/lactation en moyenne, et distribués surtout en début de lactation.

La conduite des pâturages est généralement rigoureuse : les vaches pâturent 3 à 4 jours la même parcelle, jamais plus, dont la taille est adaptée aux besoins des animaux. Elles sont déplacées ainsi 6 à 7 fois dans différents *paddocks* avant de revenir dans la même parcelle. Les vaches ont une productivité modérée, en moyenne 5 300 kg par vache en 2014, malgré des apports significatifs de concentrés et la courte durée des lactations, les vaches étant tarées à l'entrée de l'hiver.

Les surfaces dédiées à la production d'herbe conservée (ensilée ou enrubannée) sont ensuite pâturées lorsque la croissance de l'herbe est moins rapide, en fin d'été et durant l'automne. Très économe en intrants et en investissements, un tel système permet de produire à bas coût.

Seule une minorité (2 000 sur 19 000) d'éleveurs livre du lait toute l'année grâce à des vêlages plus étalés, avec toutefois un pic marqué à l'automne. Ils fournissent le lait nécessaire à l'approvisionnement du marché intérieur en laits conditionnés frais et en produits ultra-frais.

## Des marges de croissance de la productivité laitière

Les éleveurs irlandais disposent d'indéniables marges de progrès techniques, d'après les résultats obtenus dans les fermes de démonstration de Teagasc : tant dans la gestion des prairies (fertilisation, gestion du pâturage et des disponibilités fourragères) pour augmenter les chargements animaux, que dans l'amélioration des performances techniques des troupeaux (fertilité, durée de lactation...).

## PRINCIPAUX TRANSFORMATEURS LAITIERS IRLANDAIS EN 2013

	Statut	Collecte (1 000 tonnes)	Chiffre d'affaires (millions €) en Irlande
<b>Glanbia Ingredients</b>	mixte	1 600	883
<b>Dairygold</b>	coopérative	960	847
<b>Kerry</b>	mixte	950	1 100
<b>Lakeland</b>	coopérative	700	546
<b>Aurivo</b>	coopérative	370	454
<b>Arrabawn</b>	coopérative	260	221
<b>Wexford Creamrey</b>	coopérative	110	nc

nc : non communiqué

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après diverses sources

### Deux leaders internationalisés

Le groupe **Glanbia**, leader de la transformation laitière irlandaise, est doté d'une structure juridique complexe, à mi-chemin entre le modèle coopératif et celui d'une société anonyme cotée en bourse. Il se compose de deux entités distinctes : d'une part, **Glanbia plc**, société anonyme cotée en bourse, qui regroupe tous les actifs industriels du groupe ; d'autre part, **Glanbia Co-op Society**, qui regroupe les associés coopérateurs et détient 54,4% de **Glanbia plc**.

**Glanbia plc** détient 100% des actifs internationaux, 100% de l'activité de lait de consommation et d'ultra-frais en Irlande, mais 40% du GII (**Glanbia Ingredients Ireland**), le pôle de fabrication d'ingrédients (beurre, mgla, fromages, produits secs) implanté en Irlande. Avec 60% des actifs, **Glanbia Co-op society** (la coopérative à l'origine du groupe international du même nom) contrôle l'activité industrielle en Irlande.

Le groupe **Kerry** est issu de la coopérative laitière du même nom. Elle a pris la forme d'une société anonyme en 1986, devenant depuis l'un des leaders mondiaux des ingrédients alimentaires. Avec 23 000 salariés, le groupe a réalisé un CA de 5,8 milliards € en 2013 dans lequel l'activité laitière ne représente plus que 6 à 8% du CA. Il est implanté dans 25 pays. En Irlande 3 500 éleveurs sont indirectement sociétaires via la coopérative qui possède une petite part du capital.

Le chargement moyen (1,9 UGB/ha de SFP) est bien inférieur au plafond (2,9 UGB/ha) permis par la dérogation à la directive nitrates. L'Irlande a classé tout le pays en zone vulnérable et obtenu le renouvellement jusqu'en 2017 de la dérogation qui permet aux éleveurs d'épandre 250 kg/ha d'azote organique contre 170 kg au motif que l'essentiel des surfaces sont herbagères. Ils doivent en faire la demande tous les ans et peuvent en bénéficier dès que 80% de leur SAU est en herbe et qu'ils disposent de capacités de stockage : 16 à 22 semaines selon les régions. En 2012, 5 100 élevages, presque tous laitiers, ont demandé et bénéficié de la dérogation.

### Un débouché assuré pour les éleveurs laitiers

Depuis avril 2015, les 19 000 éleveurs laitiers irlandais peuvent accroître leurs livraisons sans contrainte. Presque tous bénéficient d'un débouché assuré sur la base d'un contrat dont la durée varie selon les collecteurs de un an (**Arrabawn, Tipperary Co-op**) à 5 ans pour ceux livrant à **DairyGold** et **Kerry**. Presque toutes les coopératives acceptent, sans limite de volume, toutes les livraisons de leurs adhérents. En contrepartie, ceux-ci doivent prévoir leurs livraisons sur une durée plus ou moins longue : de un (**Arrabawn, Tipperary...**) à trois ans (**DairyGold, GIIL**), généralement sans conséquence lors de non-respect. A noter toutefois que **DairyGold** prévoit des pénalités lorsque la collecte s'éloigne de plus de 10% de l'objectif annoncé.

Seule **Kerry**, société issue de la coopérative du même nom, plafonne les livraisons annuelles de ses fournisseurs à hauteur de 120% du quota individuel lors de la dernière campagne laitière sous quota (2014/15).

Les transformateurs laitiers ont massivement investi depuis 2009 dans des capacités de transformation supplémentaires et dans la modernisation d'outils préexistants. Le montant approche les 500 millions d'euros, d'après la veille réalisée par le Cniel, soit suffisamment pour absorber l'afflux de lait supplémentaire, selon la fédération des producteurs agricoles *Irish Farmers' Association* (IFA).

### Mais un paysage laitier encore fragmenté

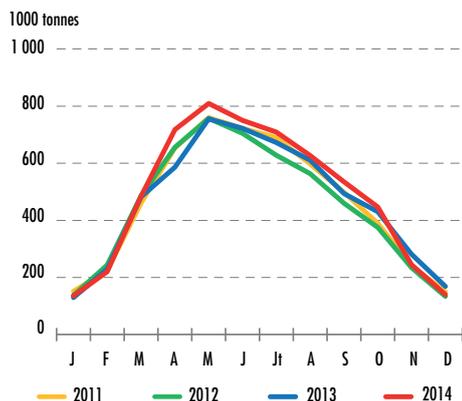
Une trentaine de coopératives laitières assure la collecte, mais seule une douzaine, plutôt de taille moyenne et d'implantation régionale, disposent d'outils de transformation. Les six principaux opérateurs transforment 90% de la collecte nationale.

Les deux leaders, **Glanbia** et **Kerry**, sont désormais des groupes internationaux dont l'activité dans le pays d'origine est devenue secondaire. Ils ne sont plus la propriété des seuls éleveurs. Ils ont créé des holdings ou des filiales afin d'obtenir des fonds extérieurs et de se développer à l'international. La gouvernance de ces sociétés s'en trouve modifiée et le pouvoir des éleveurs coopérateurs dilué. Implantées dans d'autres grands pays laitiers, elles ont probablement les ressources financières pour investir en Irlande dans des capacités de transformation supplémentaires.

### Une production très saisonnalisée

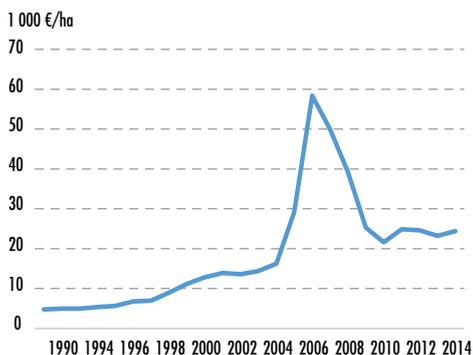
La collecte irlandaise varie de un à cinq entre le creux de lactation (décembre et janvier) et le pic qui intervient en mai. Cette forte saisonnalité oblige les transformateurs à investir dans des outils de transformation et de stockage surdimensionnés, dont la taille est calibrée en fonction du pic de lactation. Le médiocre taux moyen d'utilisation des équipements pénalise les coûts de fabrications, même si la gestion du personnel est généralement annualisée. *Teagasc* estime cependant que le surcoût induit en aval est plus que compensé par les moindres charges de production en amont.

## ÉVOLUTION DE LA COLLECTE LAITIÈRE EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## PRIX DU FONCIER EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après CSO.ie et SCSl

## La forte sensibilité au climat

La contrepartie du système *low cost* irlandais est sa sensibilité aux aléas climatiques. Les stocks fourragers qui dépassent rarement les besoins hivernaux ne permettent pas aux éleveurs de satisfaire totalement les besoins alimentaires de leurs animaux lorsque la production herbagère est inhabituellement insuffisante. De même, des étés exceptionnellement pluvieux, comme en 2012, affectent la qualité du pâturage ou le rendent même temporairement impossible, ce qui provoque des à-coups dans la production de lait et de viande. Ils perturbent en outre la récolte de fourrages, essentiellement sous forme enrubannée, dont la qualité est alors affectée. Lorsque les incidents climatiques interviennent au printemps, en début de lactation, ils affectent durablement la courbe de lactation et donc la production.

## Le foncier rare et morcelé

Les exploitations laitières irlandaises peuvent difficilement s'agrandir faute de foncier disponible. La restructuration agricole est quasi nulle dans un pays où les propriétaires sont très attachés à leur foncier. Les ventes annuelles sont marginales (0,4% de la SAU nationale) et les prix élevés (24 000 €/ha en 2014) faute de disponibilités. La plupart des achats de terres permettent à des éleveurs de s'agrandir, mais les nouvelles parcelles sont rarement attenantes au corps principal des exploitations.

L'agrandissement par la location est tout aussi rare et cher. Seules 20% de la SAU des exploitations sont louées, le plus souvent sur la base de contrats oraux reconduits d'une année sur l'autre. Les petits propriétaires préfèrent exploiter leur surface, même à temps partiel, et l'absence de sécurité juridique incite les éleveurs à privilégier l'acquisition à la location.

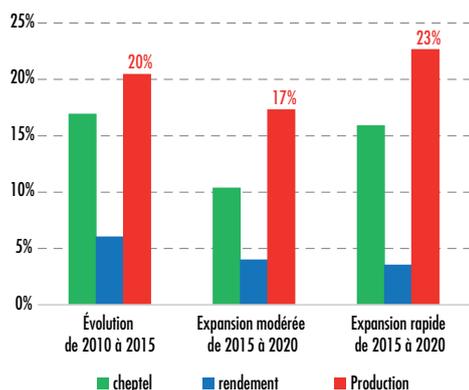
Ainsi, l'étroitesse du marché du foncier, tant dans l'acquisition que dans la location, peut être un frein à la croissance. Faute de surface, de nombreux éleveurs qui veulent accroître leur production délégueront tout ou partie de l'élevage de leurs génisses à des éleveurs allaitants, pratique déjà répandue dans la région de Cork (plus forte densité de vaches laitières) et dominante en Nouvelle-Zélande.

## Les émissions d'ammoniac talon d'Achille de l'élevage irlandais

Malgré une très bonne image environnementale, l'élevage d'herbivores irlandais est confronté à des contraintes de plus en plus fortes sur les rejets de gaz à effet de serre (GES) et surtout d'ammoniac qui font l'objet d'un plan européen visant leur réduction. L'Irlande cible le secteur de l'énergie dans la réduction des GES afin de ne pas entraver l'expansion de l'agriculture. Mais elle ne pourra épargner l'élevage laitier lors de la nouvelle réduction du plafond d'ammoniac et d'émissions d'oxydes d'azote à l'horizon 2020. L'agriculture émet 98% des émissions d'ammoniac et d'oxydes d'azote du pays. La biodiversité demeure également une priorité, afin de maintenir l'image d'excellence de l'exploitation laitière.

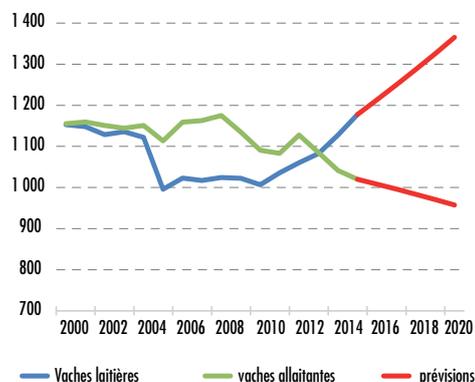
En revanche, la réglementation sur les nitrates n'est pas perçue comme une contrainte et ne serait pas même un obstacle à la croissance du secteur laitier dans un pays où 93% des surfaces agricoles sont herbagères, dont la moitié est très extensive. La charge moyenne en azote provenant des élevages durant la période 2008-2011 était de 105 kg N/ha, en baisse de 8% par rapport à 2004-2007, en lien avec la réduction de têtes du bétail (-4% pour les bovins, -11% pour les porcins et -22% pour les ovins). De plus La teneur en nitrates des eaux de surfaces est globalement bonne et le pays bénéficie d'une dérogation à la directive européenne.

**ÉVOLUTION DU CHEPTEL, DU RENDEMENT ET DE LA PRODUCTION EN IRLANDE**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CSO

**ÉVOLUTION DES CHEPTELS LAITIÈRE ET ALLAITANT IRLANDAIS (MILLIERS DE VACHES)**



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CSO

**Trois leviers pour accroître la production laitière**

Les éleveurs laitiers ont déjà actionné un 1<sup>er</sup> levier : la réduction des bovins viande élevés au profit du cheptel laitier. Ils ont accru de 100 000 vaches le troupeau laitier irlandais entre 2010 et 2015 et ont ainsi réduit entre 1/3 et 50% les bovins viande (entre 300 et 450 000 UGB) présents en 2010 dans les exploitations laitières d'après le recensement de 2010. La conversion, bien avancée, ne peut être totale. Certaines surfaces sont isolées / éloignées ou moins productives. De plus, tous les éleveurs laitiers n'empruntent pas cette voie.

Le deuxième levier, plus complexe et moins immédiat, est l'intensification du modèle laitier irlandais. Celui-ci recèle d'importantes réserves de productivité animale et fourragère, d'après le centre de recherche national *Teagasc*. Une hausse de 10% du chargement moyen permettrait d'élever 100 000 vaches laitières supplémentaires à surface fourragère inchangée. Dans l'immédiat, les éleveurs ont privilégié le recours aux aliments concentrés qui ont sensiblement accru la productivité du cheptel laitier.

Troisième levier, l'externalisation de l'élevage des génisses, est encore peu utilisé. Cette option peut se développer si des éleveurs, notamment allaitants, trouvent avantage à élever des génisses laitières plutôt que des bovins ou des ovins viande. Une telle évolution est une forme de conversion de l'élevage allaitant à l'activité laitière.

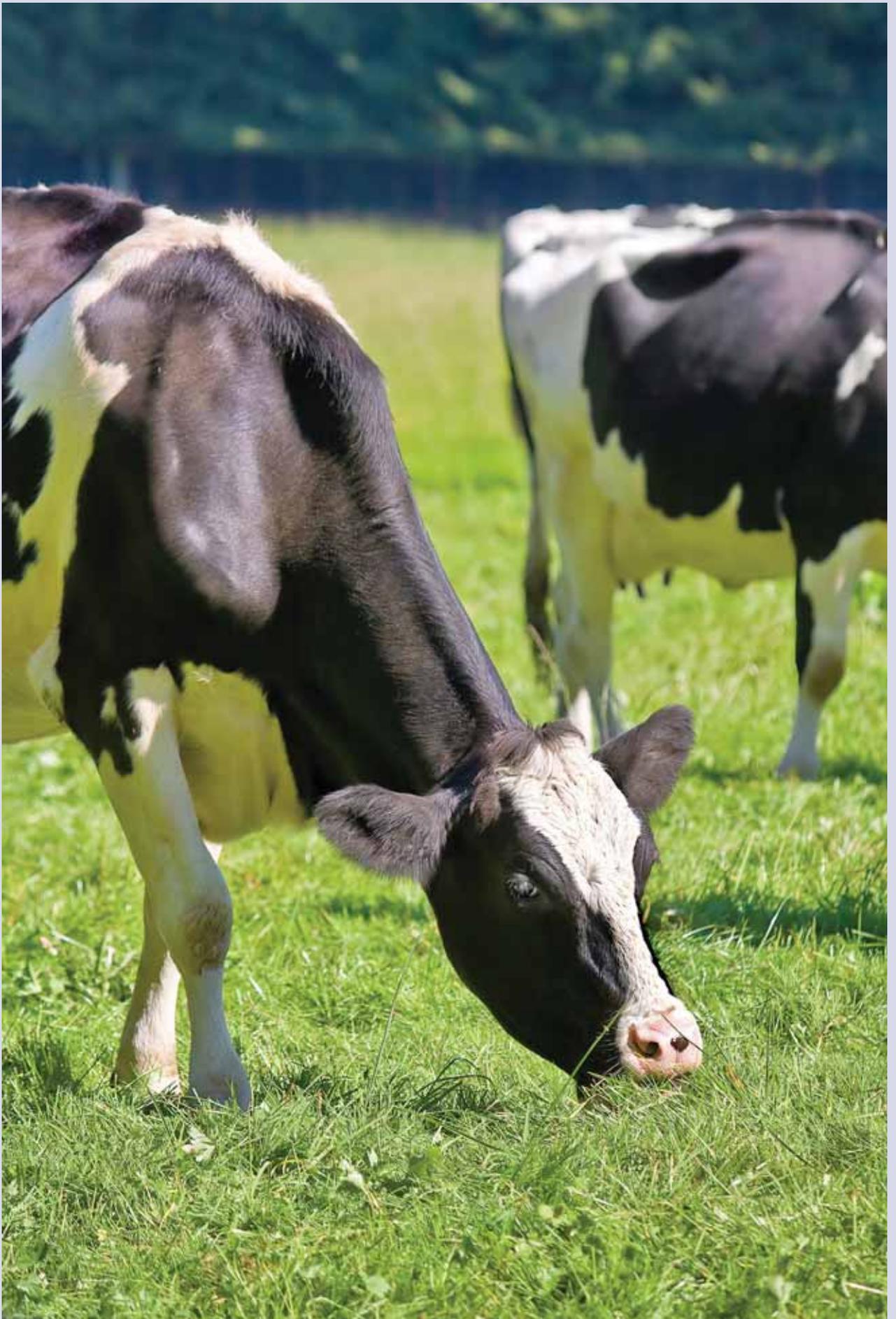
L'élevage laitier attire de nouveaux agriculteurs : principalement des éleveurs allaitants spécialisés dans le Sud où la densité laitière est déjà forte. Les éleveurs qui s'engageront dans le lait devront disposer de structures suffisamment grandes, de foncier plutôt groupé et de capacités de financement significatives pour investir dans des équipements spécifiques (salle de traite, cheptels) et pour acheter des parts sociales au capital de la coopérative qui voudra bien collecter leur lait.

**Quelle production laitière en 2020 ?**

Grâce à tous ces leviers et au regard des évolutions récentes, le cheptel laitier irlandais s'offrira à un rythme annuel moyen de 3% l'an entre 2015 et 2020, sauf incident climatique ou économique majeur. Entre 2014 et 2015, il a bondi de 50 000 vaches laitières. Les éleveurs ont peu réformé et gardé le maximum de génisses en 2014, à la veille de la fin des quotas laitiers. Bien entendu, le rythme annuel de croissance du cheptel laitier variera, entre 2 et 4%, selon les années. A ce rythme, l'effectif de vaches laitières se situera dans une fourchette comprise entre 1,3 et 1,4 million de têtes en 2020 d'après nos prévisions. Sa croissance ne réduira que partiellement le cheptel allaitant qui passera probablement sous le seuil du million de têtes. La taille des élevages laitiers progressera modestement presque au même rythme, car leur nombre variera faiblement : peu de cessations laitières compensées par la conversion de quelques élevages allaitants en élevages laitiers.

Les rendements devraient progresser très modérément, au plus au même rythme que durant la période 2010 à 2015, soit +50 kg/VL/an en moyenne. Les éleveurs continueront de privilégier la hausse des effectifs à l'amélioration génétique de leur troupeau.

Auquel cas, la production laitière se situerait entre 7,5 et 7,8 millions de tonnes en 2020. Elle augmenterait ainsi de 17 à 23% selon le scénario entre 2015 et 2020, après avoir progressé de +20% entre 2010 et 2015.



7

# POLOGNE

## Une filière à fort potentiel de développement

La filière laitière polonaise a très nettement bénéficié de son adhésion à l'Union européenne. En quelques années, elle a mené un travail important et toujours en cours pour se structurer, se professionnaliser et consolider sa position sur les marchés. 4<sup>ème</sup> producteur de l'UE à 28, la Pologne semble encore loin d'avoir exprimé pleinement son potentiel, mais certains verrous persistent. La fin des quotas devrait aboutir à l'accélération du processus de la restructuration de la filière.



### CHIFFRES CLÉS LAITIERS DE LA POLOGNE EN 2014

Nb d'exploitations laitières (2013)	334 500
Nombre de livreurs	130 300
Cheptel laitier (1000 têtes, déc.)	2 248
Collecte laitière (millions de tonnes)	10,6
Part de la consommation importée (2013)	2%
Part de la collecte exportée (2013)	31%
Solde commercial (milliard d'euros)	+1,0
Consommation/habitant (kg de lait/an)	204
Part du 1 <sup>er</sup> collecteur (Mlekovita)	15% à 20%
Collecte nationale par les coopératives	70 à 75%

Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat et GUS

### La Pologne, puissance agricole européenne

Malgré la réticence des agriculteurs avant l'adhésion, l'entrée dans l'Union européenne en 2004 a permis à la Pologne d'impulser une forte dynamique d'investissement et de modernisation de son agriculture. Le développement du secteur a été fulgurant grâce au fort potentiel de production et d'exportation du pays. L'agriculture constitue un enjeu social et économique primordial avec encore près de 1,4 million d'exploitations agricoles en 2013 qui emploient près de 12% de la population active (contre 3% en France) et pèsent pour près de 3,3% du PIB (contre 1,7% en moyenne dans l'UE). La production laitière y occupe une place essentielle et réalise près de 16% du produit agricole, juste derrière les céréales (21%) et devant la viande porcine (12%).

### FORCES

Éléments intrinsèques

- Fort potentiel de progression de la production,
- Des coûts de production plus faibles que dans le reste de l'UE,
- Bonne compétitivité prix,
- Coût du travail peu élevé, revenus des éleveurs laitiers à parité avec les salariés.

### FAIBLESSES

- Taille des exploitations,
- Faible productivité du travail,
- Collecte fragmentée et coûteuse,
- Nombreuses entreprises laitières en compétition,
- Restructuration de la production et de l'industrie en cours,
- Pas d'organisation interprofessionnelle,
- Prix du foncier élevé,
- Conditions naturelles peu favorables et forts aléas climatiques.

### OPPORTUNITÉS

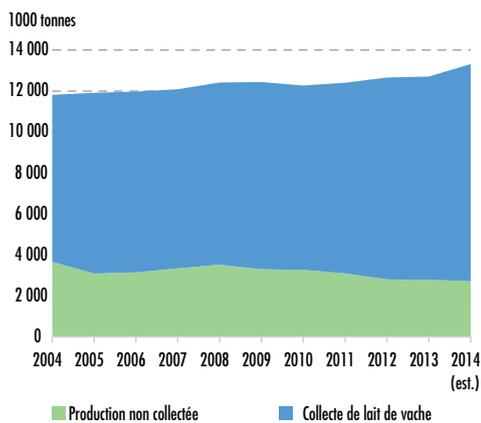
Éléments extrinsèques

- Professionnalisation de la production,
- Réserves de productivité fourragère et zootechnique,
- Structuration interprofessionnelle,
- Coordination d'actions nationales,
- Consolidation industrielle,
- Potentiel de croissance de la consommation,
- Opportunités à l'export.

### MENACES

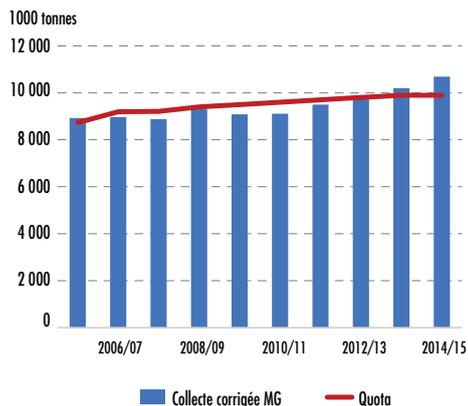
- Surinvestissement avant l'arrêt des quotas,
- Compétition avec les grandes cultures et les granivores dans la partie centrale,
- Relations avec la grande distribution,
- Blocages à l'exportation.

## ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA COLLECTE LAITIÈRES EN POLOGNE



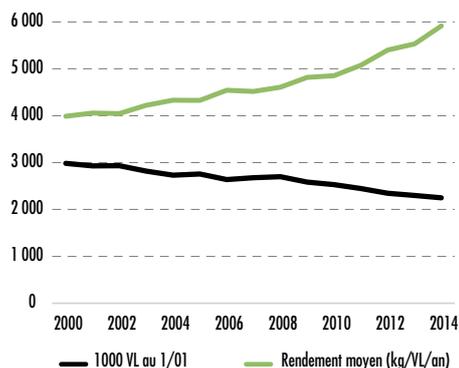
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## COLLECTE ET QUOTA LAITIERS EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Commission européenne

## CHEPTEL ET RENDEMENT LAITIERS EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## Progression de la collecte, recul du lait autoconsommé

La Pologne est le 4<sup>ème</sup> producteur européen, derrière l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. A près de 13,2 millions de tonnes, sa production a bondi de 13% entre 2004 et 2014. La collecte, très dynamique, progresse au dépens la production laitière non collectée, sur le déclin.

En 2004, près de 31% du lait était produit dans des petites exploitations vivrières, pour l'autoconsommation et la vente informelle des surplus dans des circuits locaux.

Contrairement au reste de l'Europe de l'Est, ces petites exploitations individuelles ont bien résisté à la collectivisation impulsée sous le régime communiste. L'adhésion à l'Union européenne a cependant accéléré la dynamique de restructuration, du fait des investissements nécessaires aux mises aux normes, des programmes nationaux d'aide à la cessation laitière et de l'apparition d'une offre de produits laitiers différenciés et marqués sur le marché domestique. La production de lait non collectée a ainsi reculé de près de 1 million de tonnes en dix ans (-26%), à 2,7 millions de tonnes en 2014. Sa part dans la production nationale reste cependant toujours très au-dessus des autres pays de l'UE, à près de 20% en 2014.

A l'inverse, la collecte laitière a constitué le moteur de la hausse de production polonaise. A près de 10,6 millions de tonnes en 2014, elle a bondi de 30% en 10 ans (+2,5 millions de tonnes). En outre, à l'approche de la fin des quotas, elle a très nettement débordé (+7% en 2014, soit 680 000 tonnes supplémentaires), signal du fort potentiel de production de la filière.

## Un quota considéré trop bas depuis l'adhésion

Après l'adhésion à l'Union européenne en 2004, le secteur laitier polonais s'est très rapidement trouvé confronté au plafonnement de sa collecte laitière. Le quota « livraisons », négocié bas en 2004 du fait de références modestes en 2002 - 2004 (conséquence d'un épisode marqué de sécheresse et de l'importance de l'autoconsommation) a été dépassé dès la 1<sup>ère</sup> campagne 2005/06 (près de 140 000 éleveurs avaient alors dépassé leur référence individuelle). Dans ce contexte limitant, la Pologne n'a eu de cesse d'obtenir le droit de transformer son quota « ventes directes » en quota « livraisons » et d'utiliser sa réserve nationale de restructuration. La libéralisation du marché des quotas est tout d'abord apparue comme la solution pour permettre aux producteurs de poursuivre leur développement. Cependant, la crise laitière de 2009 a amené les autorités polonaises à se repositionner dans la défense des quotas et des mécanismes de gestion de l'offre. Malgré tout, la fin des quotas laitiers semble être une libération pour les livreurs polonais qui l'ont manifestement anticipée comme en témoignent les dépassements importants à l'issue des deux dernières campagnes. Les importantes pénalités qu'ils vont devoir payer (0,91 zloty par litre, soit 23,5 centimes d'euros) risquent cependant de freiner leur développement à court terme.

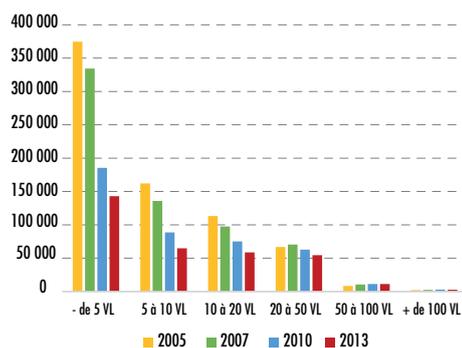
## Des performances zootechniques en progression

La restructuration des élevages laitiers a eu des effets notables sur la structure du cheptel laitier et sur sa productivité. Le cheptel n'a cessé de décroître, de 25% en quinze ans. Les effectifs sont passés de près de 3 millions de vaches laitières en 2000, à seulement 2,2 millions début 2015. Simultanément, l'amélioration des pratiques d'élevage, l'intensification de la production et la sélection génétique ont boosté les performances zootechniques. Le rendement moyen est passé de 4 000 kg en 2000 à près de 5 900 kg en 2014, soit une croissance moyenne de près de 3% par an. Si la hausse du rendement laitier est remarquable, les performances zootechniques restent malgré tout en queue de peloton européen, près de 13% sous la moyenne de l'UE à 28. La marge de progression semble donc importante, d'autant plus que la Fédération des Producteurs de Lait (PFHBiPM), en charge du contrôle laitier, présente des résultats nettement supérieurs : les 733 000 vaches contrôlées (1/3 du cheptel national) affichent un rendement moyen de 7 580 kg en 2014.



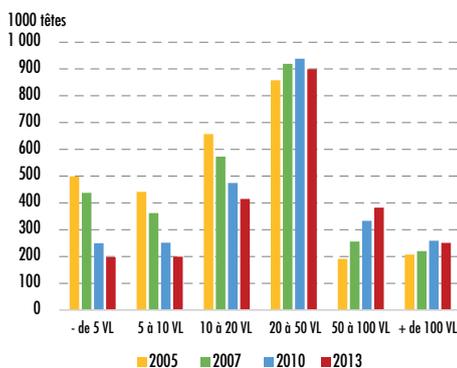
## POLOGNE UNE FILIÈRE À FORT POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT

### ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS LAITIÈRES EN POLOGNE



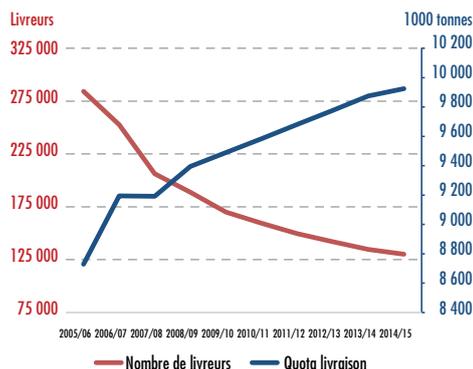
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et GUS

### ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DE VACHES LAITIÈRES PAR TAILLE DES ÉLEVAGES EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et GUS

### ÉVOLUTION DU QUOTA « LIVRAISONS » POLONAIS ET DU NOMBRE DE DÉTENEURS EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et GUS

## L'amont en pleine restructuration

En 2013, il demeurait encore 334 500 détenteurs de vaches laitières, dont un peu moins de 150 000 possédaient un quota livraisons, mais leur nombre a été réduit de moitié en 10 ans. Malgré cette restructuration à marche forcée, la Pologne reste un pays de petites exploitations.

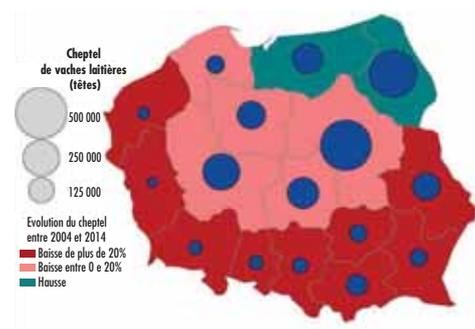
- Les **micro-élevages**, de moins de 5 vaches laitières, sont encore présents dans toute la Pologne. Ils pesaient encore pour près de 43% du nombre d'exploitations laitières en 2013 (contre 52% en 2005), mais ne détenaient que 8% du cheptel national. C'est dans cette strate que la restructuration a été la plus forte. L'arrêt de la collecte a abouti soit au maintien de la production laitière à des fins d'autoconsommation et de vente des surplus, soit à l'arrêt de la production laitière. Très nombreuses dans le sud de la Pologne, zone plus montagneuse et touristique, les cessations d'activité semblent cependant freinées par le manque d'alternatives, le double-emploi ou encore un fort attachement à la terre. Celui-ci est d'autant plus fort que la distribution des aides PAC à l'hectare constitue un complément de revenu, faible mais bienvenu. Lorsqu'il y a arrêt, les terres sont souvent louées, de manière plus ou moins formelle, mais peu échangées. Malgré tout, les éleveurs de cette classe de taille devraient cesser de livrer du lait à plus ou moins brève échéance.

Les **petits élevages** de 5 à 20 vaches laitières semblent aujourd'hui fragilisés. Une partie de ces élevages ont opté pour l'agrandissement et la modernisation, contribuant à faire gonfler les rangs des élevages de 20 à 50 vaches laitières. Les autres sont aujourd'hui confrontés au désintérêt des transformateurs qui veulent concentrer leur collecte. Ils sont ainsi les premiers à subir les effets des baisses de prix du lait, notamment lorsqu'ils livrent à des petites coopératives de collecte ou à des collecteurs privés sur lesquels ils ne disposent d'aucun poids de négociation. En septembre 2015, le prix du lait payé par certains collecteurs aurait chuté à moins de 180 €/1 000 l dans certaines zones.

Les élevages de plus grande taille, **entre 20 et 100 vaches**, sont ceux qui ont été les plus dynamiques. Généralement familiales et spécialisées, ces exploitations emploient une ou plusieurs personnes à plein temps. Elles sont fortement modernisées et se trouvent être les principales bénéficiaires des crédits européens et nationaux d'aide au développement de l'agriculture. Les élevages de 20 à 50 vaches laitières comptent pour près de 38% du cheptel, mais la progression semble aujourd'hui plus marquée dans les élevages de 50 à 100 vaches laitières, témoignant ainsi de l'agrandissement et de la professionnalisation du secteur laitier polonais. Néanmoins, les niveaux d'investissements auxquels ces exploitations font face, pour l'agrandissement, la modernisation et l'achat de terres, peuvent contribuer à les fragiliser en période de conjoncture dégradée. Ces exploitations sont plus développées dans les bassins laitiers du centre et du nord-est de la Pologne, qui bénéficient d'un tissu industriel mieux organisé.

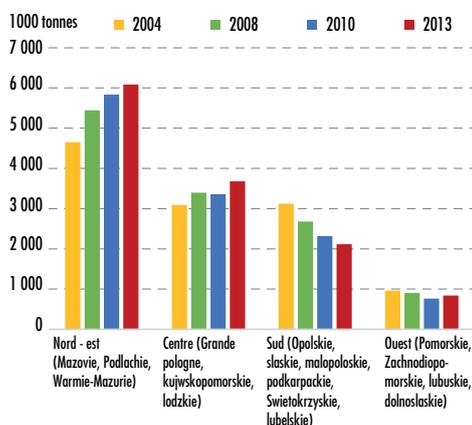
Les troupeaux de **plus de 100 vaches** restent encore peu nombreux et stables (on en dénombre 2 500 en 2013), bien qu'ils aient un pouvoir économique et professionnel important. Soit ils sont le résultat de l'agrandissement et de la spécialisation de fermes de plus petite taille. Soit ils proviennent d'anciennes terres collectivisées, notamment à l'Ouest, et peuvent alors atteindre des tailles très importantes.

## ÉVOLUTION DU CHEPTEL LAITIÈRE PAR VOÏVODIE ENTRE 2004 ET 2014



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après GUS

## ÉVOLUTION RÉGIONALE DE LA PRODUCTION LAITIÈRE EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et GUS

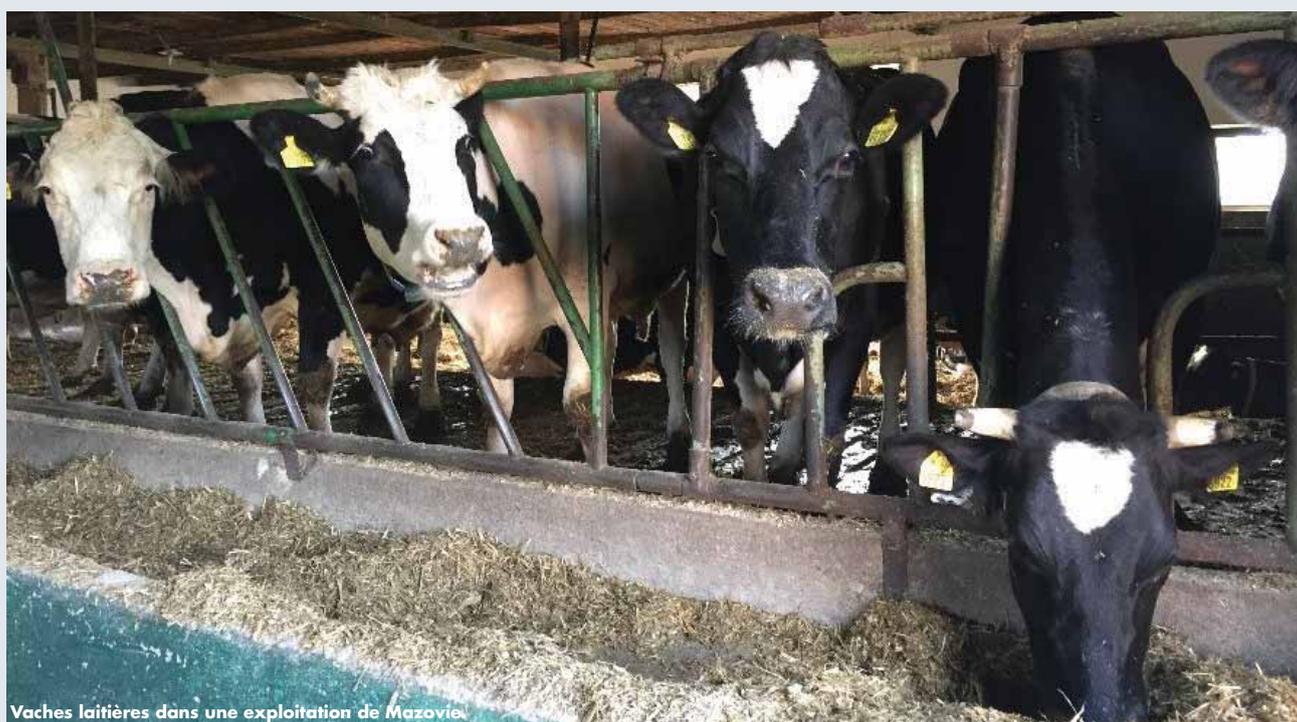
## Concentration dans les zones favorables

L'évolution régionale de la production laitière connaît des dynamiques diverses, très liées aux conditions pédo-climatiques. On peut distinguer trois zones :

- **Le Nord-est**, composé de la Mazovie, de la Podlachie et de la Warmie-Mazurie, totalise 48% du cheptel laitier et fournit près de 50% de la collecte. Ces voïvodies présentent des **conditions climatiques et géographiques propices** à la production laitière. La part de l'herbe y est plus importante que dans le reste de la Pologne : la proportion de prairies permanentes s'étage de 23% de la SAU en Mazovie à plus de 31% en Podlachie et en Warmie-Mazurie. La production laitière a connu un bond spectaculaire dans ce bassin, de près de 31% depuis l'accession à l'UE et de près de 67% pour la seule Podlachie. La progression dans cette dernière semble aujourd'hui confrontée à des **limitations d'ordre foncier** : les terres agricoles s'échangent peu et leur prix explose, limitant les possibilités d'agrandissement des fermes laitières. Néanmoins, les **rendements fourragers** restent modestes et l'**amélioration des prairies et des pratiques culturales** peut constituer un important levier de progression.

- **Le bassin central**, notamment la Grande Pologne et la Kujavie Poméranie, voïvodies beaucoup moins herbagères (moins de 15% de la SAU en herbe), possèdent des terres de meilleur potentiel agronomique. Les ateliers laitiers sont menacés par la concurrence des autres productions agricoles, notamment les grandes cultures mais aussi l'élevage porcin et avicole. La production laitière a plafonné entre 2006 et 2011, mais la perspective de la fin des quotas laitiers semble avoir relancé la dynamique d'investissements : la production a bondi de 10% en 2012 et de 8% en 2013 en Grande Pologne.

- Des régions périphériques peu dynamiques : d'une part, dans les **voïvodies de l'Ouest**, le lait (7% de la collecte nationale) a nettement reculé (-13% entre 2004 et 2013) du fait de la disparition des petites et moyennes exploitations. À l'approche de la fin des quotas, la production évolue en dents-de-scie, sans qu'une tendance franche ne se dégage. La collecte repose sur des exploitations de taille importante, héritage de l'époque communiste, de plusieurs centaines à quelques milliers de vaches. Ces exploitations peuvent avoir une stratégie opportuniste vis-à-vis de leurs collecteurs et livrer directement aux transformateurs allemands situés de l'autre côté de la frontière. Certaines ont abandonné la production laitière au profit des grandes cultures. D'autre part, dans les **voïvodies du Sud et du Sud-Est**, la déprise laitière a été extrêmement prononcée. La restructuration a été plus marquée dans ces régions de micro-élevages aux structures morcelées, du fait de l'abandon ou de la reconversion vers la production de viande bovine et porcine. La production laitière a ainsi chuté de près de 32% entre 2004 et 2013.



Vaches laitières dans une exploitation de Mazovie

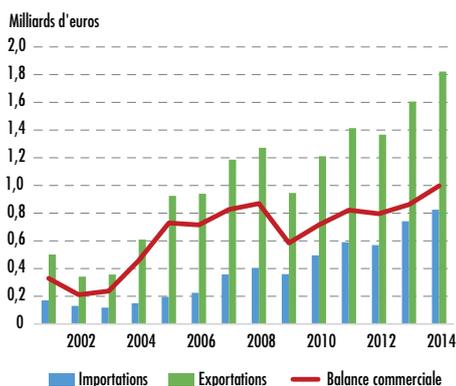
## POLOGNE UNE FILIÈRE À FORT POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT

### LES 10 PREMIÈRES ENTREPRISES LAITIÈRES DE POLOGNE

Entreprise	CA 2014 (millions d'euros)	Statut
Mlekovita GK	893	Coopérative
Mlekpól SM	833	Coopérative
Łowicz OSM	391	Coopérative
Danone Sp. z o.o.	311	Privé (Français)
Zott Polska Sp. z o.o.	276	Privé (Allemand)
Lacpol PHZ SM Sp. z o.o.	nd	Privé (Polonais)
Piątnica OSM	205	Coopérative
Polindus	nd	Privé (Polonais)
Lactalis Polska Sp. z o.o.	184	Privé (Français)
Spomlek SM	148	Coopérative

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Forummleczarski

### BILAN DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS LAITIERS DE LA POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après TradeMap

### Des laiteries prêtes à transformer davantage de lait pour des marchés en croissance

L'industrie laitière polonaise se trouve en plein processus de restructuration/consolidation. Les innombrables petites coopératives qui assuraient la collecte sous l'époque communiste sont rapidement entrées en compétition après la chute du régime. L'analyse de l'évolution des structures révèle un phénomène massif de concentration, qui se poursuit encore aujourd'hui. Le nombre d'entreprises laitières a chuté de près de 66% entre 2004 et 2013, à moins de 200 entreprises. En parallèle, le chiffre d'affaires de l'industrie laitière polonaise est passé de 3,9 à 7,4 milliards d'euros.

La collecte est dominée par les coopératives qui achètent pour 65% à 70% des volumes (contre près de 80% en 2000). Les petites coopératives, souvent cantonnées à l'activité de collecte, se maintiennent dans la mesure où le marché est porteur. Elles ont bénéficié d'aides et de crédits européens généreux pour se moderniser et poursuivre leur activité, ralentissant le processus de restructuration. Néanmoins, des leaders de taille importante ont émergé ces dernières années, résultat d'un processus de fusions/acquisitions.

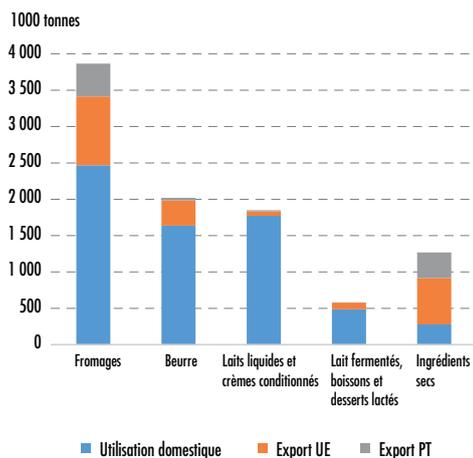
Deux grands groupes coopératifs, Mlekpól et Mlekovita, comptent près de 25 000 fournisseurs chacun (19% du total des livreurs polonais) et collectent plus du quart de la collecte polonaise. Localisées en Podlachie, région dont le processus de concentration industrielle semble la plus avancée, elles mènent une stratégie de concentration de la collecte afin de limiter les frais. Polyvalentes, elles ont récemment investi dans des tours de séchage afin de répondre à la hausse de la demande internationale et possèdent des marques fortes sur le marché polonais. Elles semblent prêtes à absorber davantage de lait : selon les experts nationaux, leurs outils industriels fonctionneraient à 60-65% de leur capacité.

Le tiers restant de la collecte nationale est transformé par des sociétés privées, souvent propriété de groupes laitiers étrangers. Sont présents les principaux groupes laitiers français (Danone, Lactalis, Savencia) et allemands (Zott, Hochland). Installés depuis plus de 20 ans pour certains, ils occupent une position dominante sur les marchés des produits frais à bonne valeur ajoutée.

### Une volonté affichée de positionnement à l'export

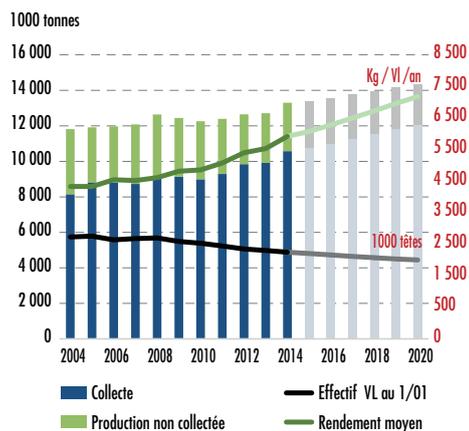
De par sa position, à l'interface entre l'Europe occidentale d'un côté et la CEI de l'autre, la Pologne dispose d'avantages géographiques pour expédier ses produits laitiers. Grand exportateur de fromages avec près de 206 000 tonnes en 2013, notamment vers la Russie qui absorbait près de 15% de ses expéditions, elle s'est retrouvée très affectée par l'embargo russe. Face à l'afflux de lait, les transformateurs ont alors produit davantage d'ingrédients secs, près de 15% de la collecte en 2014 contre seulement 10% en 2010. Ces ingrédients secs ont été massivement exportés, notamment vers les pays tiers : les expéditions de poudre maigre ont quasi-doublé en 2014, à 117 000 tonnes, et celles de poudres grasses ont bondi de près de 45%, à 28 000 tonnes. Au total, 31% du lait produit en Pologne est aujourd'hui exporté, contre seulement 21% en 2004. Les expéditions de produits laitiers ont atteint un chiffre d'affaires de 1,8 milliard d'€ (+14%/2013), faisant grimper l'excédent commercial à près de 1 milliard d'euros.

## RÉPARTITION ET DESTINATION DES FABRICATIONS POLONAISES DE PRODUITS LAITIERS EN 2013 (EN EQ. LAIT SELON LA MSU)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après GUS

## PRÉVISIONS DE PRODUCTION, DE CHEPTEL ET DE RENDEMENTS LAITIERS EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et GUS

## Un marché domestique prometteur

Si l'essentiel du supplément de collecte a été exporté en 2014, la consommation domestique dispose d'un fort potentiel de croissance. Stabilisée à 176 équivalents litres de lait après la crise économique de 2008, elle progresse de nouveau depuis en 2012 dans le sillage de la reprise économique du pays et l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages. En 2014, la consommation individuelle calculée par bilan a grimpé de près de 16% par rapport à 2009, à près de 204 litres par habitant. Elle dispose de marge de progression dans la mesure où elle est très nettement inférieure à la moyenne des Européens (282 litres par habitant en 2014) et très en-deçà de son niveau connu sous le régime communiste. En outre, si comme dans le reste de l'Union européenne les achats de laits liquides sont peu dynamiques, les Polonais consomment toujours plus de fromages et de produits ultra-frais, mieux valorisés.

## Des perspectives difficiles à court-terme...

La campagne 2015-2016 s'annonce difficile et devrait marquer une contre-performance dont les conséquences pourraient affecter la campagne suivante.

La dégradation de la conjoncture laitière depuis le 2<sup>nd</sup> semestre 2014 a conduit à une forte baisse du prix du lait, de 17% en un an à 270 € les 1 000 litres en juin 2015. Cette baisse intervient dans un contexte où de nombreux éleveurs ont investi pour agrandir et moderniser leur élevage. D'autre part, l'été 2015 a été le théâtre d'une sécheresse parmi les plus fortes jamais connue. La Vistule a baissé à son plus bas niveau depuis le début des relevés, en 1789. D'un côté, les éleveurs ont dû réformer une partie des animaux. De l'autre, ils n'ont pu totalement reconstituer leurs stocks fourragers et les charges d'alimentation devraient bondir au cours de la prochaine campagne. Enfin, malgré leur paiement étalé sur trois ans, les pénalités de dépassement du quota laitier vont encore aggraver la situation financière des récents investisseurs.

## ...mais un fort potentiel de développement

Néanmoins, la Pologne dispose encore d'un fort potentiel de croissance. Une partie des éleveurs, freinés dans leur agrandissement faute de foncier, espèrent profiter des terres libérées par l'accélération des cessions d'activité. D'autre part, la Pologne dispose d'importantes réserves de productivité zootechnique et fourragère qui devraient permettre à la filière de poursuivre sa progression à moyen terme.

Dans l'hypothèse incertaine d'une amélioration de la conjoncture laitière en 2017, la Pologne devrait parvenir sans trop de difficulté à enregistrer un nouveau bond de collecte, de 10 à 15% à l'horizon 2020, soit 1 à 1,5 million de tonnes supplémentaires. Le cheptel poursuivrait son repli à près de 2 millions de vaches laitières, mais sa productivité se rapprocherait de la moyenne européenne, à plus de 7 000 kg/vache. En revanche, la production non collectée continuera de décliner, pour tomber à moins de 15% de la production nationale sous l'effet de l'abandon de la production laitière par les petits élevages non viables.

# QUELLE COLLECTE EUROPÉENNE EN 2020 ?



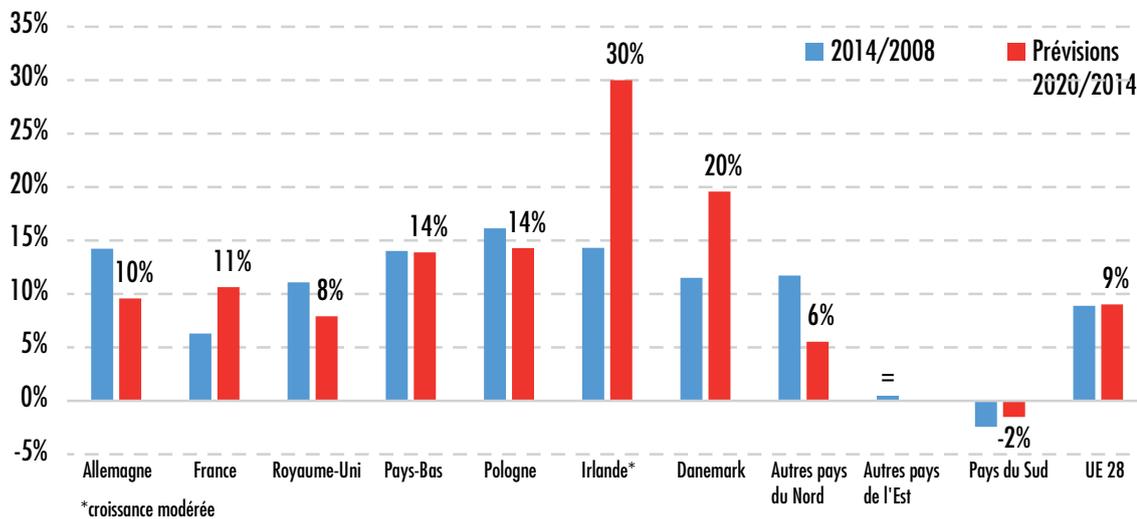
La collecte laitière européenne ne devrait pas progresser plus vite entre 2014 et 2020 qu'entre 2007 et 2014. Elle croîtrait de +9% en six ans à 160 millions de tonnes d'après nos prévisions. Après avoir littéralement explosé en 2014 avant même la fin des quotas et en 2015, puis juste après leur suppression, la production européenne devrait connaître un répit en 2016 et 2017. La dégradation prolongée du prix du lait devrait décourager la production laitière dans les pays et les régions agricoles les moins laitiers. Elle pourrait aussi entraîner des cessations laitières dans les bassins denses de l'Europe du Nord, si de nombreux éleveurs laitiers à court de trésorerie ne peuvent plus compter sur leurs banques et leurs fournisseurs.



Entre 2005 et 2014, la production laitière a progressé dans presque tous les pays européens. Elle a même connu une évolution inédite en 2014. Les très bonnes conditions fourragères presque partout, la détente des cours des aliments et un prix du lait très incitatif jusqu'à l'automne ont permis de tirer pleinement parti d'un cheptel laitier bien étoffé. Visant déjà l'après quota, les éleveurs ont maximisé leur production, parfois bien au-delà du quota disponible pour 2014/2015, dernière campagne contingentée. Une telle évolution met en évidence l'important potentiel laitier surtout dans les pays d'Europe de Nord étudiés (Allemagne, Danemark, Irlande, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni).

D'après les enquêtes réalisées auprès d'opérateurs et d'experts dans ces pays, et au vu des évolutions de cheptels et des capacités de logement, nous prévoyons une poursuite de la concentration de la collecte européenne au niveau de l'arc nord-ouest européen avec globalement le même rythme de croissance en Europe du Nord sur la période 2014 à 2020 que sur la période 2008 à 2014. Soit une croissance de 12% sur six ans de la collecte agrégée des principaux pays laitiers d'Europe du Nord, France comprise. Ensemble, ces sept pays réaliseront alors près de 75% de la collecte européenne en 2020 (70% en 2008 et 72% en 2014). Nous avons repris pour la France l'ambition affichée par l'Interprofession laitière. Bien entendu le rythme de croissance diffère selon les pays (voir graphe ci-dessous et chapitres précédents).

## PRÉVISIONS DE CROISSANCE DE LA COLLECTE DE LAIT DE VACHE ENTRE 2014 ET 2020



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après sources nationales

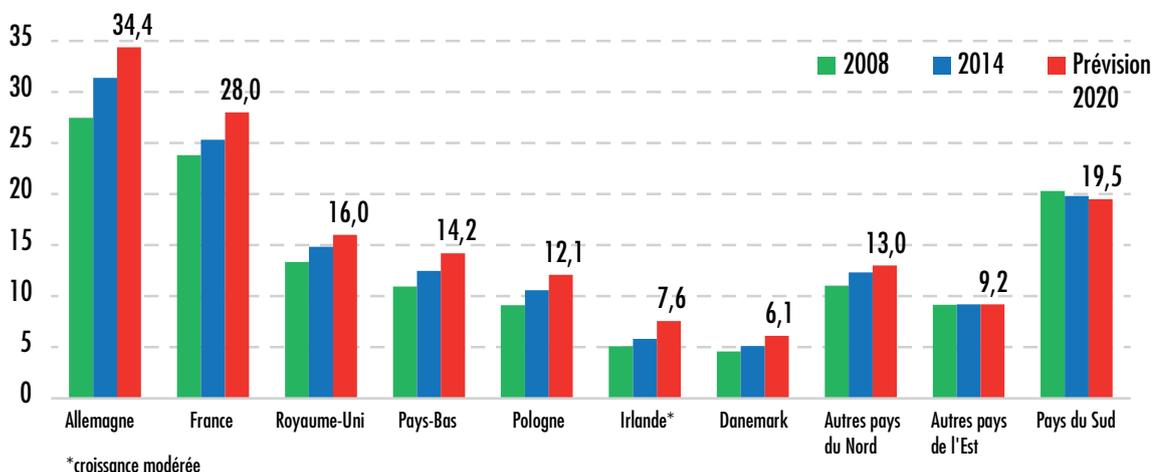
Les autres pays de l'Europe du Nord (Autriche, Belgique, Finlande, Suède) connaîtraient aussi une croissance, mais plus modérée de leur production. En revanche, on s'attend au mieux à une stagnation de la collecte laitière dans tous les Nouveaux Etats membres de l'Est (hors Pologne). Enfin, la production laitière dans les pays du sud de l'UE (Croatie, Espagne, Grèce, Italie, Portugal...) pourrait légèrement reculer.

En somme, la collecte européenne progresserait de 9% entre 2014 et 2020 (+13 millions de tonnes) et atteindrait alors 160 millions de tonnes de lait de vache. Une telle prévision repose sur une conjoncture globalement aussi favorable que durant la période précédente (2008 à 2014). Rappelons qu'elle avait connu une phase de crise (2009) suivie d'années plus ou moins favorables à très favorable en 2014.

Dans l'immédiat, la dépression sur les marchés des produits laitiers dégrade la recette laitière de toutes les exploitations laitières. Elle fragilise la situation économique et financière des plus endettées et des moins performantes techniquement. La chute du prix du lait aura un impact variable sur la production laitière selon les bassins et selon que la crise sera plus ou moins longue. On peut d'ores et déjà s'attendre à un ralentissement, voire à un arrêt de croissance de certains pays d'Europe du Nord, et à un tassement de la collecte dans les pays de l'Est et du Sud en 2016 et 2017. Auquel cas, la production européenne connaîtra un ralentissement, voire un arrêt de croissance. Ce ralentissement sera passager si les signaux des marchés redeviennent bien orientés, auquel cas il sera suivi d'un rebond de la collecte européenne...



### PRÉVISIONS DE LA COLLECTE DE LAIT DE VACHE (MILLIONS DE TONNES)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après sources nationales





DOSSIER PRÉVISIONS  
EN EUROPE

BOVINS LAIT  
EN 2020

Novembre 2015  
N° 462  
18 €

# Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES  
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE  
(GEB)

## Dossier annuel Bovins viande 2015

Perspectives 2016. N° 464 - Janvier 2016

**Où va le bœuf ?** Vers toujours plus de transformation ! - N° 461 - Octobre 2015

**Lait en Europe du Nord.** De grands écarts entre pays, mais pas de gagnant sur toutes les lignes - 11 fiches thématiques et comparatives - N° 460 - Septembre 2015

**Dossier La filière viande bovine aux États-Unis.** Performante et offensive. N° 459 - Juillet-Août 2015

## Dossier marché mondial produits laitiers 2014.

Perspectives 2015. N° 458 - Juin 2015

## Dossier marché mondial viande bovine 2014.

Perspectives 2015. N° 457 - Mai 2015

## Dossier annuel Ovins 2014

Perspectives 2015. N° 456 - Avril 2015

## Dossier annuel Caprins 2014

Perspectives 2015. N° 455 - Mars 2015

## Dossier annuel Bovins lait 2014

Perspectives 2015. N° 454 - Février 2015

